ENQUÊTE SUR
l'histoire
Janvier – Février 1999 ▲ N° 30 ▲ 38 F

PROCÈS ET MORT DE PIERRE PUCHEU
Révélations sur un secret d'État

L'ÉPOPÉE DE LA LOUISIANE FRANÇAISE 1699-1803



QUAND L'AMÉRIQUE PARLAIT FRANÇAIS

POURQUOI LOUIS XIV DÉLAISSA SON EMPIRE AMÉRICAIN

CAVELIER DE LA SALLE
LA SAGA DES HÉROS OUBLIÉS

LE ROYAUME FRANCO-INDIEN QUI INQUIÉTAIT L'ANGLETERRE

COMMENT BONAPARTE A BRADÉ LA LOUISIANE

La nouvelle affaire Jean Moulin
La Synarchie : vérités et légendes
Soljenitsyne l'indomptable

M 4250 - 30 - 38,00 F - RD

SOMMAIRE

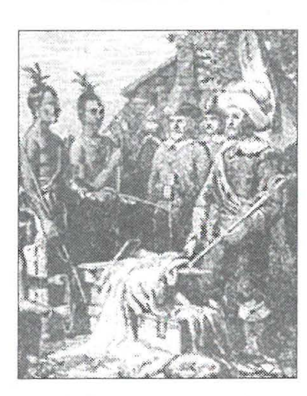


Pierre Pucheu (1899-1944)

L'épopée de la Louisiane française



Canadien allant à la guerre en raquettes

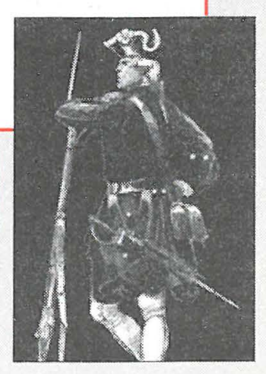


Jacques Cartier et les Indiens



Pierre Le Moyne d'Iberville

En couverture : Chasseur des troupes légères du roi en 1740, par Edmond Lajoux.



Directeur de la Rédaction : **Dominique Venner**
Directeur de la publication et gérant : **Gérald Penciolelli**
Directrice artistique : **Céline Puybareau-Manaud**
Secrétaire de rédaction et Relations publiques : **Véronique Villain**

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Angelelli, Jacques Berrel, Philippe Bonnichon, Adrien Brocard, Henri Buttin, Guy Chambarlac, Philippe Conrad, Olivier Dard, François-Georges Dreyfus, Arnaud Guyot-Jeannin, Jean Kappel, Bernard Lugan, Jean Mabire, Macha Manski, Jean-Jacques Mourreau, Virginie Tanlay, Frédéric Valloire, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01.40.05.10.08.
Imprimerie Roto-quadri.
N° de commission paritaire 73718. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement, bon de commande encartés non numérotés entre les pages 34 et 35.

Actualité de l'histoire

.e franc a 638 ans

Sa disparition est programmée à partir
u 1er janvier 1999 pour s'achever en
002, sous réserve d'incidents imprévus.
e franc a 638 ans. Son acte de nais-
ance avait été signé le 5 décembre de
ın 1360, à Compiègne, par Jean II le Bon :
*Nous avons ordonné et ordonnons que le
enier d'or fin [...] sera appelé franc d'or [...].
lous garderons monnaie stable qui puisse demeu-
er en un état le plus longuement que l'on puisse bonne-
nent et qui ne grèvera point notre peuple...* » Ce roi méritait son surnom !
euxième de la dynastie Valois (successeur de Philippe VI), vaincu à Poitiers
ar le Prince Noir en 1356, il fut emmené en captivité à Londres. Après avoir
igné les préliminaires de Brétigny, il revint en France, laissant deux de ses fils
n otages en Angleterre. L'un d'entre eux, Louis d'Anjou, s'étant évadé, il prit
a place et mourut prisonnier des Anglais en 1364.

DR

DISPARITIONS

Louis Dumont

L'anthropologue Louis Dumont est mort le 19 novembre 1998 à l'âge de 87 ans. Conçue dans le silence, célèbre aux États-Unis avant de l'être en France, son œuvre a fini par imposer des concepts nouveaux auxquels il est désormais difficile de ne pas se référer dès lors que l'on s'intéresse à l'histoire de la modernité dans une perspective échappant à la vulgate marxiste. Si l'anthropologie nous aide à interpréter le proche par le lointain, l'œuvre de Louis Dumont en est l'excellente illustration. Né en 1911, il fut proche dans sa jeunesse du communisme et fréquenta le Collège de sociologie de Georges Bataille. L'expérience de son internement en Allemagne comme prisonnier de guerre devait se révéler décisive pour son œuvre future. Il mit notamment à profit cette période pour apprendre le sanskrit, point de départ de son étude de la société indienne. En 1967, devenu professeur à l'École pratique des hautes études, il publia chez Gallimard son premier ouvrage, *Homo Hierarchicus, le système des castes et ses implications.* Cette enquête fut le point de départ d'une comparaison entre les cultures traditionnelles et l'idéologie de la modernité occidentale définie comme le triomphe de l'individualisme. Dumont élabora en effet une distinction majeure entre les sociétés traditionnelles qu'il appelle holistes (de *holos* = tout) et les sociétés individualistes. Il poursuivit son enquête par la publication en 1977 d'*Homo Equalis*, dont le deuxième volume, l'*Idéologie allemande* parut en 1991. Dans ce dernier ouvrage, la comparaison porte sur deux formes différentes qu'a revêtu l'individualisme en France et en Allemagne. Pour Dumont, la spécificité de l'idéologie allemande (il entend par « idéologie » un système de valeurs organisatrices) tient à la permanence du holisme. A la différence de l'idée française de la liberté issue du rationalisme (droits de l'homme), la liberté allemande ne réside pas dans l'apparence des revendications politiques, mais dans l'aptitude à se former et à s'épanouir intérieurement. Le cœur de l'idée allemande est constituée par la *Bildung* (formation) d'inspiration luthérienne, qui fait de l'individu une personne dont la liberté procède de la discipline intérieure. On a pu reprocher à Dumont d'avoir dessiné une dichotomie extrême, négligeant partiellement les fortes résistances françaises à l'esprit de géométrie illustré par Descartes avant les Lumières et la Révolution. Mais il n'est pas niable qu'en France s'est formé au fil du temps un universalisme exacerbé, une prétention à parler au nom du genre humain, niant la dignité des autres cultures, dans laquelle Dumont voit une forme masquée d'anthropocentrisme.

Pierre Sipriot

Avec Pierre Sipriot disparaît un esprit libre et un homme de grande culture. Mort le dimanche 13 décembre 1998 à l'âge de 77 ans, Pierre Sipriot était né à Paris le 16 janvier 1921. Il avait commencé sa carrière en 1945 comme journaliste à la radio où il anima longtemps des émissions culturelles qui sont restées un modèle. Entré au *Figaro* en 1974, il en dirigea jusqu'à sa retraite en 1986 le service des informations littéraires. Il collaborait également au *Spectacle du Monde* et au journal *Présent*. De 1954 à 1961, il dirigea la revue *La Table ronde*. Longtemps, il eut la haute main sur le département de littérature générale de la Librairie Hachette. Auteur lui-même de nombreux livres historiques (*Les cent derniers jours de Louis XVI*, Plon 1992, *Les cent derniers jours de Marie-Antoinette*, Plon 1993), il s'intéressa tout particulièrement à la vie et à l'œuvre de deux écrivains, Romain Rolland et Henry de Montherlant. Il publia chez Robert Laffont en 1982 et 1990 une célèbre biographie en deux volumes, *Montherlant sans masque*, qui lui valut l'inimitié des inconditionnels du grand dramaturge. Ce monument d'érudition révélait le côté *« humain, trop humain »* d'un écrivain qui s'était plu à graver son image dans le marbre. Pierre Sipriot souffrit secrètement des critiques indignées de fidèles frustrés. A qui fallait-il en vouloir ? Au biographe scrupuleux ou au génial affabulateur soudain découvert ?

Yvon Chotard

Décédé à Paris le 12 novembre 1998 à 77 ans, Yvon Chotard n'avait pas seulement été le vice-président du Patronat français. Engagé très tôt dans la Résistance, il avait fondé en 1945 les éditions France-Empire qui ont publié un très grand nombre d'ouvrages et de témoignages consacrés le plus souvent à l'histoire contemporaine. Faisant toujours preuve d'une grande ouverture d'esprit, il a contribué à enrichir de façon très significative le fonds historique français et européen.

••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION •••

■ Les éditions Fayard ont entamé la publication, en vingt volumes, des œuvres complètes d'Alain Peyrefitte. *Le Mythe de Pénélope*, *Les Roseaux froissés* et *Rue d'Ulm* sont les trois premiers titres réédités.

■ La revue d'études polythéistes *Antaios*, fondée en 1959 par Mircea Eliade et Ernst Jünger publie son n° 13. Thème central : Figures et Éveilleurs. Riches contributions et importante rubrique livres en tout point remarquable. Le numéro : 100 FF. Antaios, 168, rue Washington bte 2, B-1050, Bruxelles.

■ L'affaire Jean Moulin continue de faire bouger l'édition. Deux nouveaux livres sont annoncés en janvier : une biographie par Jean-Pierre Azéma chez Perrin et *Jean Moulin, la République des catacombes*, par Daniel Cordier chez Gallimard.

■ Dans la collection Nuage Rouge du Rocher, traduction du livre célèbre de George E. Hyde, *Les Premiers peuples des plaines*, avec la collaboration de Daniel Dubois. Consacré aux Indiens des plaines du XIVe au XIXe siècle, un ouvrage sans équivalent.

■ L'élégante revue *Ordos*, vouée à la tradition celtique, consacre un numéro spécial sur les Oghams sacrés. On y trouve une série d'études passionnantes sur cette écriture des anciens Celtes, ses origines, ses fonctions sacrées ou encore ses prolongements dans les signes compagnoniques. Tirage limité. Administration : Alain Larmet, Brandy, 44460 Fégréac.

■ L'historien serbe Bosko Bojovic publie aux éditions de l'Association Pierre Belon un ouvrage érudit de plus de quatre cents pages consacré aux relations entre Raguse (l'actuelle Dubrovnik) et l'empire turc, de 1430 à 1520, c'est-à-dire à l'époque où la nuit ottomane tombe pour plusieurs siècles sur l'ensemble des Balkans. Diffusion De Boccard, 11, rue Médicis, 75006 Paris.

Écrivains 1999
Anniversaires et célébrations

Janvier

August Strindberg. 150e anniversaire de la naissance (22 janvier 1849 à Stockholm-14 mai 1912 à Stockholm).

William Butler Yeats. 60e anniversaire de la mort (13 juin 1865 à Sandymount, près de Dublin-28 janvier 1939 à Roquebrune-Cap-Martin).

Février

Hugo von Hofmannsthal. 125e anniversaire de la naissance (1er février 1874 à Vienne-15 juillet 1929 à Rodaun).

Georg Christoph Lichtenberg. 200e anniversaire de la mort (1er juillet 1742 à Ober-Ramstadt, près de Darmstadt-24 février 1799 à Göttingen).

Mars

Francis Ponge. 100e anniversaire de la naissance (27 mars 1899 à Montpellier-6 août 1988 à Le Bar-sur-Loup).

Avril

Milan Kundera. 70e anniversaire de la naissance (1er avril 1929 à Brünn).

Marcel Pagnol. 25e anniversaire de la mort (28 février 1895 à Aubagne-18 avril 1974 à Paris).

George Gordon Lord Byron. 175e anniversaire de la mort (22 janvier 1788 à Londres-19 avril 1824 à Missolonghi, Grèce).

Jean Racine. 300e anniversaire de la mort (22 décembre 1639 à La Ferté-Milon-21 avril 1699 à Paris).

Vladimir Nabokov. 100e anniversaire de la naissance (22 avril 1899 à Saint-Petersbourg-2 juillet 1977 à Montreux).

Mai

Maurice Maeterlinck. 50e anniversaire de la mort (29 août 1862 à Gand-6 mai 1949 à Orlamonde, près de Nice).

Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais. 200e anniversaire de la mort (24 janvier 1732 à Paris-15 mai 1799 à Paris).

Honoré de Balzac. 200e anniversaire de la naissance (20 mai 1799 à Tours-18 août 1850 à Paris).

Alexandre Pouchkine. 200e anniversaire de la naissance (26 mai 1799 à Moscou-29 janvier 1837 à Saint-Petersbourg).

Joseph Roth. 60e anniversaire de la mort (2 septembre 1894 à Brody, Galicie-27 mai 1939 à Paris).

Gilbert Keith Chesterton. 125e anniversaire de la naissance (29 mai 1874 à Londres-14 juin 1936 à Londres).

Juin

Franz Kafka. 75e anniversaire de la mort (3 juillet 1883 à Prague-3 juin 1924 à Kierling, près de Vienne).

Juillet

Francesco Pétrarque. 625e anniversaire de la mort (20 juillet 1304 à Arezzo-19 juillet 1374 à Arquà, Padoue).

Ernest Hemingway. 100e anniversaire de la naissance (21 juillet 1899 à Oak Park, Illinois-2 juillet 1961 à Ketchum, Idaho).

Alexandre Dumas (fils). 175e anniversaire de la naissance (27 juillet 1824 à Paris-27 novembre 1895 à Marly-le-Roi).

Août

Joseph Conrad (Jozef Teodor Konrad Naleez Korzeniowski). 75e anniversaire de la mort (3 décembre 1857 à Berditschev, Ukraine-3 août 1924 à Bishopsbourne, Kent).

Johann Elias Schlegel. 250e anniversaire de la mort (17 janvier 1719 à Meissen-13 août 1749 à Soro, Danemark).

Jorge Luis Borges. 100e anniversaire de la naissance (24 août 1899 à Buenos Aires-14 juin 1986 à Genève).

Johann Wolfgang Goethe. 250e anniversaire de la naissance (28 août 1749 à Francfort-sur-le-Main-22 mars 1832 à Weimar).

Septembre

Andrej Platonow. 100e anniversaire de la naissance (1er septembre 1899 à Voronej-5 janvier 1951 à Moscou).

Georges Simenon. 10e anniversaire de la mort (13 février 1903 à Lüttich-4 septembre 1989 à Lausanne).

Octobre

Edgar Allan Poe. 150e anniversaire de la mort (19 janvier 1809 à Boston-7 octobre 1849 à Baltimore).

Anatole France. 75e anniversaire de la mort (16 avril 1844 à Paris-13 octobre 1924 à Gut-La-Béchellerie, près de Tours).

Novembre

John Milton. 325e anniversaire de la mort (9 décembre 1608 à Londres-8 novembre 1674 à Londres).

Décembre

Marguerite de Navarre. 450e anniversaire de la mort (11 avril 1492 à Angoulême-21 décembre 1549 à Odos, près de Tarbes).

Les années trente s'exposent

La production artistique des années trente, parce qu'essentiellement figurative, était depuis 1945 boudée par les musées, et souvent occultée par les historiens de l'art, soucieux surtout de défendre l'avant-garde. Le musée qui vient d'ouvrir ses portes à Boulogne rend justice aux créateurs de l'entre-deux-guerres. Des sculptures, des tableaux qui s'entassaient dans les réserves des musées nationaux, en particulier dans les sous-sols du palais de Chaillot où s'était tenue l'exposition universelle de 1937, sont enfin présentés au public. Maurice Denis, Bernard Boutet de Monvel, Henry de Waroquier, Eugène-Robert Pougheon, Gustave Jaulmes, Alexandre Iacovleff... ont droit à l'hommage qu'ils méritaient. Les bronzes de Charles Despiau côtoient ceux de Marcel Landowski. Les salles réservées à l'art colonial, où se côtoient les œuvres d'artistes qui ont séjourné aux quatre coins de l'Empire français, sont un témoignage incomparable de l'aventure coloniale. Un ouvrage publié sous la houlette d'Emmanuel Bréon, le conservateur de ce musée des années trente, et aussi l'un des principaux instigateurs du projet, tient lieu de catalogue. Abondamment illustré, il offre un véritable panorama des collections, et ne néglige ni le département des dessins, ni celui des arts décoratifs. L'important fonds documentaire (archives diverses, manuscrits, photographies, maquettes, affiches...) dont s'enorgueillit le nouveau musée, est également largement évoqué.

DR

La Nageuse *de Hubert Yencesse (1900-1987), disciple de Mayol.*

Musée des années 30. Espace Landowski. 28, avenue André-Morizet 92100 Boulogne. Tél. : 01 55 18 46 42.

L'Art des années 30. La collection du musée de Boulogne-Billancourt. Textes d'Emmanuel Bréon et Michèle Lefrançois. Préface de Pierre Rosenberg. Somogy éditions d'art. 240 illustrations, 216 pages, 245 F.

••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION ••• ÉDITION •••

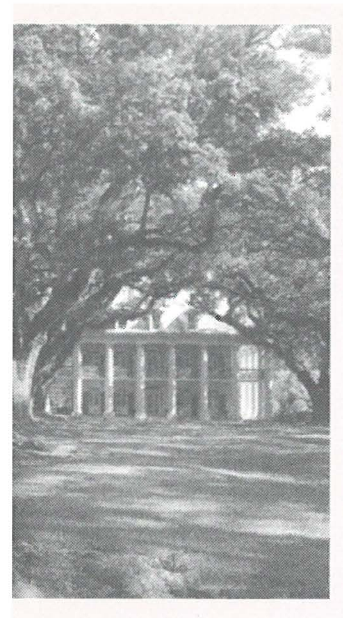
■ Réédition par la librairie La Vouivre des mémoires inédits ou introuvables traitant de l'aventure révolutionnaire et napoléonienne. Sont annoncés le volume XIII, *Relations et rapports officiels français sur la bataille d'Austerlitz*, 114 pages, cartes, index (172 F), et le volume XIV, *Relation de la campagne de Russie de 1812*, traduit pour la première fois en français, en deux tomes (144 et 168 pages), comprenant de nombreuses cartes et un index (370 F). La Vouivre, 11, rue Saint Martin 75004 Paris.

■ Réédition complétée de l'ouvrage de Hubert Kohler, *Présence germanique en France. Vingt-cinq siècles d'histoire*. Chez l'auteur : 66, quai de Jemmapes 75010 Paris. 145 F, port non compris.

■ Les éditions de l'Esnèque (13, rue de Gré, 78580 Maule) rééditent les textes de Jean Mabire consacrés à la Normandie, publiés dans la revue régionaliste *Viking*. La première livraison de ce recueil est disponible, sous le titre *Dits ès Normands*, au prix de 30 F.

■ Pour commémorer son cinquantième anniversaire, l'Association des amis de Robert Brasillach (C.P. 3763, CH-1211 Genève 3) rééditera le premier numéro des *Cahiers* de Robert Brasillach, paru en 1950 et épuisé depuis longtemps. Un numéro « hors-série » des *Cahiers* consacré à Maurice Bardèche paraîtra également en 1999. Une souscription pour ce numéro spécial est ouverte (200 F).

■ En février 1999, Olivier Dard fera paraître la biographie de Jean Coutrot présenté, à tort, comme le maître d'œuvre de la Synarchie. Cet ouvrage, à l'origine thèse de doctorat d'histoire, s'appuie notamment sur les archives personnelles de Jean Coutrot. *Jean Coutrot, de l'ingénieur au prophète.* Presses universitaires comtoises. Université de Franche-Comté. Faculté des Lettres 30, rue Mégevand 25000 Besançon. Tél. : 03 81 66 54 33.



Découvrir la Louisiane du tricentenaire

En 1999, la Louisiane fête le tricentenaire de la présence française. Du 19 au 30 mars 1999, l'association France-Louisiane Franco-Américanie organise un voyage d'immersion dans les milieux francophones de la Louisiane. Elle donne ainsi la possibilité à des Français de se joindre à leurs cousins louisianais pour célébrer ce tricentenaire.

Ce voyage, en présence du président de l'association, outre l'aspect touristique (visite de la Nouvelle-Orléans, promenade sur le Mississippi au son du jazz, etc.) sera l'occasion de rencontres quasi quotidiennes avec la population y compris un dîner, une nuit et un petit déjeuner dans une famille cadienne.

Un voyage exceptionnel, personnalisé au maximum, dans des paysages enchanteurs, au milieu de gens chaleureux.

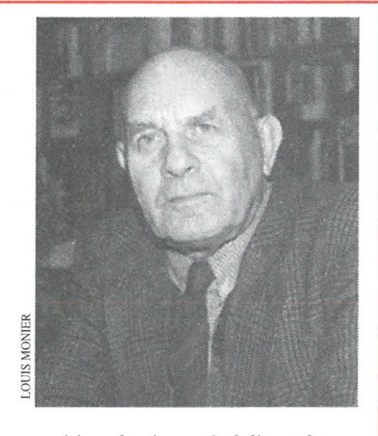
Pour tous renseignements, s'adresser à France-Louisiane Franco-Américanie 17, avenue Reille 75014 Paris. Tél. : 01 45 88 02 10. Fax. : 01 45 88 03 22.

L'« Encre marine » à Jean Mabire

Écrivain et historien normand, Jean Mabire s'est vu décerner le prix Encre marine 1998, pour sa biographie de l'explorateur polaire norvégien Roald Amundsen, conquérant du pôle Sud en 1911. Pour Jean Mabire, auteur de multiples biographies d'aventuriers (des Vikings aux samouraïs), c'est *« le plus grand des explorateurs polaires ».* Le prix couronne chaque année un ouvrage consacré à la mer. Il a été créé en 1991 par le préfet maritime.

La cérémonie de remise du prix s'est déroulée au musée de la Marine de Toulon, en présence de nombreuses personnalités politiques et militaires.

Jean Mabire a reçu une ancre miniature des mains du préfet



LOUIS MONIER

maritime, le vice-amiral d'escadre Philippe Roy, qui l'a invité, comme le veut la tradition, à embarquer à bord d'un navire de la Marine nationale quand il le souhaiterait.

L'ouvrage de Jean Mabire, *Roald Amundsen*, **est publié chez Glénat. 384 pages, photos, 120 F.**

LIVRES À PARAÎTRE

Atlas de la Grèce antique, par Robert Morkot (traduit de l'anglais). En janvier, chez Autrement.

Les images du monde ou les mille et une façons de représenter l'univers avant Galilée, par Édith et François-Bernard Huygue. En janvier, chez Lattès.

Les femmes en l'an mille, par Jean Verdon. En janvier, chez Perrin.

Saint Augustin, par Serge Lance. En février, chez Fayard .

Précis d'histoire du Moyen Age, par Jacques Heers (réédition). En janvier, aux PUF.

Jérusalem, symboles et représentations dans l'Occident médiéval, par André Bonnery. En janvier, chez Jacques Grancher.

Isabeau de Bavière, par Marie-Véronique Clin (préface de Régine Pernoud). En janvier, chez Perrin.

Malte 1565. La grande défaite de Soliman le Magnifique, par Catherine Desportes. En janvier, chez Perrin.

François Ier, le chevalier de l'amour, par Claude Dufresne. En janvier, chez Belfond.

Addition à l'histoire du roi Louis XI, 1630, par Gabriel Naudé. En janvier, chez Fayard.

Sully, sa vie et son œuvre, 1559-1641, par Henri Carré. En janvier, chez Payot.

Pierre Augustin Caron de Beaumarchais. L'irrésistible ascension, 1742-1774 (tome 1), par Maurice Lever. En février, chez Fayard.

Histoire du protestantisme (réédition), par Jean Bauberot. En janvier aux PUF (Que sais-je ?).

Histoire de Marseille, de la Révolution à nos jours, par Émile Temine. En janvier, chez Perrin.

L'Espagne de Philippe II, par Joseph Perez. En janvier, chez Fayard.

Gaston Maspéro (1846-1916), par Élisabeth David. En janvier, chez Pygmalion.

Histoire de l'armée française de 1914 à nos jours, par Philippe Masson. En février, chez Perrin.

Il y a longtemps, mon amour, par Vladimir Volkoff (roman). En février, chez de Fallois.

Hommes et destins, par Stefan Zweig. En janvier, chez Belfond.

Colette, par Claude Pichois et Alain Brunet. En janvier, chez de Fallois.

Français sous l'uniforme allemand, par Pierre Giolitto. En février, chez Perrin.

« Deutschland über alles ». Le Pangermanisme (1890-1945), par Michel Korinman. En janvier, chez Fayard.

Simone Weil, l'attention à la vérité, par Jean-Marie Muller. En janvier, chez Desclée de Brouwer.

Retour en Indochine du Sud, par Henri de Brancion. En février, aux Presses de la Cité-Jeannine Balland.

Au galop des hussards, par Christian Millau (Mémoires). En janvier, chez de Fallois.

Les Hommes de Diên Biên Phu, par Roger Bruge. En février, chez Perrin.

La Télé du général, 1963-1969, par Édouard Sablier. En janvier, chez Picollec.

Les Chiens de paille, par Pierre Drieu La Rochelle (réédition). En janvier, chez Gallimard (collection L'Imaginaire).

Pages réalisées par Philippe Conrad, Macha Manski, Jean-Jacques Mourreau, Charles Vaugeois

••• EN BREF ••• EN BREF ••• EN BREF ••• EN BREF ••• EN BREF •••

■ Florilège de la poésie française. Verlaine, Ronsard, La Fontaine, Corneille, Racine, Hugo, Baudelaire, Rimbaud, Péguy et bien d'autres réunis sur une seule cassette. Avec les voix d'Anne Brassié et de Pierre Maugué. La poésie ne se lit pas seulement. Elle s'écoute aussi. Éditions du Forum, 39, rue du Cherche-Midi 75006 Paris. Cassette audio de 60 mn. 95 F.

■ Créé en 1969 par la revue *France-Pays arabes*, le prix de l'Amitié franco-arabe a été décerné à Robert Solé pour son livre *L'Égypte, passion française*, publié au Seuil. Le jury était présidé par Paul Balta, à qui succédera l'an prochain Philippe de Saint Robert.

■ Des séjours successifs qu'il a effectués au printemps et à l'été 1998 en République serbe de Bosnie, le cinéaste Julien Saint-Lys a rapporté un film évoquant le sort des orphelins. Commentaires de Vladimir Volkoff. *Les orphelins serbes pleurent aussi* est disponible en cassette vidéo. Éditions Phenix, diffusion Topland-Vidéo, durée 65 mn, prix : 149 F, à la FNAC et chez Virgin. Renseignements : Solidarité France-République serbe libre. 2, rue des Villas 19100 Brive.

■ Une conférence de Régis Boyer sur *La Scandinavie du Moyen Age à la fin du XVIe siècle* se tiendra sous l'égide de l'Association des historiens le 20 janvier à 19 h à la Maison de l'Europe. 35, rue des Francs-Bourgeois 75004 Paris. Tél : 01 48 75 13 16.

■ Le prix des Intellectuels indépendants 1998 a été décerné à Jean de Viguerie pour son livre *Les deux patries. Essai sur l'idée de patrie en France*, publié chez Dominique Martin-Morin. La revue catholique *La Nef* (BP 73, 78490 Montfort-L'Amaury) a, dans sa dernière livraison, consacré un dossier à l'ouvrage, avec notamment des contributions d'Émile Poulat, Alain de Benoist, Philippe de Saint Robert et Jacques Trémolet de Villers.

L'exemple des Acadiens

La grande aventure a commencé en avril 1524. Cherchant la route des Indes pour le compte de François I[er], Jean de Verrazano aborde le site de la future New York et l'appelle Angoulême, nom du roi avant son accession au trône. Dix années passent. Investi d'une mission identique, le capitaine malouin Jacques Cartier découvre plus au nord un estuaire qu'il baptise Saint-Laurent. Le nom s'est maintenu ainsi que celui du Canada, par lequel les « sauvages » désignaient leurs huttes de branchages.



DR

Le « Grand Dérangement » des Acadiens en 1755.

Les Français sont en avance d'un siècle sur leurs adversaires anglais. Mais l'avantage n'est pas mis à profit. Il faut attendre 1604, l'arrivée de Pierre de Gast et de Samuel Champlain pour que soient fondés des établissements durables, en Acadie d'abord, puis à Québec quatre ans plus tard.

Fuyant l'Angleterre de Jacques I[er] à bord du *Mayflower*, les premiers colons anglais débarquent par hasard sur la côte froide du cap Cod en 1620. Ces *Pilgrims Fathers* sont des puritains fanatiques. Bible au poing, ils viennent établir en ces lieux une théocratie intolérante tirée de leur interprétation rigoriste des Écritures. D'autres les rejoindront sans idée de retour, fondant les premières colonies de la Nouvelle-Angleterre. Ils sont déjà 20 000 en 1642, sans compter les colons anglais de Virginie. Cette même année, les Français de la Nouvelle-France sont tout au plus 300.

L'échec futur de la France en Amérique s'inscrit dans ces chiffres. Alors que l'Angleterre, deux fois moins peuplée que le royaume de Louis XIV, expédie de gré ou de force des émigrants par pleins bateaux vers ses colonies d'Amérique, la France n'envoie les siens qu'avec avarice. Quand prendra fin la souveraineté française, en 1760, les Français sont tout au plus 85 000, dont 4 000 dans l'immense Louisiane. En face, les colonies américaines ont déjà 1 300 000 habitants, sans compter 325 000 Noirs.

C'est au moment où la France officielle se retire, que la véritable épopée commence. Une épopée silencieuse, celle d'un peuple français qui refuse de mourir et qui ne mourra pas alors que tout se ligue pour le condamner. Pendant plus d'un siècle, abandonné par la France et par l'État, ce peuple se referme sur lui-même pour survivre. Les Anglais lui interdisent toute communication avec une France qui s'en moque. Il faut attendre le 13 juillet 1853, l'entrée dans le port de Québec de la corvette *La Capricieuse*, pour qu'on voie pour la première fois un drapeau français depuis la capitulation de 1759.

Entre-temps, les Français du Canada et de Louisiane ont pris la seule revanche qui soit, celle des berceaux. En 1900, ils ont déjà dépassé le million. Chiffre multiplié par six aujourd'hui pour le seul Québec.

L'exploit des Acadiens est encore plus étonnant. En 1979, la France amnésique a découvert ces Français oubliés à l'occasion du prix Goncourt attribué à Antonine Maillet pour son roman *Pélagie la charrette* (Grasset). Fière de son accent de vieille France qui fait ricaner les snobs, elle révéla le secret de son peuple : *« J'écris de la langue parlée parce que mon français je le tiens de tradition orale. Mon seul contact avec ma langue c'était l'oreille. Pour nous, Rabelais n'est pas loin, vous savez. On a mis le français au congélateur ; trois siècles plus tard, il ressort, le même. »* (1)

L'Acadie avait été la plus ancienne colonie française d'Amérique du Nord, peuplée de paysans du Poitou, de Charente et de Touraine. Les ancêtres d'Antonine Maillet venaient de La Rochelle. En 1713, au traité d'Utrecht, Louis XIV céda l'Acadie à l'Angleterre. Mais les Acadiens refusèrent de se plier aux volontés des nouveaux maîtres. Alors, en 1755, les Anglais procédèrent au « Grand Dérangement », déportant et dispersant ces réfractaires dans leurs colonies protestantes, allant jusqu'à séparer maris et femmes, parents et enfants. Soumis aux pires avanies, ceux qui n'avaient pas péri trouvèrent refuge en Louisiane. Ils y firent souche, donnant naissance aux Cajuns (déformation phonétique d'Acadiens). D'autres rentrèrent clandestinement en Acadie, devenue la Nouvelle-Écosse. Pendant un siècle, oui, un siècle, ceux-là se réfugièrent dans la forêt, sans existence légale, pourchassés par les soldats et les miliciens anglais. En 1890, ils purent enfin sortir des bois, rachetant leurs terres, et se faisant reconnaître comme une communauté particulière, avec son drapeau et son Église.

Comment ont-ils tenu ? En cultivant la mémoire du clan et des dieux lares. *« En France, à Paris,* explique Antonine Maillet, *on ne sait pas de qui on vient au-delà de son arrière-grand-père... Moi, le père de ma mère et celui de mon père, et le père du père de leur père, des deux côtés, je peux vous les citer, de tête, sans reprendre ma respiration, jusqu'à La Rochelle ! »*

Qu'est-ce qu'un peuple ? Qu'est-ce qu'une nationalité ? L'odyssée des Acadiens nous l'enseigne. Transplanté sur un autre sol, sans État, face à la pire adversité, ce petit peuple s'est maintenu. Il était fidèle à lui-même et refusait de disparaître. Il n'y a pas d'autre recette.

DOMINIQUE VENNER

(1) Propos rapportés dans *Le Figaro* du 23 septembre 1979. L'odyssée des Acadiens a fait l'objet d'un roman d'Huguette Pérol, *Le Grand Dérangement*, éditions Clovis, Paris, 1996.

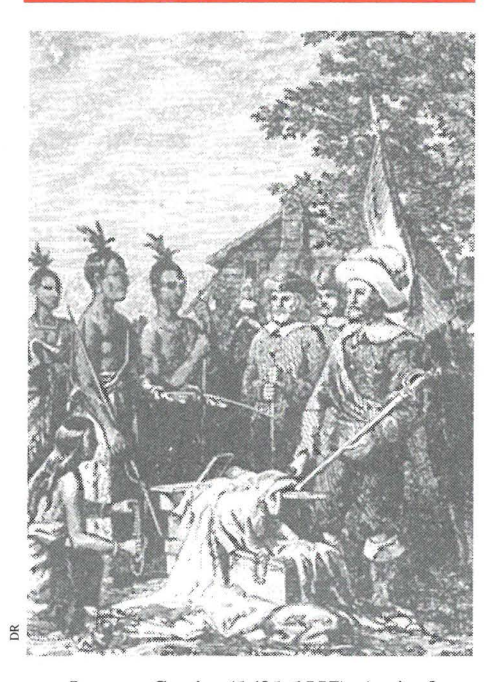
Pour la gloire et pour des prunes

PAR CHARLES VAUGEOIS

Cinq générations se sont succédées de la fondation de Québec à la fin de la Nouvelle-France. C'est une page d'histoire française trop peu connue. C'est pourtant l'une des plus belles, des plus généreuses, des plus poignantes aussi. De toutes nos aventures coloniales, celle du Canada fut certainement la moins équivoque et la plus riche de vraies promesses. Ce fut une chance immense offerte à la France par le destin. Elle aurait pu changer la face du monde. Chronologie d'une espérance fracassée.

1524 François I[er] charge le Florentin Giovanni Verrazano de découvrir le mythique « passage du nord-ouest » vers la Chine. Le navigateur reconnaît l'embouchure de l'Hudson, navigue jusqu'à Terre-Neuve qui est fréquentée par des pêcheurs bretons et normands depuis le début du siècle. Il disparaîtra lors d'un nouveau voyage.

1534 Une mission identique est confiée au capitaine malouin Jacques Cartier. Celui-ci aborde un estuaire qu'il baptise Saint-Laurent, et dresse une croix aux armes de France. Les premiers Indiens rencontrés désignent leurs huttes d'un nom qui sera donné à cette nouvelle terre : Canada.


DR

Jacques Cartier (1491-1557). Après deux mois de navigation, il aborde pour la première fois au Canada le 30 juin 1534. Il prend possession de cette terre au nom du roi et entreprend son exploration. Premier contact avec les Indiens.

1535 Nouvelle expédition de Jacques Cartier. Il remonte le Saint-Laurent jusqu'à Hochlaga, futur site de Montréal. Premier hivernage. L'équipage est décimé par le froid et le scorbut.

1540 Troisième et dernier voyage de Jacques Cartier. Il rentre en France croyant avoir découvert de l'or et des diamants, en fait du cuivre et du quartz. Il abandonne.

1542 Le huguenot Jean-François de La Rocque de Roberval, nommé lieutenant-général des nouvelles terres, s'efforce de créer une colonie avec des artisans de différents corps de métiers et une trentaine de coupe-jarrets. L'entreprise ne résiste pas à l'hiver. François I[er] meurt en 1457. Les autres Valois se désintéressent de ce décevant Canada.
Les pêcheurs bretons, basques et normands continuent de fréquenter les rivages de Terre-Neuve. Ils se livrent au commerce des fourrures avec les Indiens sur le Saint-Laurent.

1598 Troïlus de la Roche de Masgonez, favori de Catherine de Médicis et gouverneur de Morlaix reçoit un droit de propriété sur les terres canadiennes et le monopole du commerce des fourrures. Après plusieurs tentatives infructueuses, il entreprend un nouveau voyage pour établir 250 forçats aux îles de la Madeleine. Cette tentative prendra fin en 1604.

1600 Le grand armateur dieppois Pierre Chauvin, sieur de Tonnetuit, se voit attribuer par Henri IV le monopole confié au marquis de la Roche. Avec quelques gentilshommes calvinistes et des forçats, il fonde Tadoussac sur le Saint-Laurent. Son but n'est pas de coloniser, mais d'organiser un fructueux commerce de fourrures avec les Indiens.

1603 Le calviniste saintongeais Pierre de Gast, sieur de Monts, survivant de Tadoussac, est nommé par le roi *« lieutenant général des côtés, terres et confins de l'Acadie, du Canada et autres lieux en Nouvelle-France »* pour y établir soixante colons et gagner les Indiens à la foi chrétienne.

1604 Pierre de Gast, accompagné de Samuel Champlain, fonde les premiers établissements d'Acadie, actuelle Nouvelle-Écosse.



Les grandes figures de la Nouvelle-France. 1- Giovanni Verrazano (1480-1527) explora les côtes de la future Nouvelle-France et l'estuaire de l'Hudson. 2- Jacques Cartier (1491-1557) premier découvreur du Canada en 1534. 3- Samuel de Champlain (1567-1635), fondateur de la Nouvelle-France à partir de 1603. 4- Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France en 1665-1668 et 1670-1672. 5- Pierre Le Moyne d'Iberville (1661-1706), fondateur de la Louisiane en 1699. 6- Le comte Louis de Frontenac (1622-1698), gouverneur de la Nouvelle-France en 1672-1682 et 1689-1698. 7- Pierre de Rigaud de Vaudreuil (1698-1778), dernier gouverneur du Canada lors de la reddition de Montréal en 1760. 8- Le marquis de Montcalm (1712-1759), dernier défenseur du Canada, tué devant Québec.

1605 Fondation de Port-Royal (actuelle Annapolis) en Acadie.

1608 Champlain, nommé lieutenant de Pierre de Gast, fonde Québec sur le Saint-Laurent. Sur les 25 premiers habitants du poste, 16 mourront durant l'hiver. Champlain conclut une alliance avec les Algonquins et les Hurons contre les Iroquois.

1609 Expédition de Champlain aux côtés des Hurons contre les Iroquois.

1612 Champlain exerce les fonctions de gouverneur de la Nouvelle-France avec le titre de *« lieutenant du vice-roi »*, ce dernier est un personnage de cour sans pouvoir réel.

1613 Les corsaires anglais de Virginie s'emparent de Port-Royal en Acadie. Champlain remonte la rivière des Outaouais (Ottawa), future route commerciale de l'Ouest canadien. Il reconnaît le pays des Algonquins.

1615 Il reconnaît le pays des Hurons. Nouvelle expédition contre les Iroquois. Arrivée des trois premiers missionnaires.

1617 Louis Hébert, fils de l'apothicaire de Marie de Médicis, qui a suivi Pierre de Gast en Acadie en 1604, se laisse convaincre par Champlain de venir s'établir avec sa famille à Québec. Il rencontre l'opposition de la Compagnie du Canada, détentrice du monopole de la traite de la fourrure et hostile à la fixation de colons. Cette famille est la première du Canada français.

1618 Clairvoyant mémoire de Champlain à Louis XIII sur l'avenir de la Nouvelle-France.

1622 Attaques des Iroquois contre Saint-Sault-Sainte-Marie et Québec.

1627 En remplacement de la Compagnie du Canada, Richelieu crée la Compagnie des Cent Associés avec monopole du commerce de la fourrure et obligation de coloniser. Cette obligation ne sera pas respectée. Tout Indien baptisé deviendra Français et en aura les droits, la coutume de Paris lui sera applicable. En revanche, l'accès de la Nouvelle-France sera désormais interdite aux huguenots favorables aux Anglais.

1628 Une flotte anglaise s'empare de Tadoussac. Une autre attaque Port-Royal en Acadie.

Soldat français du Canada en tenue d'hiver durant la campagne de 1755-1760. Une hache a remplacé l'épée. La platine du fusil est protégée par un chiffon gras. Au-dessus des souliers de fabrication locale, les mitasses protègent la jambe. Réserve de poudre dans la poire en corne. Seul le tricorne rappelle la tenue d'origine.

DR

1629 Sir David Kirke s'empare de Québec. La famille de Louis Hébert et les premiers colons qui l'ont rejointe subissent la domination britannique.

1632 Le traité de Saint-Germain-en-Laye attribue le Canada à la France. Les Anglais évacuent Québec et l'Acadie.

1634 Jean Nicollet atteint le lac Michigan. Pierre Giffard qui a fait plusieurs voyages en Nouvelle-France, convainc six familles de Mortagne-au-Perche de l'accompagner pour fonder une colonie à Québec. Ce sera l'une des souches les plus fécondes du peuplement français avec les colons normands qui arriveront deux ans plus tard. Création de Trois-Rivières.

1635 Mort de Champlain à Québec dans la nuit de Noël. La colonie française du Saint-Laurent compte alors en tout et pour tout 150 habitants. En face, chez les Anglais, la seule ville de Boston en dénombre 2 000.

1636 Arrivée à Québec des colons normands conduits par les frères Le Gardeur : Pierre, sieur de Repentigny, et Charles, sieur de Tilly ; ainsi que les deux frères le Neuf : Michel, sieur du Hérisson, et Jacques, sieur de la Poterie.

1642 Porté par un grand élan mystique, le sieur de Maison-Neuve fonde Sainte-Marie, future Montréal.

1646 Le père Jogues, jésuite, est assassiné par les Iroquois.

1649 Les Iroquois assassinent les pères Lallemant et Brebeuf, puis détruisent les établissements de Saint-Ignace et Saint-Louis en pays huron.

1654 Une flotte de la colonie anglaise de Boston s'empare à nouveau de Port-Royal en Acadie.

1657 Mgr de Laval est nommé vicaire apostolique de la Nouvelle-France.

1658 Le coureur des bois Pierre Radisson entreprend une expédition de quatre années. Il découvre successivement le haut Mississippi, explore le lac Supérieur et atteint la baie d'Hudson par la rivière Albany.

1660 Dollard des Ormeaux et seize compagnons se sacrifient au Long-Sault pour sauver Montréal d'une attaque iroquoise.

1663 La Nouvelle-France devient colonie de la Couronne, cependant l'exploitation en est confiée à la compagnie des Indes occidentales. Le gouverneur de Montréal – encore maigre bourgade – crée une milice pour répondre aux attaques des Iroquois.

1665 Jean Talon est nommé intendant de la colonie. Ce Colbert de la Nouvelle-France favorisera l'immigration et la fixation de nouveaux colons. Il contraindra les célibataires au mariage, fera venir de France des orphelines dotées par la Couronne, les « filles du roi », accordera une aide aux familles nombreuses. Il établira un plan de cadastre, créera des industries et des chantiers navals. Partout, il imposera l'autorité du roi. Talon fait venir de France le régiment de Carignan-Salières pour défendre la colonie contre les Anglais et les Iroquois. Il s'efforcera de fixer au Canada les hommes et les officiers par des mariages et des attributions de terres.

1666 Campagne du sieur de Tracy et du régiment de Carignan contre les Iroquois qui font leur soumission.

1667 Traité de Bréda. L'Acadie est rendue par l'Angleterre à la France.

1669 Création de la milice dans tout le Canada. Obligation est faite à chaque homme de maintenir son fusil et ses munitions en état.

1670 Fondation de la compagnie anglaise de la baie d'Hudson, grâce à Pierre Radisson, passé au service de l'Angleterre. L'aventurier, comme beaucoup d'autres, ne peut supporter la réglementation de l'intendant Talon qui vise à transformer les coureurs des bois en colons sédentaires. Bréhaut et Dolloer reconnaissent l'itinéraire des lacs Ontario-Érié-Huron, futur boulevard militaire de la Nouvelle-France face aux colonies anglaises.

1672 Albanel prend possession de la baie d'Hudson pour la France. En conflit avec les autorités religieuses, l'intendant Talon est rappelé en France. Il est remplacé par le comte Louis de Frontenac, gouverneur général de 1672 à 1682, puis de 1689 à 1698.

1673 Début des explorations de Louis Jolliet et du père Marquette sur le Mississippi.

1674 Le monopole de la Compagnie des Indes occidentales est supprimé. La Nouvelle-France passe sous l'autorité directe du roi et de Colbert. Le vicariat apostolique est érigé en évêché de plein droit.

1680 Cavelier de La Salle explore la région des Grands Lacs. Il construit le fort Crèvecœur en Illinois.

1682 Encouragé par le gouverneur de Frontenac, Cavelier de La Salle descend le Mississippi jusqu'au golfe du Mexique et prend possession de la Louisiane. Il mourra assassiné deux ans plus tard, alors qu'il s'égare en cherchant l'estuaire du grand fleuve par la mer. Poussés par le gouverneur de New York, les Iroquois reprennent leurs attaques contre les Français.

1686 Raid de 4 000 km conduit par Le Moyne d'Iberville contre les trafiquants anglais de la baie d'Hudson.

1687 Campagne du gouverneur Denonville contre les Iroquois soutenus par la Nouvelle-Angleterre.

1689 « Grand massacre » des habitants de Lachine, près de Montréal, par les Iroquois armés par les colons anglais. Le gouverneur Frontenac repousse les attaques devant Québec.

1690 Spectaculaires raids français de représailles en plein hiver contre les établissements de la Nouvelle-Angleterre.

1697 Le traité de Ryswick confirme la puissance de la France en Amérique. Terre-Neuve redevient partiellement anglaise, mais l'Acadie et la baie d'Hudson sont rattachées à la Nouvelle-France.

1698 Mort à Québec du gouverneur comte de Frontenac qui contribua plus que quiconque à étendre la pénétration française sur le continent américain.

1699 Le Moyne d'Iberville fonde Mobile sur le golfe du Mexique. Fondation effective de la Louisiane française le 24 avril.


TALLANDIER

Mort au combat le 14 septembre 1759 du général, marquis de Montcalm, dernier commandant des troupes françaises au Canada. En 1758, il avait héroïquement défendu le fort Carillon (Ticonderoga) avec des forces dérisoires.

1701 Traité de paix conclu avec les cinq nations iroquoises.

1702 Guerre de succession d'Espagne. Les colons anglais du Massachusetts organisent une nouvelle expédition contre l'Acadie. Bienville remplace son frère Iberville au commandement de la Louisiane.

1708 Échec d'une expédition de la milice du Massachusetts contre Québec.

1711 Nouvel échec d'une attaque contre Québec, soutenue par sept régiments réguliers anglais.

1712 La Nouvelle-France atteint son apogée. Malgré la faiblesse de son peuplement face à la population des colonies anglaises (12 000 contre 300 000), elle n'a cessé de remporter des succès militaires. Elle a obtenu la soumission des Iroquois. Son empire sur le Mississippi est confirmé par la création de la Nouvelle-Orléans.

1713 La nécessité pour le royaume de traiter avec l'Angleterre et la Hollande détruit cet édifice. Au traité d'Utrecht, l'Angleterre reçoit la baie d'Hudson, la totalité de Terre-Neuve, l'Acadie (sauf sa partie continentale) et le protectorat des Iroquois. Les Acadiens (français) sont abandonnés à leur sort.

1714 En riposte au traité d'Utrecht, les Français édifient la forteresse de Louisbourg en Acadie continentale. Les Anglais refusent aux Acadiens le droit de rejoindre la partie française.

1718 Fondation de La Nouvelle-Orléans par Bienville.

1733 L'explorateur Gaultier de Varennes de La Vérendrye découvre le lac Winnipeg et les Rocheuses.

1745 En représailles, le Massachusetts lève 4 000 hommes et s'empare de Louisbourg (Acadie française) après 49 jours de siège. Riposte française par la destruction de Saratoga dans la vallée de l'Hudson.

1748 Échec d'une nouvelle flotte française au large de Galice. Paix d'Aix-la-Chapelle. En échange de Madras conquis en Inde par les Français, les Anglais restituent Louisbourg.

1754 Au fort Duquesne, sur l'Ohio (actuelle Pittsburg), le lieutenant de Jumonville est tué par les hommes du major George Washington dans des circonstances controversées.

1755 « Grand Dérangement » des 18 000 Français d'Acadie. Cette déportation massive s'effectue dans des conditions atroces. Le général Monchton détruit tous les villages et parque les habitants pour les déporter vers d'autres colonies anglaises. Les familles sont dispersées. Certains Acadiens parviennent à fuir vers la zone française. D'autres qui se sont réfugiés dans les bois, avec les Indiens, seront pourchassés comme des bêtes, mais résisteront plus d'un siècle dans la forêt. Le poète américain Longfellow tirera de ce martyre des Acadiens son *Évangéline*. Une flotte française est interceptée par l'amiral Boscawen au large de Terre-Neuve. Deux navires sont capturés, les autres parviennent à Québec avec le nouveau gouverneur, un Canadien de naissance, Pierre Rigaud, marquis de Vaudreuil. Sur terre, le général anglais Braddock attaque les établissements français de l'Ohio. Il est tué tandis que ses troupes sont repoussées par les Indiens conduits par Charles de Langlade.

1756 La France déclare à l'Angleterre une guerre depuis longtemps commencée en Amérique. C'est le début officiel de la guerre de Sept Ans. Montcalm est nommé au commandement des troupes de la Nouvelle-France. Il s'empare du fort Oswego sur l'Ontario, capture 1 500 prisonniers et 220 canons.

1758 L'Angleterre prend peur. Pitt envoie 50 000 hommes en Amérique pour en finir une fois pour toutes avec les Français. Ces derniers n'ont pas le dixième de l'effectif adverse et se voient refuser tout renfort par le royaume pris par sa guerre en Europe. Après 45 jours de siège, Louisbourg est prise une seconde fois, ouvrant aux Anglais la porte du Saint-Laurent. A leur tour, les Acadiens de la partie continentale sont déportés. Défense héroïque du fort Carillon par Montcalm.

1759 Le marquis de Montcalm est défait sous les murs de Québec par le général Wolfe. Tous deux sont tués au cours du combat. Le sort de la Nouvelle-France s'est joué, au cours d'une bataille de type européen, en un quart d'heure.

1760 Gaston de Lévis, commandant de Montréal, bat les Anglais au printemps. Il met le siège devant Québec. L'arrivée de renforts britanniques, le contraint à se replier. Il s'enferme dans Montréal. Le gouverneur Rigaud de Vaudreuil ayant accepté la capitulation de la colonie, Lévis brûle ses drapeaux et brise son épée sur son genou : *« Tout est perdu fors l'honneur »*. La colonie est occupée militairement.

1763 Le traité de Paris consacre la fin de la Nouvelle-France. Dans le royaume, cet abandon est accepté avec insouciance. L'élite coloniale venue de France, officiers et fonctionnaires, est rapatriée. Seuls resteront quelques prêtres et les petits seigneurs enracinés sur leur terre, parmi le peuple. En Louisiane, la rive gauche du Mississippi devient anglaise, tandis que la rive droite est cédée à l'Espagne.

1769 A la suite de leur révolte contre le gouverneur espagnol, exécution, en septembre, des « martyrs français de la Louisiane ».

1800 Par le traité secret de San Ildefonso, la Louisiane redevient française.

1803 En avril, la Louisiane est vendue par le Premier Consul aux États-Unis.

Ch. V.

DES GRANDS LACS AU GOLFE DU MEXIQUE



Cavelier de La Salle

PAR PHILIPPE CONRAD

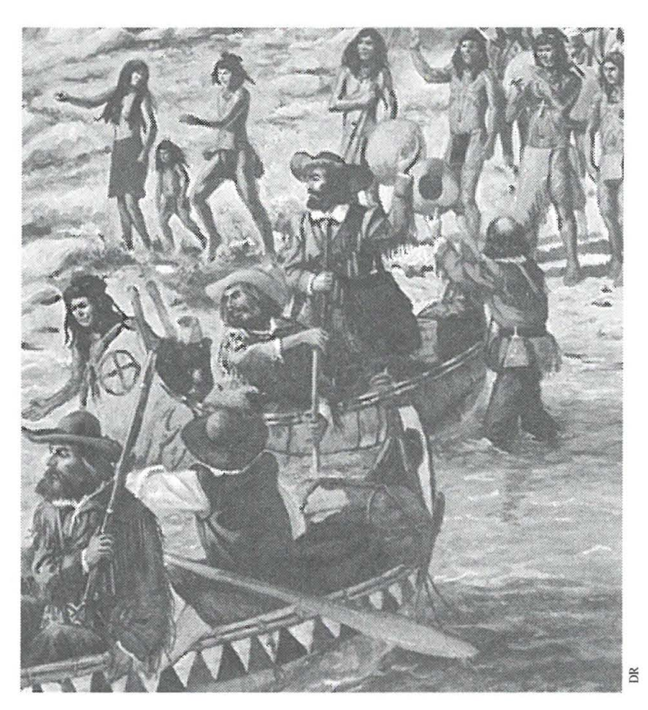
Il fut le plus grand découvreur et le plus grand conquérant de l'Amérique du Nord. Il offrit à la France un empire dans lequel ont été taillés treize états des États-Unis d'aujourd'hui. Histoire d'un Normand aventureux et incroyablement tenace.

« *De par le très haut, très puissant, très invincible et victorieux prince Louis le Grand, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, quatorzième de ce nom, ce aujourd'hui, 9 avril 1682, je, en vertu de la commission de Sa Majesté, ai pris et prends possession, au nom de Sa Majesté et de ses successeurs de sa couronne, de ce pays de la Louisiane, mers, havres, ports, baies, détroits adjacents et toutes les nations, peuples, provinces, villes, bourgs, villages, mines, pêches, fleuves, rivières compris dans l'étendue de ladite Louisiane, depuis l'embouchure du grand fleuve Saint-Louis du côté de l'est, appelé autrement Ohio, et ce du consentement des peuples qui y demeurent avec qui nous avons fait alliance, comme aussi le long du fleuve Colbert ou Mississippi et rivières qui s'y déchargent depuis sa naissance au-delà du pays des Sioux et ce de leur consentement, et des Illinois, Arkansas, Natchez qui sont les plus considérables nations qui y demeurent, avec qui nous avons fait alliance, jusqu'à son embouchure dans la mer ou golfe du Mexique, sur l'assurance que nous avons eue de toutes ces nations que nous sommes les premiers Européens qui ayons descendu ou remonté ledit fleuve Colbert...* » C'est en ces termes, scrupuleusement enregistrés par le notaire Jacques de La Métairie, que Robert Cavelier de La Salle prend possession pour le roi des immenses territoires correspondant au bassin du Mississippi. Venus des rives du Saint-Laurent, l'explorateur français et ses compagnons sont parvenus trois jours plus tôt à l'embouchure du Mississippi sur la côte du golfe du Mexique. Après avoir réuni tous les hommes de l'expédition, le conquérant normand a fait abattre un arbre pour ériger un poteau commémoratif sur lequel ont été fixées les armes du roi, découpées dans le cuivre d'une marmite. Un sentiment d'orgueil le saisit à la pensée qu'il vient de fonder le plus grand empire jamais conquis par un Français.

Robert Cavelier de La Salle est né à Rouen en 1643. Fils d'un riche mercier qui tenait enseigne rue du Gros-Horloge, il a fréquenté le collège des jésuites. C'est là que l'enfant a pu rêver aux pères Jogues, Daniel ou Brébeuf, les missionnaires martyrs de l'épopée canadienne, victimes des Iroquois. L'oncle du jeune Robert était membre de la Compagnie des Cent Associés, qui contrôlait le commerce des fourrures canadiennes, et son exemple incita ses neveux à chercher fortune en Amérique. A 23 ans, en 1666, Robert est à Montréal et entreprend de défricher des terres et de les protéger contre la menace iroquoise. Mais la vie de colon n'a rien de très exaltant et il revend ses terres aux Sulpiciens pour partir vers l'ouest à la recherche d'une route permettant d'atteindre la Chine. Il se joint dans ce but à l'expédition organisée par les pères Dollier de Casson et Bréhan de Galinée. Partis avec quatorze hommes et quatre canoës en juillet 1669, ils remontent le Saint-Laurent, s'avancent sur le lac Ontario, empruntent le cours de la rivière Niagara mais ne poussent pas jusqu'aux célèbres chutes, dont ils perçoivent seulement le grondement lointain. Un peu plus tard, les deux Sulpiciens, qui cherchent à éviter les territoires des terribles Iroquois, partent vers le nord alors que Cavelier de La Salle s'enfonce, avec quelques hommes dans les forêts qui s'étendent vers le sud. Il parvient ainsi au cours de l'Ohio et le descend jusqu'aux rapides de Louisville. Abandonné par ses compagnons, terrorisés par les risques qu'ils encourent en ces contrées inconnues, il finit par rentrer tout seul à Montréal, après plusieurs mois de survie dans un milieu particulièrement hostile.

Le don des langues et de l'orientation

Ce premier contact avec la nature sauvage de ces régions ne le décourage pas, bien au contraire. Familier des dialectes indigènes, passé maître dans l'art de se déplacer et de s'orienter, il repart en 1670, atteint le lac Michigan, puis la rivière des Illinois. L'année suivante, il vit chez les Indiens outaouais et se consacre à la traite des fourrures. En 1673, il reçoit le soutien du nouveau gouverneur de la Nouvelle-France, Louis de Buade de Frontenac, qui l'encourage à poursuivre ses entreprises vers l'ouest. Il établit alors, à l'entrée du lac Ontario, le fort Frontenac, qui doit consti-



L'itinéraire des explorations de Cavelier de La Salle est celui des lacs, rivières et fleuves. Tous ses déplacements se font par voie d'eau, avec l'accord des Indiens.

DR

tuer, selon lui, la base pour de nouvelles expéditions. Ses projets irritent les Jésuites, tenus à l'écart de ses entreprises, tout comme les traitants de fourrures de Québec, inquiets qu'il n'aille chercher plus loin une marchandise plus abondante et moins chère, au détriment de leur négoce.

Pour couper court aux intrigues, Frontenac décide d'envoyer en France son protégé qui est reçu par Colbert et sans doute aussi par Louis XIV à Saint-Germain. Le 13 mai 1675, le roi anoblit La Salle, lui confie le commandement du fort Frontenac et en fait le seigneur de Cataraxi, la région avoisinante. Rentré au Canada en compagnie de deux Récollets, il installe solidement le fort Frontenac et accumule une petite fortune dans la traite des fourrures. Mais l'appel de l'ouest – où se trouve sans nul doute un chemin menant à la « Grande Eau » et, plus loin, à la Chine – demeure aussi fort. Il revient donc en France pour obtenir de Colbert des lettres patentes l'autorisant à reprendre ses expéditions. Il dispose ainsi de cinq ans pour reconnaître les terres inconnues qui s'étendent à l'ouest de la Nouvelle-France. Les frais de l'entreprise sont à sa charge mais il recevra en contrepartie le monopole du commerce des peaux de bisons dans les régions à découvrir. Reparti pour le Canada en juillet 1678, en compagnie de trente hommes et de deux officiers, La Motte-Lussières et le chevalier de Tonty, il n'est pas le bienvenu sur les rives du Saint-Laurent car ses initiatives inquiètent de plus en plus. La Salle établit un fortin non loin des chutes du Niagara, et lance des reconnaissances sur le lac Érié et jusqu'au lac Michigan. La construction d'un véritable navire, le *Griffon*, permet de pousser jusqu'au lac Huron et à la mission jésuite de Michillimackinac, installée sur le détroit séparant les lacs Huron et Michigan. Il établit un peu plus tard, au sud-est de ce même lac Michigan, le fort de Saint-Louis-des-Miamis, avant de gagner les sources de l'Illinois.

Après avoir établi le fort Crévecœur sur le cours de cette rivière, Cavelier de La Salle, accompagné de six Français et d'un guide mohican, retourne en mars 1678 au fort Frontenac, pour aller y chercher des renforts, à quinze cents kilomètres de là, à travers un pays transformé en bourbier par le dégel. Il ne parvient au fort Frontenac que le 6 mai pour y découvrir que la garnison a déserté et que ses créanciers, le supposant disparu, se sont emparés de ses précieux stocks de fourrures. Il doit donc aller à Montréal pour y rassembler les moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une nouvelle expédition.

Reparti en août 1680, il gagne le pays des Illinois pour y constater l'ampleur des massacres et des destructions perpétrés par les Iroquois. Il retrouve le fort Crévecœur détruit par des mutins et demeure alors sans nouvelles de son lieutenant Henri de Tonty. Il pousse donc jusqu'au confluent de l'Illinois et du Mississippi, mais remonte ensuite vers le nord à la recherche de Tonty. Bon connaisseur des Indiens, ils suscite une coalition des Miamis et des Illinois contre les Iroquois, le tout sous la protection du « Grand Onontio » (Louis XIV). Un peu plus tard, il retrouve Tonty et le père Hennepin à Michillimackinac et ils peuvent rentrer ensemble jusqu'au fort Frontenac.

L'espérance déçue d'un eldorado français

A peine réapparu à Montréal, notre homme, infatigable, repart pour une troisième expédition. Il emmène avec lui Tonty, d'Autray, vingt-trois Français et une trentaine de Mohicans et d'Abénaquis. En plein hiver il rejoint l'Illinois et le cours supérieur du Mississippi qu'il atteint le 6 février 1682. Quand débute le dégel, on met les canots à l'eau et la descente du fleuve peut commencer, sur les traces de Jolliet et du père Marquette qui ont déjà visité ces régions durant l'été de 1673.

On traverse les territoires des Taensas et des Natchez, en des régions plus méridionales où la température s'élève et où apparaissent, sur les rives, les premiers alligators.

Au début du mois d'avril, le fleuve s'élargit et les Français atteignent, le 6, la fourche du delta. La Salle s'engage dans la branche occidentale, Tonty dans celle du centre et d'Autray dans celle de l'est. Tonty débouche le premier dans la mer et, le 9 avril, les premiers Européens à avoir descendu tout le cours du Mississippi se rassemblent pour la cérémonie de prise de possession du territoire qui va désormais porter le nom de Louisiane.

Quand La Salle revient au Canada, son protecteur, Frontenac, a été remplacé par Lefebvre de La Barre, qui lui refuse toute aide. Furieux, il regagne la France où le compte rendu de son expédition encourage Louis XIV et Seignelay, le fils de Colbert, à financer une entreprise de colonisation des côtes de la Louisiane.

Partie de La Rochelle à la fin du mois de juillet 1684, une flottille de quatre navires prend la direction du golfe du Mexique, atteint au mois de janvier suivant. Les relations exécrables qui se sont établies entre La Salle et Le Gallois de Beaujeu qui commande la flotte compromettent d'emblée le succès de l'opération. On passe sans l'identifier devant l'embouchure du Mississippi et c'est à l'ouest, dans la baie de Galveston, qu'est fondé, en mars 1685, Saint-Louis-du-Texas.

Alors qu'un navire s'est échoué et qu'une cargaison précieuse a été perdue, les reconnaissances poussées à l'intérieur ne permettent pas de retrouver le cours du grand fleuve. L'échec des tentatives de colonisation va dresser contre La Salle une partie de ses hommes, qui pensaient trouver en Louisiane un eldorado. Après avoir assassiné plusieurs de ses fidèles, les comploteurs tendent une embuscade au découvreur du Mississippi et l'abattent par traîtrise. Les assassins seront châtiés mais cette disparition sonne le glas des entreprises coloniales sur la côte texane. Le rêve américain de l'explorateur normand est apparemment ruiné mais, quelques années plus tard, une nouvelle génération d'aventuriers fera revivre pendant un siècle la Louisiane française, sur les traces d'un homme d'action exceptionnel, volontaire et infatigable, doté d'une force de caractère hors du commun.

Ph. C.

POURQUOI L'AMÉRIQUE NE PARLE PAS FRANÇAIS

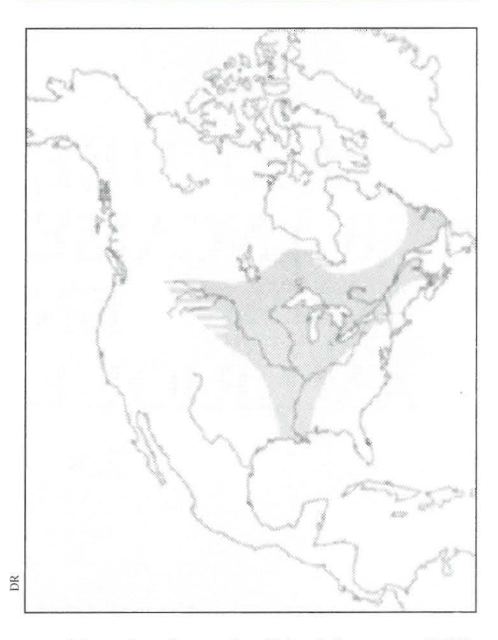
Louis XIV et son empire américain

PAR PHILIPPE BONNICHON

Arrivés les premiers, navigateurs audacieux, explorateurs intrépides, les Français se sont taillés un empire immense qu'ils n'ont pas colonisé. Pourquoi n'ont-ils pas fait comme les Anglais et mieux encore ? Aujourd'hui l'Amérique parlerait français et le monde avec elle. Réponses raisonnables à des questions que l'on se pose.

Brésil, Canada, Antilles, Louisiane, Rocheuses : les découvertes françaises en Amérique ne le cèdent pas à celles de l'Espagne, du Portugal, de la Hollande, de l'Angleterre. Mais la notion d'empire colonial est plutôt étrangère à notre Ancien Régime, pour qui la possession de territoires importe finalement moins, outre-mer, que l'accès aux richesses qu'ils commandent et la concurrence au monopole prétendu par les autres.

De colonie, au peuplement fort modeste, avec une organisation de province française, à part les îles à sucre des Antilles, il n'y aura guère que le Canada, cédé aux Anglais en 1763. Le pouvoir royal n'a jamais visé à l'extension de la province sur le continent nord-américain. Il s'est assez facilement consolé de sa perte : ne trouvera-t-on pas mieux à faire, ailleurs, en Atlantique sud, dans les Malouines colonisées par Bougainville,


DR

L'empire français d'Amérique en 1755 (en grisé). La Nouvelle-France et la Louisiane s'étendent sur le Canada, la région des Grands Lacs, le bassin de l'Ohio et celui du Mississippi. En comparaison, les colonies anglo-saxonnes ne représentent qu'une mince bande côtière, le long de l'Atlantique.

puis évacuées pour se concilier l'alliance espagnole, dans le Pacifique, encore largement à découvrir, après 1763 ? On n'a pas cherché non plus à reprendre le Canada dans la guerre d'Indépendance américaine, revanche contre l'Angleterre : en effet, une telle reconquête eût été de s'aliéner les Américains qui, comme colons anglais avaient été les plus acharnés adversaires de la concurrence française en Amérique du Nord, sauf aux Antilles qui leur permettaient de fructueux échanges.

Quant aux bassins de l'Ohio, du Mississippi, aux Grands Lacs, à la Louisiane, ce sont des appendices, procurant des positions stratégiques, jalonnées de fortins, pour prendre les Anglais à revers au-delà de la ligne des Appalaches ou flanc-garder au sud les Espagnols. La réaction des Anglais était donc vitale pour leur sécurité. Quatre fois moins peuplée que la France, l'Angleterre a exporté dans ses treize colonies de la côte d'Amérique, limitées par les Appalaches, une population cinquante fois supérieure, finalement, à celle du Canada qui compte 60 000 Français de souche en 1763 et quatre fois moins en 1715, y compris encore les effectifs du régiment garnisaire et ce, dans un espace potentiellement dilaté jusqu'à la Louisiane et aux Rocheuses.

Une telle dissymétrie implique à coup sûr une différence de perceptions et de politique qui, chacune, ont leur logique. L'étonnant est même que les Français aient si bien tenu et si longtemps avec si peu de moyens.

Dès le début du XVII[e] siècle, l'empire hispano-portugais, dont les deux couronnes sont sur la tête du roi d'Espagne jusqu'en 1640, n'a pas les moyens de soutenir ses prétentions universelles. Les coups les plus sévères lui sont portés par les Hollandais, en révolte contre l'Espagne pour leur indépendance et soutenus jusqu'au milieu du siècle par la France. L'Angleterre affiche des ambitions, une doctrine résumée par Hakluyt : laisser aux Ibériques leurs implantations au sud du tropique mais partager avec eux latitudinalement les zones d'influence, de façon que le nord soit ouvert aux seuls Anglais protestants qui ont vocation à en expulser tous concurrents. Mais l'Angleterre, prise par ses guerres civiles, ne pourra de manière continue mettre en œuvre

ce programme avant le milieu des années 1680, où son action se dirige alors contre la France catholique, en Amérique du Nord.

Pour la France, Henri IV en 1598 fait la paix avec l'Espagne et proclame l'édit de Nantes. Au contraire de l'Angleterre, il n'y aura pas de dissidents religieux à expulser, jusqu'en 1685 ; si la guerre contre l'Espagne reprend en 1635 et, sauf de rares trêves, jusqu'en 1697, les avancées outre-mer se font plutôt au Canada là où, au temps de Champlain, il n'y avait pas encore de concurrents ni de guerre avec l'Espagne ; à la même époque, le Brésil est évacué, l'installation aux Antilles reste sporadique. Avec l'extension du peuplement anglais de la côte Est et la rivalité des tribus indiennes, le conflit prend corps avec l'Angleterre ; mais celle-ci est, avec ses guerres civiles, un contre-exemple pour l'Europe du temps : affaiblir sa monarchie, disperser ses forces vives dans un peuplement lointain, c'est, croit-on en France, ruiner à terme sa puissance ; l'Angleterre n'est guère crainte et plutôt méprisée, jusqu'à la réussite de Guillaume d'Orange, qui paraît au fond fragile. Ainsi, dans la première moitié du XVII[e] siècle, la France, où s'épanouit la Contre-Réforme catholique, s'installe en Amérique du Nord en appuyant les missionnaires : c'est à la fois contrer l'expansion protestante anglo-saxonne et retirer au roi catholique d'Espagne le fondement de sa propagande de défenseur de la « vraie religion ».


DR

Comme tant d'autres avant et après lui, Cavelier de La Salle doit venir se justifier à Versailles devant Louis XIV et ses ministres qui apprécient les initiatives échappant à l'ordre clos des bureaux.

Le roi et Colbert découragent l'audace

Le grand atout de la France, jusqu'à la Révolution, est d'avoir la population la plus nombreuse d'Europe ; l'erreur, sous Louis XIV, est de croire que le pays se dépeuple, mais on n'ira pas reprocher son imperfection à l'instrument statistique naissant. La forte population fournit la matière imposable et les soldats, dans les guerres. Il convient donc de conserver cet atout, d'exporter le moins d'émigrants possibles en Amérique, d'y convertir plutôt les indigènes et de pratiquer, entre eux et les colons, une politique d'intégration. Richelieu décide déjà que *« les descendants des Français qui habiteront audit pays, ensemble les sauvages qui seront amenés à la connaissance de la foi, soient désormais censés et réputés pour naturels français, sans être tenus de prendre aucune lettre de déclaration ni de naturalité »*. On dotera les colons qui épousent des Indiennes converties.

Le roi finit par installer un évêque, un gouverneur, un intendant dans la province qui pourrait se développer à l'infini, comme le révèlent les explorations vers le Mississippi, l'Ouest et le Grand Nord. Mais, justement, il ne s'agit pas le moins du monde d'en faire un empire. Le roi et Colbert tiennent à la « maxime de l'ordre » et ne veulent pas devoir avaliser les initiatives personnelles et désordonnées de « coureurs des bois » qui pourraient engager la France dans des complications inutiles. Radisson vers la baie d'Hudson, Cavelier de La Salle vers la Louisiane doivent se justifier à Versailles qui accepte rarement et dans la seule mesure où une situation de fait, créée en concurrence aux Anglais ou aux Espagnols, offre au gouvernement royal comme un nouveau fer au feu : ce sera toujours négociable contre des avantages plus substantiels, en Europe de préférence, au moment de faire la paix.

Ainsi, le pragmatisme soutient-il une politique qui distingue l'accessoire de l'essentiel : pour défendre des positions acquises, des prétentions peuvent être utiles à faire valoir, ailleurs. Perpignan, Lille, Strasbourg, les 40 000 km^2 (une Suisse) de conquêtes du règne ne seront pas remis en cause, malgré les dernières guerres de coalition que l'on représente souvent comme malheureuses. Cette consolidation et la paix valent bien que l'on transige, au prix de l'Acadie, pourvu que l'essentiel soit sauf, l'honneur (ce n'est pas encore le « Grand Dérangement » des populations) et l'accès au poisson de Terre-Neuve.

L'accessoire et l'essentiel ne sont pas les mêmes, pour la France et l'Angleterre ; d'où les transactions possibles qui fondent à Utrecht une paix durable : dans la guerre, pour une fois, France et Espagne ont été dans le même camp ; laissons à l'Angleterre, puisqu'elle y tient tant, les avantages économiques de l'asiento et de l'accès à l'empire espagnol que les Malouins s'étaient ménagé pendant le conflit ; l'avenir est réservé par le maintien d'un Bourbon sur le trône d'Espagne ; et plus tard, sous Louis XV, l'alliance du « pacte de famille » des Bourbons vaudra bien des cessions de droits en Louisiane ou aux Malouines.

Au fond, comme champ d'action politique et militaire, l'Amérique est pour Louis XIV comparable à l'Italie : non pas un mirage de conquêtes impossibles à tenir, mais un terrain où saisir et garder, selon les circonstances, tous les gages possibles pour des échanges lors de la paix ; les accroissements au « pré carré » sont ceux qui comptent, puisqu'ils permettent de tenir seul contre tous : *« Nec pluribus impar »*, à lui seul, il les vaut tous ; mais ce n'est pas possible partout. Le politique avisé fait des choix et les choix français sont résolument européens. La prépondérance française est en Europe. Le grand commerce maritime peut donner la prospérité, mais pas les charges d'un empire, difficile à défendre, en butte aux incursions des puissances maritimes adverses et où la « gloire » aurait plus à perdre qu'à gagner. En effet, si l'on peut pousser, par des avancées, des revendications contre des tierces puissances, il ne faut pas s'engager au point que l'honneur oblige à l'emporter, donc à investir et renforcer loin de ses bases, dans des situations aléatoires. Car compromettre sa « gloire » ou sa réputation, c'est mettre en jeu sa crédibilité de puissance prépondérante, donc à terme sa sécurité même et son rang, là où il compte, en Europe. Ce qui ne dispense pas d'avoir une marine, puisque les autres en ont. Mais les territoires lointains risquent de perdre les ressources de l'État plus encore qu'y fournir, comme le montre le cas de l'Espagne ; et si les Anglais veulent se disperser, ils seront perdants, car le premier principe d'exercice de la puissance est la concentration des forces. Harceler les établissements des adversaires sera toujours une bonne chose et empêcher leur commerce ; mais il faut éviter d'être dans le cas de se faire soi-même harceler.

Ainsi le traité d'Utrecht est-il, en 1713, finalement une bonne paix ; pas celui de Paris, un demi-siècle plus tard, où une grande puissance, la France, se trouve humiliée, ce qui influe sur l'opinion publique, même si un grand seigneur comme Choiseul, affecte de considérer comme secondaire la perte du Canada (1) ; de là le désir de revanche, prise vingt ans plus tard contre l'Angleterre, sans guère de contrepartie tangible d'ailleurs, au traité de Versailles de 1783. Au fond, beaucoup moins encore que Louis XIV, ni Louis XV ni Louis XVI n'attachent de la gloire à l'emporter dans des conquêtes ou reconquêtes coloniales : le prix de la souveraineté outre-mer obère les bénéfices tangibles du commerce lointain et les capitalistes avisés comme Voltaire savent le poids d'une colonie agricole peu peuplée comme le Canada, ces *« arpents de neige »*, au regard des profits en bon sucre des petites îles des Antilles.



Paul Phélippeaux de Pontchartrain, secrétaire d'État à la Marine. Pour lui, envoyer des familles aux colonies serait contraire aux intérêts de l'État.

De même, si la Louisiane connaît un essai de « démarrage » sous la Régence, c'est pour apporter un minimum de substrat réel à la spéculation qui devrait, dans l'optique de Law, redresser les finances du royaume. Mais il faut se garder de perdre la substance vive de la France, la population, dans des colonies de peuplement à l'anglaise. Mieux vaut prendre des mercenaires des troupes licenciées à cause de la paix, des Flamands, des Bavarois, que des régnicoles ; et parmi ceux-ci, autant soulager prisons et hôpitaux des mauvais garçons et des filles perdues – n'est-ce pas Manon ? – C'est ainsi qu'au lancement de Biloxi, en Louisiane, on peuple une « côte des Allemands ».

Le siècle des Lumières n'est pas colonial

Illusion ou préjugé, dira-t-on, que cette politique, sur le long terme ? Il était difficile aussi de ne pas faire ce choix, quand les intérêts vitaux de la France auront toujours été à ses frontières, jamais forcées d'ailleurs, de 1636 à 1814, en grande partie grâce à l'action de Louis XIV.

En 1714, après la cession de l'Acadie, le ministre Pontchartrain développe dans un mémoire (2) des arguments assez représentatifs de la perception que l'on a alors des intérêts en jeu. Envoyer des familles aux colonies serait contraire aux biens de l'État, en dépeuplant le royaume ; comme l'agriculture manque de bras (toujours cette crainte d'une dépopulation, alors imaginaire), il faut envoyer des mercenaires étrangers, des aventuriers français – au moins se rendront-ils utiles – et des filles des dépôts ; on les mariera dans le pays et cela *« ne fera aucun tort à l'État »*. Mais on ne pourra faire passer plus de 200 personnes par an car il faudra payer le voyage et pourvoir au premier établissement. Nos installations ont une raison d'être stratégique : les Anglais vont peupler l'Acadie que la France vient de leur céder ; essayons de *« fortifier et établir solidement nos colonies »* ; sinon, *« il est à craindre que ces peuples ne nous chassent, à la première rupture, de toute l'Amérique septentrionale dont la possession est absolument nécessaire au royaume par rapport à la pêche à la morue.* (3) *C'est cette pêche qui entretient et forme les matelots* (4) *et qui est pour ainsi dire, le premier mobile du commerce du royaume »*. Dans la suite du siècle, ce rang sera tenu par le sucre.

La morue au XVIIe siècle, le sucre au XVIIIe siècle sont les réalités qui comptent, comme le charbon pour le XIXe et le pétrole au XXe siècle, qui passeront à leur tour. Louis XIV faisait pour le mieux, ses successeurs parfois moins bien, la géopolitique de son temps, avec une vision européo-centrée, qui accorde à l'Amérique une place nécessaire mais subordonnée ; c'est que les territoires y sont si vastes qu'ils doivent être moins le lieu de dispersion de la puissance que le gage de transactions possibles, s'il faut s'y résoudre, en attendant des circonstances meilleures.

La fibre du siècle des Lumières n'est pas coloniale.

P. B.

Philippe Bonnichon, ancien élève de l'École normale supérieure, est agrégé d'histoire. Il enseigne l'histoire moderne à la Sorbonne-Paris IV. Il a publié en 1994, aux éditions France-Empire, *Des cannibales aux castors. Les découvertes françaises de l'Amérique (1503-1788).*

---

(1) *« Quand le feu est à la maison, on ne s'occupe point des écuries »*, aurait-il objecté à l'émissaire de Montcalm venu réclamer des renforts. On prête à l'autre cette repartie : *« Au moins ne dira-t-on pas, Monseigneur, que vous parlez comme un cheval »*.

(2) Sur toutes ces questions, nous nous permettons de renvoyer à notre ouvrage *Des cannibales aux castors*. Paris, France-Empire, 1994, notamment chapitre VIII et chapitre X, en particulier pages 218-226.

(3) Expulsés, sous Louis XV, de cette Amérique, on veillera cependant, comme sous Louis XVI, à conserver dans les traités ces droits de pêche.

(4) Pontchartrain tient alors le secrétariat d'État à la Marine.

La maîtrise des mers

PAR JEAN MABIRE

L'Angleterre l'avait compris. La possession de colonies et la liaison avec l'Amérique supposent la maîtrise des mers, donc une puissante marine. Avec ses Normands, ses Bretons ou ses Basques, la France ne manquait pas de marins. Mais les marins ne font pas une marine.


DR

L'escadre française dans le golfe du Mexique en 1719.

La traversée de l'Atlantique pour rejoindre « les Amériques » fut longtemps une grande aventure. Les histoires de la marine, en privilégiant la Royale, c'est-à-dire la flotte de guerre, restent assez lacunaires – une fois passée la période des grandes explorations – sur les bâtiments armés pour le commerce ou la pêche. Pourtant l'épopée de Terre-Neuve est demeurée très présente dans l'imaginaire des gens de nos côtes jusqu'au début de ce siècle.

Pour se rendre outre-Atlantique, il fallait donc des bâtiments, des capitaines, des équipages.

Une fois les grandes lignes maritimes inaugurées, un mouvement continuel de navires devait amener sur les terres du Nouveau Monde des soldats, des missionnaires, des négociants et aussi des émigrants, hommes et femmes.

L'histoire océanique de la France américaine est étroitement liée à l'évolution de ce qu'on appellera un jour notre empire colonial, dont les possessions canadiennes ou acadiennes sont sans doute moins pittoresques que les multiples comptoirs antillais, avec leur arrière-plan de flibuste, de violence et de plaisirs.

L'époque des grandes explorations, qui va tant marquer le XVIe siècle européen, voit la France occuper une place singulière. Elle arrive après les Espagnols, certes, mais elle précède les Britanniques et les Hollandais. Sur la façade maritime du royaume, de Dieppe à Bayonne, on retrouve les héritiers de ces populations dont la naissance et l'activité sont étroitement liées au monde maritime : au nord, les Normands qui n'ont jamais coupé tout à fait les liens avec les Vikings ; en proue avancée du continent, les Bretons qui se souviennent d'être arrivés outre-Manche ; ensuite, au-delà de la Loire, vers le sud, les Poitevins, qui furent à la fois gens de terre et gens de mer, navigateurs et colonisateurs ; enfin les Basques qui, même dans leurs expéditions lointaines, gardent quelque chose de mystérieux toujours lié à leur énigmatique identité.

Mais il n'est pas de tradition navale sans construction navale. Une flotte, ce n'est pas seulement le désir de l'aventure, appel irrésistible vers quelque inconnu situé au-delà de l'horizon. C'est aussi et c'est d'abord un chantier naval.

La technique prime et impose sa loi. Les historiens expliquent avant tout l'épopée viking par ces longs serpents à proue et poupe identiques et dont les bordés sont assemblés « à clin ». Ce sera une révolution du même genre – en sens exactement contraire – qui va imposer, dès la fin du XVe siècle, le bordage « à carvel ».

Quant au nombre de mâts, il passe d'un seul à deux et même, plus souvent, à trois. Un « château » à l'avant, un autre à l'arrière. Entre les deux, s'étagent les ponts où l'on trouve parfois des canons. La voilure se complique. On commence à jouer habilement d'une garde-robe fournie où voiles triangulaires et voiles carrées s'harmonisent pour régler l'allure de navires auxquels on demande, autant que possible, de remonter au vent, même si cela tient encore de l'acrobatie.

Ces navires du XVIe siècle, à l'heure des grandes navigations transocéaniques sont encore de petite taille. Armés pour la guerre, le

LA CONSTRUCTION DES VAISSEAUX

La construction des grands navires des XVIIe et XVIIIe siècles demandait quelques hectares de bois noble comme le chêne et le hêtre. Les mâts nécessitaient des assemblages compliqués qui permettaient de leur donner une hauteur proportionnée à leur voilure. On utilisait des bois du Nord. Il fallut à Colbert organiser toute une administration pour drainer les bois nécessaires à travers le royaume de France, les traiter, les conserver pour ensuite les utiliser à la construction de ces navires. Les arsenaux dans lesquels on construisait ces navires devinrent de véritables unités de vie bâties, autour desquelles se sont formés des sites industriels et urbains. Il nous en reste quelques monuments, comme la Corderie de Rochefort ou les cales de la Penfeld à Brest.

Un grand nombre de modèles de navires, dits d'arsenal, furent construits dans l'espoir de conserver les formes particulières de chacun avec l'idée de reproduire les bateaux qui montraient, à la mer, les meilleures qualités, tant pour manœuvrer que porter de l'artillerie et avoir une bonne marche et une stabilité satisfaisante. Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, les constructeurs agissaient selon une pratique transmise de maître à apprenti. Il fallait débiter à l'herminette et à la scie des pièces de bois massives préalablement équarries, les mettre en place au moyen d'apparaux de levage constitués de chèvres et de palans, les fixer les unes aux autres par des chevilles qui, de bois, devinrent de fer ou de cuivre avec le développement de l'industrie des métaux, lier le tout par des sisses et clore par des bordages externes et internes. Il fallait ensuite calfater les coutures pour empêcher l'eau de pénétrer dans la coque. A la mer celle-ci se déformait et les coutures prenaient l'eau. Il fallait les étancher. C'était le travail des calfats. Pour gréer le vaisseau, de grandes chèvres, dites machines à mâter, étaient actionnées par des treuils que des hommes déclenchaient par leurs mouvements dans une sorte de cage d'écureuil. L'équipage du vaisseau montait le reste de la mâture par ses propres moyens, mâts de hune puis de perroquets, vergues, et gréaient le tout de haubans, et de manœuvres courantes permettant de diriger les voiles.

HUBERT MICHÉA
Agenda Marine, 1999.
Éditions Cœur de France.


DR

Premier franchissement de la passe conduisant à La Nouvelle-Orléans, en 1721.

commerce ou la pêche, ils ne dépassent guère une centaine de tonneaux. Peu à peu, ce tonnage va monter en puissance. On verra même au Havre-de-Grâce, fondé par François Ier à l'embouchure de la Seine, des vaisseaux de mille tonneaux et même davantage.

En remontant la Seine, on arrive à Rouen et on découvre, sur les berges du grand fleuve, un des plus singuliers hauts-lieux de la technique marine : le « Clos des galées », chantier de construction à l'inlassable activité. Il s'agit de construire les bâtiments qui partiront des ports voisins de Fécamp ou de Honfleur pour tenter l'aventure au Nouveau Monde.

Quelques hectares de bois pour construire un navire

Les Bretons, bien entendu, ne sont pas en reste sur les Normands. Mais ils construisent et utilisent des bâtiments d'une taille généralement inférieure à ceux de leurs voisins d'outre-Couesnon. Ces navires y gagnent en maniabilité et un plus faible tirant d'eau va leur permettre de remonter profondément les fleuves américains sans crainte d'échouage. Après viendra l'emploi des canots, sur le modèle des légères embarcations indigènes.

Un chantier ce n'est pas seulement des scieries qui débitent les troncs abattus dans la région ou venus des pays du Nord, ce sont aussi des voileries, des corderies, des entrepôts, des magasins. A Rouen, le fameux Clos occupe toute une partie des berges de la Seine. En Bretagne, les chantiers se dispersent, au hasard des abers, en de petites entreprises vivantes et familiales où la tradition s'accompagne de ces multiples initiatives auxquelles se reconnaît la main du maître charpentier.

Tout cela coûte cher. D'où l'importance des armateurs qui constituent de véritables dynasties et qu'on verra, les poches pleines, s'intéresser à la course... comme au commerce du « bois d'ébène ».

Les écoles d'hydrographie, à commencer par celle de Dieppe, où enseigne le fameux abbé astronome Descellers, forment les pilotes à la navigation hauturière. La science de la navigation ne fait que s'affiner et arrive en renfort d'un sens marin que rien ne saurait remplacer. Du grand explorateur au moindre patron de pêche qui ose affronter l'océan, la qualité des maîtres des navires s'affirme.

Encore faut-il des équipages pour mener leurs bâtiments. Le recrutement obéit à certaines règles, souvent empiriques. Ainsi l'historien Philippe Bonnichon précise : « *Un homme par tonneau, c'est un ordre de grandeur, variable du simple à la moitié et loin d'être une règle fixe. Mousses et novices embarquent jeunes, souvent avec des parents, pour se former, devenir mariniers et servir jusqu'à la cinquantaine. Communautés de famille et de paroisse se retrouvent à bord et, de retour, travaillent la terre après avoir bourlingué. Les salaires sont peu élevés, proportionnels à la compétence technique.* »

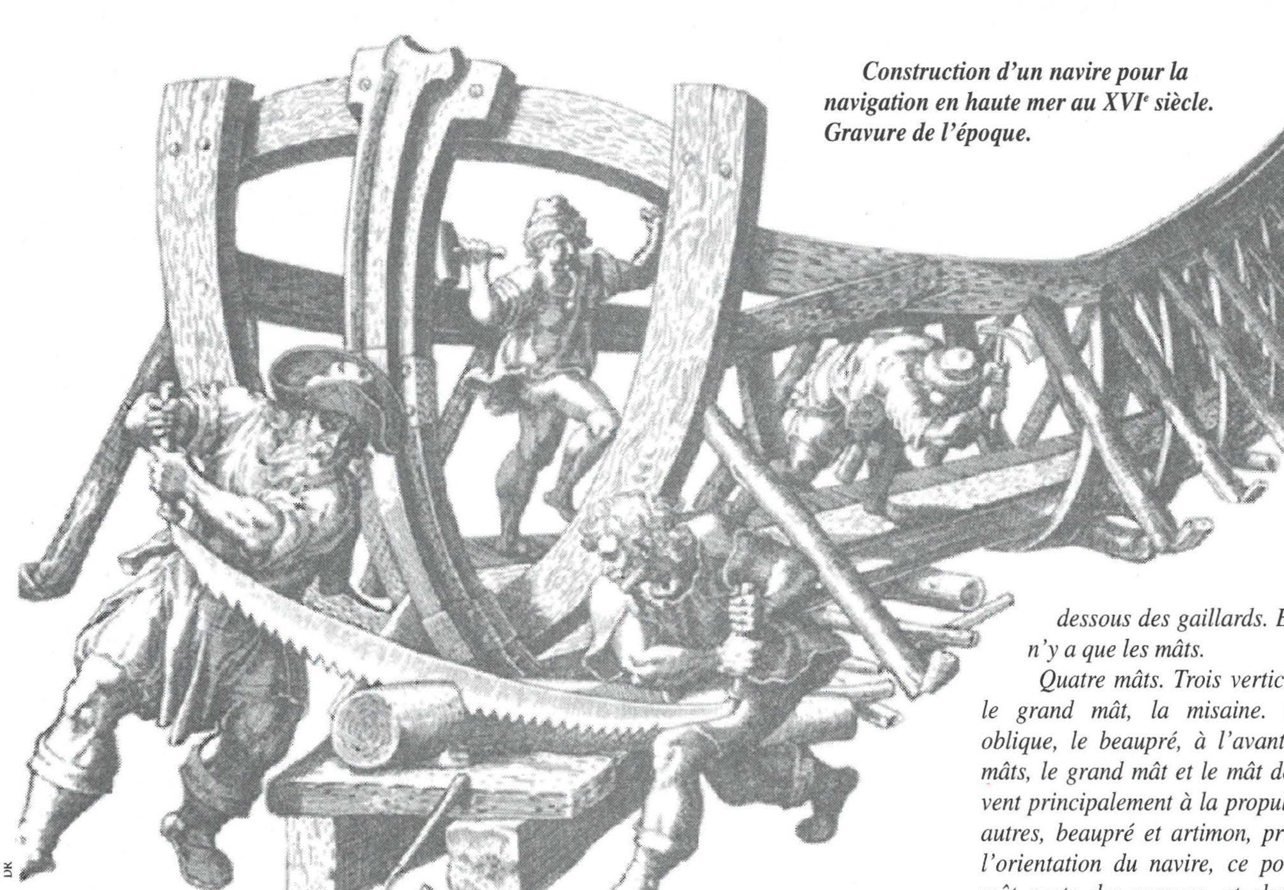
Malgré les expéditions des Normands, des Bretons, des Poitevins ou des Basques, le royaume de France n'en reste pas moins une puissance terrienne, peu tournée vers la mer, malgré l'extraordinaire variété de ses côtes. C'est un handicap qui ne va guère cesser tout au long de son histoire.

La liaison avec l'Amérique suppose ce qu'on nommera un jour « la maîtrise des mers ». Faute d'être soutenues par une imposante flotte de guerre, bien des aventures coloniales sont vouées au dépérissement et à l'échec.

Finalement, les périodes favorables aux entreprises maritimes d'envergure sont rares. On cite la première moitié du XVIe siècle, la première moitié du règne de Louis XIV, la fin du règne de Louis XV et le règne de Louis XVI.

Faute de soutien de l'État, les entreprises lointaines sont souvent individuelles ou pour le moins privées. D'où le rôle des fameuses « compagnies ». Mais que peut le commerce seul sans le renfort de la Royale et de ses canons ?

Ce royaume qui tourne le dos à la mer et a toujours considéré comme « étrangers » les peuples maritimes qu'il devait subjuguer, à commencer par les Normands et les Bretons, eut la chance de posséder quelques grands hommes d'État qui comprirent que les rivages



Construction d'un navire pour la navigation en haute mer au XVI[e] siècle. Gravure de l'époque.

du nord-ouest de l'Hexagone n'étaient pas des limites mais au contraire des aires d'envol d'où allaient partir caravelles et vaisseaux. Trois grands noms : Richelieu, Colbert et Choiseul.

Au lendemain des guerres de religion, une patrie réconciliée pouvait renaître outre-mer. Sur la terre d'Amérique, la Nouvelle-France devenait plus vaste et plus jeune que celle du Vieux Monde. Ainsi vit-on les étendards fleurdelysés battre au Canada et en Acadie, aux Antilles ou en Guyane.

Techniciens dieppois, malouins et olonnais

Les grands ministres qui furent, de leur bureau continental, de véritables « seigneurs de la mer » n'hésitèrent pas à s'inspirer des expériences septentrionales en matière de construction navale. Des ingénieurs et des ouvriers furent même recrutés en Hollande et au Danemark, en Courlande ou en Suède.

Ces remarquables techniciens, aidés par le vieux savoir-faire des Dieppois, des Malouins ou des Olonnais amenèrent le bâtiment de ligne à une quasi-perfection technique. On n'avait pas vu une telle science nautique depuis les « esnèques » scandinaves du Haut Moyen Age !

Claude Farrère, qui fut aussi bon historien de la mer qu'il fut bon romancier, a laissé une belle description de la construction d'un vaisseau aux temps les plus splendides de la marine à voile :

« Un vaisseau, au temps de Louis XIV, est d'ores et déjà l'un des chefs-d'œuvre de l'industrie humaine. Voyons un peu ce qu'est un vaisseau. Cela peut mesurer quelque soixante ou soixante-dix mètres de long, sur quinze ou vingt mètres de large. Cela déplace de mille à cinq mille tonneaux. La coque comporte une quille, *laquelle joint l'*étrave *à l'*étambot, *c'est-à-dire la proue à la poupe, – puis des* couples, *c'est-à-dire de robustes côtes taillées en plein cœur de chêne, et courbées comme il faut ; ces couples prennent appui de part et d'autre sur cette façon d'épine dorsale qu'est la quille, et montent du plus profond de la bâtisse jusqu'au plus haut, jusqu'au* tillac, *dit aussi* pont des gaillards. *Une charpente horizontale, – les* lisses, *des* préceintes, *doublées d'un* bordé, *qu'on assemble à* clins *ou à* franc-bord, *– lie les couples entre eux. Et les* ponts *et les* faux-ponts, *régnant de tribord à bâbord, et d'arrière en avant, achèvent la solidité merveilleuse de l'ensemble. Au-dessus de la flottaison, deux ou trois entreponts s'étagent vers les* gaillards, *–* gaillard d'avant *ou* château, gaillard d'arrière *ou* dunette. *Ces entreponts vont du faux-pont, qui est juste au-dessous des gaillards. Et, plus haut, il n'y a que les mâts.*

Quatre mâts. Trois verticaux, l'artimon, le grand mât, la misaine. Un quatrième oblique, le beaupré, à l'avant. Deux de ces mâts, le grand mât et le mât de misaine, servent principalement à la propulsion. Les deux autres, beaupré et artimon, principalement à l'orientation du navire, ce pourquoi chaque mât porte des vergues, et chaque vergue sa voile. Le tout fait une montagne de toile blanche, haute de soixante mètres environ, chaque basse voile étant large d'au moins vingt-cinq. Rien de plus majestueux qu'un vaisseau de l'ancienne marine sous ses voiles. »

Ce qui va le plus manquer à la marine royale – qu'elle soit de guerre ou de commerce – c'est la persévérance.

Certes, au temps des grandes compagnies maritimes, les Français porteront leur flotte marchande de trois cents à mille vaisseaux. Mais les Britanniques vont en aligner quatre mille et les Hollandais seize mille !

Dans cette disproportion se trouve déjà inscrite la perte de la plupart des possessions américaines, malgré les exploits des capitaines corsaires ou des flibustiers.

Il n'est pas d'empire sans maîtrise des mers. L'infortuné Louis XVI devait le comprendre, alors que tout était déjà joué depuis le funeste traité de 1763 – dont certains ont voulu faire une date aussi significative que celle de 1789.

Claude Farrère devait parfaitement tirer la leçon de près de trois siècles d'aventure navale à la française, une histoire en tragiques dents de scie, où l'héroïsme des équipages n'a que rarement compensé l'impéritie des gouvernants :

« C'est une criminelle erreur d'avoir cru qu'on peut avoir des colonies en négligeant d'avoir une marine. »

J. M.

LA SAGA DES HÉROS OUBLIÉS

L'exploration de l'Ouest



Statue de La Vérendrye érigée à Winnipeg, ancien site du fort Rouge.

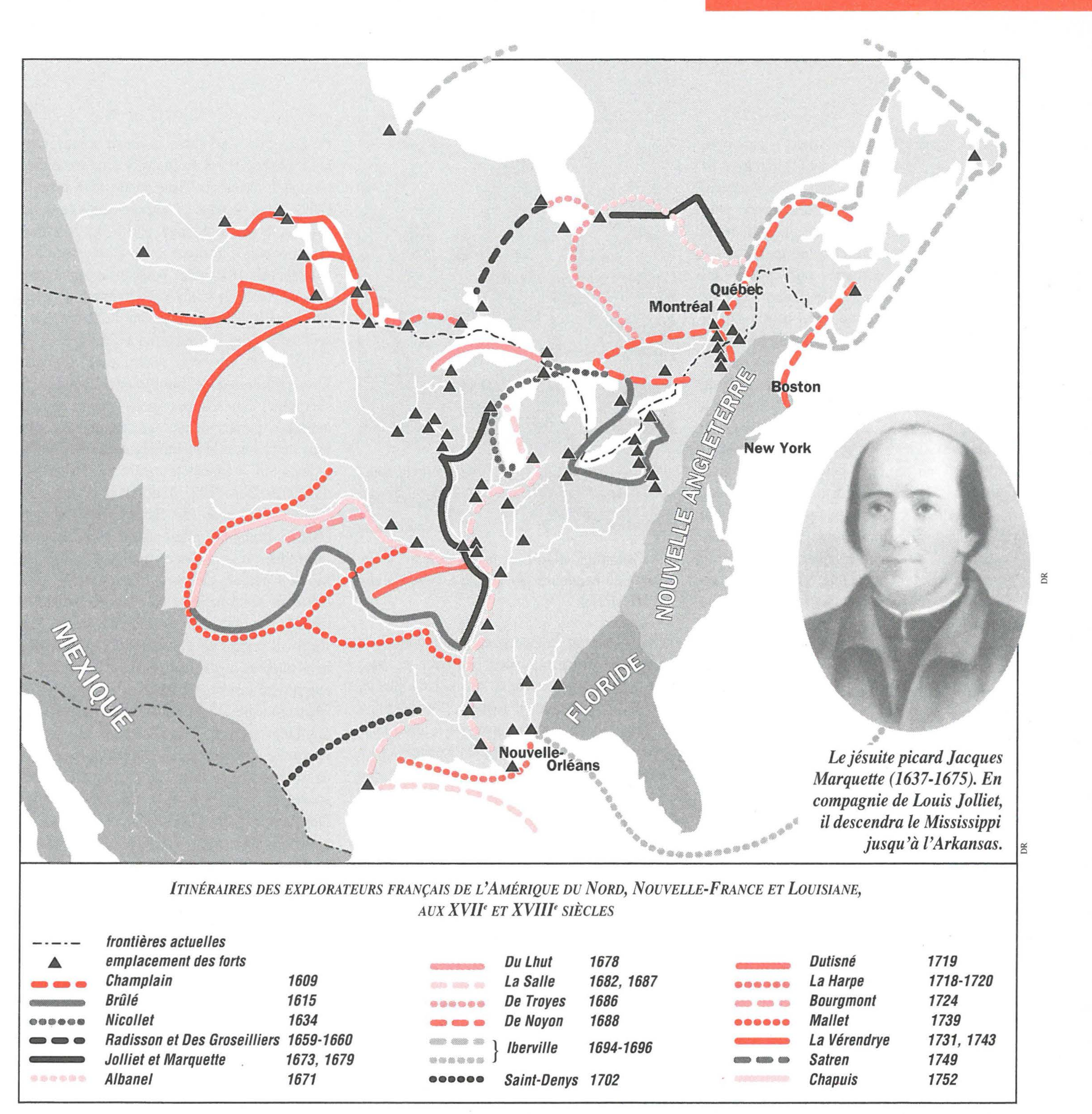
PAR JACQUES BERREL

Ils ont nom Jolliet, Marquette, Groseilliers, La Harpe, Bourgmont, Saint-Denys, Perrot, La Vérendrye. Ce sont les découvreurs de l'Ouest, bien avant leurs successeurs anglo-saxons. Partis de Québec au XVIIe siècle, de la Nouvelle-Orléans au XVIIIe, coureurs des bois, soldats ou missionnaires, vivant parmi les Natchez ou les Iroquois, rien ne les arrêta. Récit d'une aventure qui fait rêver.

Premier historien de la conquête du Grand Ouest, l'Américain Francis Parkman remarque en 1869 *« qu'il est étonnant qu'une poignée de Français ait pu avoir tant d'empire sur tant de sauvages... »* Juste hommage rendu aux quelques coureurs de bois, missionnaires, officiers ou trafiquants de fourrures qui, aux XVIIe et XVIIIe siècles, furent les premiers à sillonner les espaces infinis de la Prairie, à vivre au milieu des tribus indiennes, à ouvrir des pistes dans les vastes étendues texanes ou dans l'immensité des forêts canadiennes. Du delta du Mississippi aux rives de la baie d'Hudson, du cours de l'Ohio à l'imposante barrière des Rocheuses, ce furent quelques hardis gaillards issus de la Nouvelle-France canadienne ou de la modeste colonie installée en Louisiane qui établirent les premiers contacts avec les populations indigènes, reconnurent lacs et cours d'eau, firent admettre – malgré les moyens dérisoires dont ils disposaient – l'autorité de leur souverain sur des territoires immenses, trop vite oubliés par les bureaux de Versailles. La France a pu se reprocher d'avoir laissé en friche les immenses possibilités qui s'offraient alors à elle de l'autre côté de l'Atlantique et c'est ce qui explique peut-être le relatif oubli dans lequel a sombré aujourd'hui son épopée américaine. Les reconnaissances conduites alors par ses coureurs de prairie n'en ont pas moins largement préparé la voie à Meriwether Lewis et à William Clark, les deux officiers virginiens qui, en octobre 1805, atteindront la côte du Pacifique à l'embouchure de la Columbia, après avoir réalisé – à la demande du président Thomas Jefferson et pour le compte de la jeune république des États-Unis – la première traversée d'est en ouest de l'ensemble du continent.

De la baie des Puants à la rivière des Renards

Reconnue une première fois par Jacques Cartier en 1534, abandonnée une dizaine d'années plus tard après une éphémère tentative d'installation conduite par Roberval, la vallée du Saint-Laurent a vu en 1603, avec l'arrivée de Dupont-Gravé et de Champlain, l'établissement d'une Nouvelle-France d'Amérique du Nord. La fondation de Québec, puis de Montréal, l'arrivée de solides paysans venus de Normandie, du Maine, du Poitou ou de Saintonge, la mise en valeur des terres et le développement d'un fructueux commerce des fourrures, tout cela va contribuer à l'essor d'une colonie où une poignée d'hommes va trouver l'occasion de se mesurer à tout un continent. Dès 1615, Champlain remonte la rivière des Outaouais et atteint les lacs Nipissing, Huron et Ontario. Il hiverne chez les sauvages, bientôt suivi par d'intrépides coureurs des bois – les Marsolet, Godefroy, Vignau ou Le Tardif – qui n'hésitent pas à partager la vie des Algonquins ou des Hurons. Non sans risques puisque Étienne Brûlé, l'un des plus célèbres de ces aventuriers de la première génération canadienne, finit tué et mangé par les indigènes, bien différents des « bons sauvages » rêvés par les philosophes du siècle suivant. Arrivé en 1618 en Nouvelle-France, Jean Nicollet passe deux ans chez les Algonquins et huit autres chez les Nipissings avant de s'avancer vers l'ouest en 1634, jusqu'au lac Michigan dont il explore les rives avant de remonter, à partir de la baie des Puants, la rivière des Renards pour gagner ensuite le cours de la rivière Wisconsin. C'est durant cette expédition de trois mille kilomètres qu'il visite le village indien de Chekakou, appelé à devenir notre moderne Chicago. Après les coureurs des bois, ce sont les hommes de Dieu, jésuites et récollets, qui s'enfoncent dans l'immensité des forêts canadiennes. Plusieurs d'entre eux – notamment les pères Jogues, Daniel ou Lallemant – y connaîtront le martyre pour avoir voulu évangéliser les féroces Iroquois, mais les missions installées en divers points – à Sainte-Marie-du-Sault, entre les lacs Huron et Supérieur, ou à Michillimackinac, entre les lacs Huron et Michigan – deviendront de précieuses étapes pour tous ceux qui chercheront à pousser plus loin vers l'ouest. Parmi ceux-ci, Jacques de Noyon traverse le lac Supérieur et atteint la région de l'actuel État canadien du Manitoba. Deux beaux-frères, Médard Chouart



Le jésuite picard Jacques Marquette (1637-1675). En compagnie de Louis Jolliet, il descendra le Mississippi jusqu'à l'Arkansas.

ITINÉRAIRES DES EXPLORATEURS FRANÇAIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD, NOUVELLE-FRANCE ET LOUISIANE, AUX XVIIe ET XVIIIe SIÈCLES

Des Groseilliers et Pierre Esprit Radisson, vont ensuite écrire l'une des pages les plus étonnantes de l'épopée canadienne. Familiers de la région des Grands Lacs, ils sont déjà allés jusqu'au cours supérieur du Mississippi et ont vécu chez les Iroquois quand ils rencontrent des Indiens Cris de la baie d'Hudson venus vendre leurs peaux plus au sud. C'est ainsi qu'ils réaliseront, en 1662, la première liaison entre Québec et la grande baie découverte en 1607 par l'Anglais Henry Hudson. Faute de bénéficier d'un soutien suffisant, ils se mettront au service de l'Angleterre qui saura, avec la création – en 1670 – de la Compagnie de la baie d'Hudson, mettre à profit leurs efforts, pour le plus grand bénéfice de son commerce. Après eux, le père jésuite Albanel sillonnera à son tour les immenses étendues qui séparent la vallée du Saint-Laurent des rives de la grande baie du Nord.

Sur les rives des Grands Lacs, le père Allouez a entendu parler de la « Grande Eau », un immense fleuve qui s'écoule vers le sud et dont on se prend à rêver qu'il conduit peut-être à la grande mer du Sud, à cet océan Pacifique par lequel il sera peut-être possible de gagner la Chine et d'accéder à ses richesses. Au cours du siècle précédent, l'Espagnol Hernando de Soto avait remonté en 1540 le Mississippi (le grand fleuve Saint-Esprit) mais, depuis, ses compatriotes installés au Mexique et en Floride avaient renoncé à retrouver, dans les multiples bras de son delta, l'embouchure de ce qui était devenu le Rio Escondido, le Fleuve Caché. C'est donc à partir du nord qu'il convenait de rechercher le cours du « Père des Eaux ». Louis

Jolliet et le père Marquette vont s'y employer avec succès. Partis des rives du Michigan, ils empruntent le cours de la rivière des Renards, puis celui de la rivière Wisconsin pour atteindre celui du Mississippi, le 17 juin 1673. Ils vont le descendre pendant un mois, du 43e au 34e degré de latitude, puis passer les confluents du Missouri et de l'Ohio avant de s'arrêter en un endroit que l'on peut localiser entre les villes actuelles de Memphis et de Vicksburg. Sur le chemin du retour, ils remontent l'Illinois pour regagner ensuite les eaux du lac Michigan. Moins de dix ans plus tard, c'est Robert Cavelier de La Salle, qui a déjà établi une liaison entre les vallées du Saint-Laurent et de l'Ohio, qui reprend le même chemin mais pousse jusqu'à son terme la descente du fleuve pour prendre possession, en avril 1682, au nom de Louis XIV, des immensités de la Louisiane. A peu près à la même époque, Nicolas Perrot séjourne chez les Outagamis, les Miamis et les Illinois, pendant que Daniel Greysolon Du Lhut explore les régions situées à l'ouest et au sud-ouest du lac Supérieur, où il entre en contact avec les Sioux.

Tout au long du XVIIe siècle, c'est à partir de la Nouvelle-France que s'est réalisée l'exploration des immenses espaces nord-américains. Les choses vont changer dans la première moitié du XVIIIe siècle car, à ce moment, c'est de Louisiane que vont partir les officiers et les coureurs de prairie chargés de reconnaître les vastes régions qui séparent le Mississippi des Rocheuses et des possessions espagnoles du Mexique. Dès 1698, Pierre Le Moyne d'Iberville, un Canadien d'origine dieppoise, revient sur les côtes du golfe du Mexique, là où avait lamentablement échoué l'entreprise de colonisation du malheureux Cavelier de La Salle. Il retrouve l'embouchure du Mississippi et installe une première colonie à Biloxi, dans la baie de Mobile. Contre *« les Anglais qui ont l'esprit de la colonie »*, il conseille *« d'establir un bon port le plus près de la rivière qu'il est possible »* et de *« connaître le dedans des terres et tous lieux habités, tant par les sauvages que par les Espagnols »*. C'est ainsi que le commandant de Sauvolle entre en contact avec les tribus voisines des Tonicas et des Natchez. Jean-Baptiste Le Moyne de Bienville, l'un des frères d'Iberville, reconnaît pour sa part les régions s'étendant entre la rivière Wachita et la rivière Rouge, sur la rive droite du grand fleuve. Pierre Le Sueur – un cousin d'Iberville, familier du pays des Sioux qu'il a sillonné en compagnie de Nicolas Perrot, le célèbre coureur des bois et de prairie canadien – remonte en 1700 le Mississippi à partir de la Louisiane puis emprunte le cours du Minnesota pour retrouver le pays sioux. Arrêté par l'hiver et les glaces à plus de 44° de latitude nord, il fonde le fort Lhuillier dont il confie la défense au sieur d'Eraque, mais qui sera bientôt attaqué par les Renards et les Mascoutens. Il redescend ensuite vers le sud pour ramener à Biloxi d'impressionnantes quantités de peaux et de fourrures. Iberville imagine alors d'appuyer la colonisation de la Louisiane sur le fort Louis établi dans la baie de Mobile et sur trois forts installés sur le cours du Mississippi. Il imagine qu'un bel avenir est ouvert au commerce des fourrures entre la région des Grands Lacs et l'établissement français du golfe du Mexique mais il meurt en 1706 et les traiteurs de fourrures de Québec et de Montréal font tout pour faire avorter ce projet.


TALLANDIER

Canadien allant à la chasse et à la guerre en raquettes sur la neige. Gravure du XVIIIe siècle.

Étienne de Bourgmont l'intrépide

En 1714, le nouveau gouverneur de la Louisiane, Antoine de La Mothe-Cadillac, envoie vers l'ouest Louis Juchereau de Saint-Denys qui, après avoir fondé sur la rivière Rouge le fort Saint-Jean-Baptiste-des-Natchitochés, destiné à barrer l'accès du Mississippi aux Espagnols, parvient jusqu'au Rio Grande del Norte après avoir traversé le Texas. Il se rend ensuite jusqu'à Mexico où il est détenu quelque temps par les Espagnols. Après lui, le Malouin Jean-Baptiste Bénard de La Harpe explore, à partir de 1719, le cours de la rivière Rouge et de l'Arkansas et prend contact avec les Pawnees et les Paducas. La même année, Claude Charles du Tisné visite le Kansas et l'Oklahoma, le pays des Osages, puis celui des Illinois, et remonte une partie du Missouri, sans pouvoir s'avancer jusqu'au territoire des Comanches. Il franchit l'Arkansas sur le chemin du retour et traverse les régions peuplées par les Pawnees. Revenu en Louisiane, il y sera tué par les Chicachas en 1736.

C'est le fils d'un chirurgien normand, Étienne Véniard de Bourgmont, contraint de s'expatrier au Canada pour avoir commis quelques menus délits, qui va pousser plus loin vers l'ouest la reconnaissance des grandes plaines qui occupent le centre de l'Amérique du Nord. Dès 1702, il descend l'Ohio avec Charles Juchereau de Saint-Denys puis vit chez les Illinois en pratiquant le commerce des fourrures. Il remplace quelque temps La Mothe-Cadillac au fort Pontchartrain puis, relevé de ses fonctions, vit chez les Indiens du lac Erié avant d'aller s'installer chez les Missouris. Il rejoint en 1713 Mobile, qui est alors la « capitale » de la Louisiane française, et entreprend une remontée du Mississippi et du Missouri, sur lequel il s'avance jusqu'à son confluent avec la Platte River, au sud de l'actuelle ville d'Omaha. Il tient alors un journal de bord, *La route qu'il faut tenir pour monter la rivière Missouri*, qui sera très utile à Delisle pour établir la carte de ces régions. Un autre ouvrage, intitulé *Exacte description de la Louisiane*, présente en détail tout le territoire drainé par le Mississippi. Demeuré au service du gouverneur de la Louisiane, qui l'utilise comme ambassadeur auprès des tribus indiennes, il revient en France en 1720 pour y être fait chevalier de Saint-Louis et commandant du pays Missouri. C'est alors qu'il projette d'explorer le pays des Paducas, installés dans l'ouest de l'actuel Kansas, ennemis traditionnels des tribus alliées des Français et obstacle bien gênant pour toute tentative de recherche d'une route en direction de l'ouest, vers cet océan Pacifique qui permettra d'atteindre la Chine. Son projet retenu, il quitte Lorient en juin 1722 pour rejoindre La Nouvelle-Orléans, d'où il part en février 1723, privé de tout soutien par Jean-Baptiste Le Moyne de Bienville qui est franchement hostile à une expédition qu'il juge inutile. Partie en juillet 1724 du principal campement des Kansas, Bourgmont souffre de la chaleur et des fièvres et, malade, doit se replier, non sans avoir envoyé son lieutenant, François Gaillard, chez les Paducas pour y établir un premier



La Harpe remontant la rivière des Arkansas en compagnie de ses amis indiens sur leurs merveilleux canots d'écorce.

contact. Il repart en septembre et rejoint son lieutenant, qui lui amène les chefs paducas. Devant un grand rassemblement d'Indiens issus des diverses tribus, il prêche la paix nécessaire puis s'enfonce vers le sud-ouest, où la prairie semble occupée à l'infini par d'immenses troupeaux de bisons. On a installé entre-temps, à quatre cents kilomètres à l'ouest du Mississippi, le fort d'Orléans. En octobre, un nouveau rassemblement d'Indiens fournit l'occasion de réaffirmer la nécessité de la paix entre les tribus. Avant de fumer le calumet traditionnel, Bourgmont remet au plus important des chefs indigènes un drapeau blanc fleurdelysé. Revenu à La Nouvelle-Orléans, il s'y embarque pour la France où plusieurs Indiens sont reçus à Paris, à Versailles, à Marly et à Fontainebleau. Une princesse missourie est même baptisée à Notre-Dame... Anobli en décembre 1725, le découvreur des plaines de l'Ouest mourra en Normandie neuf ans plus tard.

Une famille d'explorateurs

Les dernières grandes découvertes géographiques réalisées par les Français en Amérique du Nord sont le fait du Canadien Pierre-Gaultier de Varennes de La Vérendrye et de ses fils, Jean-Baptiste, Pierre et François, auxquels il convient d'ajouter leur compagnon Christophe de La Jemmeraye. Fils d'un ancien lieutenant au régiment de Carignan-Salières, devenu ensuite gouverneur de Trois-Rivières, Pierre de La Vérendrye a servi au régiment de Bretagne et a été blessé à Malplaquet. Revenu au Canada, il y a commandé le poste du lac Nipigon avant de répondre à son tour à l'appel de l'ouest. Convaincu de pouvoir trouver en cette direction une route qui le mènera vers le Pacifique et la Chine, il quitte Montréal en juin 1731 et hiverne avec ses fils dans la région du lac Supérieur. En 1734, ils reconnaissent le lac Winnipeg. Ils édifient ensuite le fort Rouge, au confluent de la rivière Rouge et de la rivière Assiniboine. En 1738, ils explorent la région qui s'étend entre l'actuelle ville de Regina, dans le Saskatchewan, le nord-est du Montana et le nord-ouest de l'actuel Dakota du Nord. Ils poussent des reconnaissances chez les Sioux et les Mandans et découvrent en 1742 le confluent des deux Saskatchewan. La même année, les fils La Vérendrye s'enfoncent en pays sioux et gagnent les Rocheuses où ils s'engagent dans la vallée de Yellowstone. Ils traversent à cette occasion les territoires des Sioux Oglalalahs, Dakotas et Brûlés, ceux des Shoshones, des Cheyennes et des Corbeaux et gagnent ainsi le nord-est de l'actuel Wyoming où les « Gens de l'Arc » leur révèlent l'existence non loin de là, d'une grande « Eau salée » (l'Océan ou le Grand Lac Salé ?). Le bilan de l'expédition était tout à fait exceptionnel, ce qui n'empêcha pas Maurepas, alors secrétaire d'État à la Marine, de constater qu'il *« s'en fallait de beaucoup qu'il eût trouvé quelque chose de satisfaisant... »* A la même époque, entre 1739 et 1741, les frères Mallet ont réalisé un voyage qui les a conduits du Missouri jusqu'à Santa Fe, au Nouveau Mexique, par les territoires des actuels États du Nebraska et du Colorado, ce qui leur a peut-être permis de voir les Rocheuses avant les fils de La Vérendrye. En 1743, c'est La Jemmeraye, le compagnon de ceux-ci, qui explore les fameuses Bad Lands situées au sud du Dakota, visité à la même époque par le père Binoteau.

Le Grand Ouest était ainsi révélé par les Français venus du Canada ou de Louisiane, mais le peu d'intérêt que suscitaient leurs découvertes à Versailles ne pouvait que rendre inutiles les sacrifices et les efforts ainsi consentis. Peu soucieuse des *« quelques arpents de neige »* du Canada, la France de Louis XV ne va pas mesurer l'importance des enjeux américains et elle ne fournira jamais aux pionniers du Nouveau Monde les moyens humains et financiers dont ils auraient dû bénéficier...

J. B.

CANOTS ET PORTAGES

Le père Lafitau est parti pour le Canada à la fin du règne de Louis XIV. Il en ramène, sous la Régence, ses premiers écrits. Il est, moins en France qu'à l'étranger, et notamment en Angleterre, un des auteurs français les plus édités, donc sans doute les plus lus, au cours du XVIIIe siècle, sur ces contrées. Il marque l'importance des lacs et des rivières en Amérique, en soulignant que *« les fleuves de l'Europe sont des ruisseaux en comparaison de ceux de ce Nouveau Monde »*. Or les sauvages voyagent par eau, hardiment, soit sur des canots de peau comme les Esquimaux qu'il décrit d'après Jollier, soit sur des balzes comme les Indiens du Pérou, décrits en 1714 par le père Feuillé, soit sur des pirogues comme les Caraïbes, soit enfin sur des canots d'écorce. Les pirogues ne valent rien au Canada, *« à cause de la multiplicité des sauts et des cataractes. Les canots d'écorce au contraire sont très commodes pour les grands voyages »*. Leur légèreté permet le portage : *« Les canots d'écorce de bouleau sont le chef-d'œuvre de l'art des sauvages. Rien n'est plus joli et plus admirable que ces machines fragiles avec quoi cependant on porte des poids immenses. »* Les canots peuvent avoir deux, quatre et même dix places : *« L'écorce qui en fait le fond n'a guère au-delà de l'épaisseur d'un ou deux écus. »* Leur construction délicate et solide est précisément décrite. Ces canots sont évidemment fragiles et les trous doivent être bouchés *« avec de la gomme d'épinette »*, ou de résineux. On chavire facilement, on ne peut guère leur faire porter de voiles, ce qui rend difficile la traversée des lacs sur lesquels on ne s'aventure qu'en rangeant les terres. Dans les cataractes on fait le portage, avec de l'habileté on peut rester au fil de l'eau dans les sauts. *« Ceux qui ne sont pas accoutumés à ces sortes de navigation frémissent à l'idée seule qu'on puisse se commettre dans des passages si dangereux, à la merci d'une simple écorce. »* Bretelles pour le portage et patins qui transforment l'hiver les canots en traîneaux sont adaptables. Enfin, les raquettes pour marcher dans la neige sont familières aux sauvages qui s'orientent très bien dans leurs routes et *« ont quelques connaissances de l'astronomie qui sert à régler leur temps et à diriger leurs courses »*.

PHILIPPE BONNICHON
Des cannibales aux castors.
France-Empire, Paris, 1994, p. 204-205.

LE ROYAUME FRANCO-INDIEN DU MISSISSIPPI

La Louisiane française

ENTRETIEN AVEC BERNARD LUGAN

A l'occasion du tricentenaire de la fondation de la Louisiane en 1699, Bernard Lugan réédite chez Perrin son *Histoire de la Louisiane*, livre qui fait autorité. Dans un entretien, il évoque pour nous tous les points forts de deux siècles d'épopée.

Enquête sur l'histoire : Dans votre livre, vous montrez que la Louisiane était un immense territoire qui n'était pas localisé dans le sud du Mississippi.

Bernard Lugan : La Louisiane française ne se limitait en effet pas à la région de La Nouvelle-Orléans. C'était une immensité continentale occupant l'espace compris entre la Nouvelle-France (le Canada) au nord et le golfe du Mexique au sud. D'est en ouest, ses limites étaient les contreforts des montagnes Rocheuses et ceux des Appalaches. Tout le bassin du Mississippi et une partie des Grandes Plaines du centre-ouest des États-Unis étaient donc domaine du roi de France. La Louisiane englobait en totalité ou en partie vingt et un des actuels États composant les USA, à savoir : l'Alabama, l'Arkansas, le Colorado, les deux Dakotas, l'Illinois, l'Indiana, l'Iowa, le Kansas, le Kentucky, la Louisiane, le Minnesota, le Missouri, le Montana, le Nebraska, le Nouveau-Mexique, l'Oklahoma, le Tennessee, le Texas, le Wisconsin et le Wyoming.

La monarchie française n'eut pas conscience de l'intérêt « géostratégique » de son empire des Plaines. Jamais elle ne donna aux hommes de terrain, qui avaient constitué seuls et sans aide cet empire gigantesque, les moyens, non seulement de sa mise en valeur, mais encore de sa simple défense.



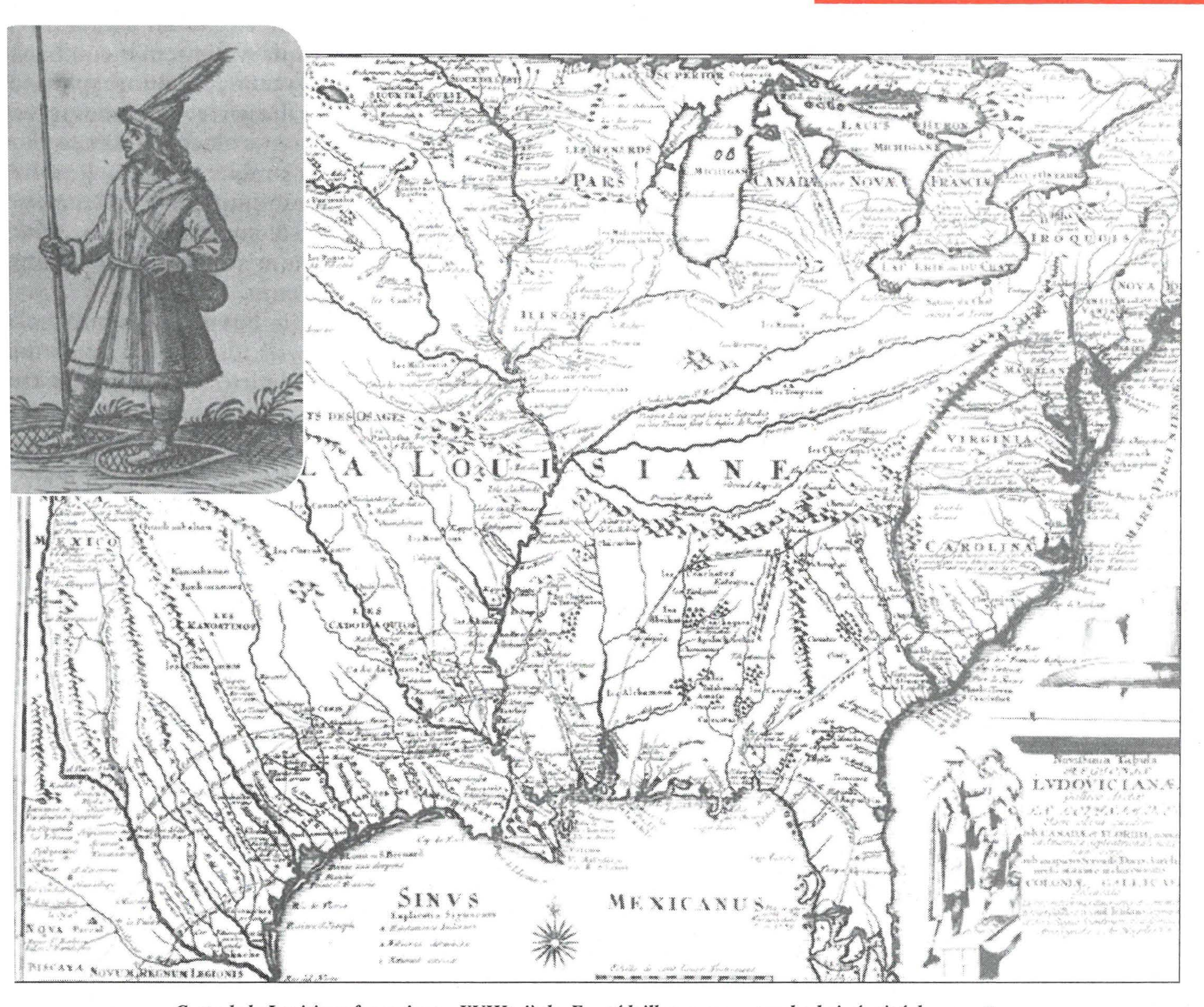
DR

La Louisiane idyllique telle que la représentait la Compagnie des Indes pour attirer les capitaux. Ce qui est vrai cependant dans cette estampe datée de 1717, c'est le symbole des bonnes relations entre les « sauvages » et les Français. Ces derniers eurent parfois la main rude, mais avec une « manière » que n'avaient pas les colons de la Nouvelle-Angleterre.

ESH : Quelles furent les principales étapes de la découverte de la Louisiane ?

B. L. : La découverte se fit depuis la vallée du Saint-Laurent. On recherchait à l'époque le passage vers l'Asie, vers l'océan Pacifique. Dès le début de la présence française, dans la première partie du XVIIe siècle, les missionnaires apprirent l'existence d'un grand fleuve dont l'embouchure était située au-delà des terres connues par eux. C'est à partir du moment où Mgr de Laval, évêque de Québec, encouragea la fondation de missions dans la région des Grands Lacs que la connaissance du Mississippi commença à se préciser.

Durant l'été 1672, Jean Talon, intendant de la Nouvelle-France, confia à Jolliet la mission d'aller *« à la découverte de la mer du Sud par le pays des Mascoutens et la grande rivière qu'ils appellent Michissipi qu'on croit se décharger dans la mer de Californie ».*



Carte de la Louisiane française au XVIIIe siècle. En médaillon, un coureur des bois équipé de raquettes.

L'expédition de Louis Jolliet et du père Marquette quitta Québec en octobre 1672, et ses membres hivernèrent sur les rives du lac Michigan. Naviguant de rivière en rivière, ils atteignirent le Mississippi le 17 juin 1673.

Le 25 juillet 1673, les explorateurs parvinrent à la confluence de l'Arkansas où ils décidèrent de rebrousser chemin, craignant d'être capturés par les Espagnols.

Les résultats de cette expédition étaient importants. Les voyageurs avaient établi que le Mississippi coulait vers le sud et que, très probablement, son embouchure devait se situer dans le golfe du Mexique. Inutile donc de compter sur cette grande voie d'eau pour atteindre la mer de Chine, c'est-à-dire l'océan Pacifique.

ESH : Vous insistez sur le rôle des coureurs des bois » qui permirent ces découvertes et sur l'impulsion qui fut donnée au mouvement des explorations par le gouverneur Frontenac.

B. L. : C'est en effet pendant les deux périodes de gouvernement du comte de Frontenac (1672 à 1682 et 1689 à 1698, date de sa mort) que les Français se lancèrent à la découverte des immenses territoires inconnus bordant les établissements échelonnés le long de la vallée du fleuve Saint-Laurent. Les pionniers français, traitants, coureurs des bois ou missionnaires, développèrent alors un fantastique mouvement d'exploration qui ouvrit les routes des Grands Lacs puis du bassin du Mississippi.

Les coureurs des bois ont compté parmi les principaux explorateurs de l'Amérique du Nord. Au fur et à mesure de la disparition des castors, ces « hommes de la fourrure » s'enfoncèrent plus avant vers le Grand Nord ou vers l'ouest, précédant le front pionnier de plusieurs dizaines d'années, voire de plus d'un siècle.

Ces coureurs des bois furent toujours associés aux voyages officiels de découverte. Sans eux, les expéditions de Du Luth, celles de Cavelier de La Salle ou même d'Iberville n'auraient jamais été possibles.

ESH : Que fut précisément le rôle de Cavelier de La Salle dans la fondation de la Louisiane ?

B. L. : Il découvrit l'embouchure du Mississippi et fut le père spirituel de la Louisiane française mais en aucun cas son fondateur. Il mourut en effet en 1687 soit douze années avant la fondation de 1699. Le véritable fondateur de la Louisiane fut Iberville.

Robert Cavelier de La Salle était arrivé au Canada en 1667, poursuivi par la haine tenace des jésuites avec lesquels il s'était brouillé et qui mirent toujours tout en œuvre pour le détruire. Il ne faisait pas bon déplaire à la Compagnie... Par chance, il fut protégé par le comte de Frontenac.

TRAITE DE LA FOURRURE ET COUREURS DES BOIS

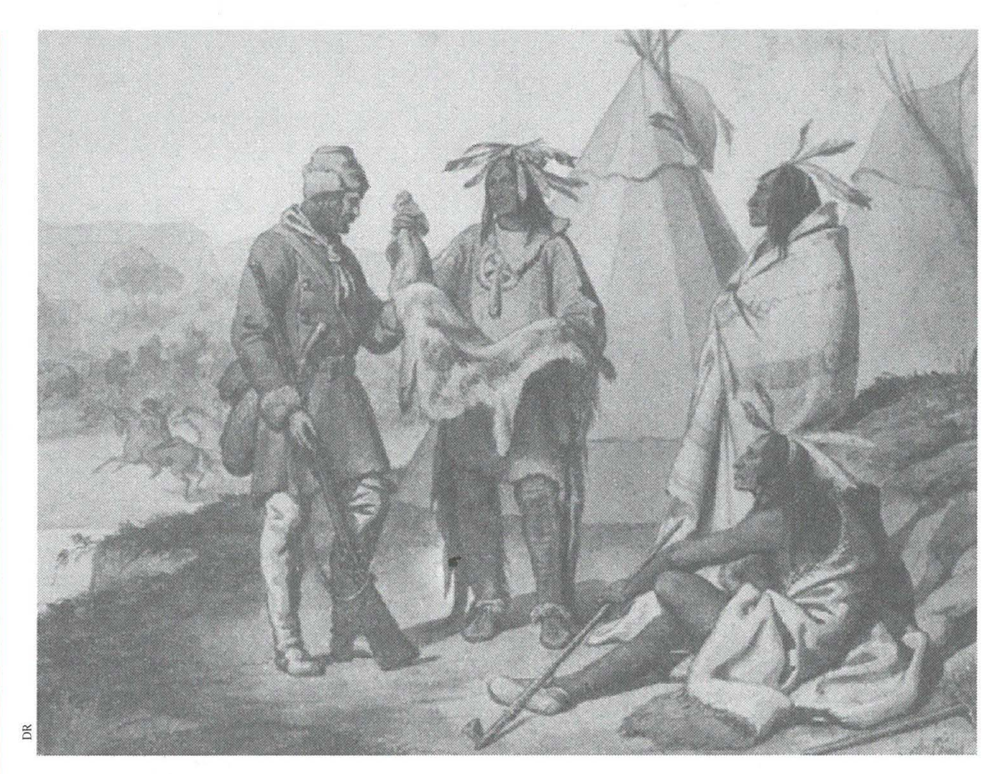
La carte d'un voyageur qui parcourt les États-Unis depuis la région des Grands Lacs jusqu'aux montagnes Rocheuses est parsemée de mots français : noms de rivières comme Embarras, Ausable, Platte ; noms de lacs comme Flambeau, Court Oreilles, Vieux Desert ; noms de collines ou de montagnes comme Butte des Morts ou Grand Teton. Souvenirs des Français, pour la plupart du Canada, et des métis qui ont ouvert l'Ouest américain et qui, par l'implantation de postes à fourrure, ont préparé la fondation de villes grandes ou petites : Mackinac, Detroit, Chicago, Saint-Paul, Pierre, Peoria, Bourbonnais, Saint-Louis, etc.

Pendant les débuts de la Nouvelle-France les Indiens apportaient eux-mêmes les fourrures d'abord à Québec, puis à Montréal. Graduellement, les Canadiens s'enhardirent et commencèrent à pénétrer les Grands Lacs et leurs rivages. Au point de jonction des lacs Huron et Michigan, Michilimackinac formait le centre de ce système.

Le territoire où les Français pratiquaient la traite de la fourrure au XVIII[e] siècle englobait une quinzaine d'États américains d'aujourd'hui, c'est-à-dire une surface plus ou moins équivalente à celle de l'Europe de l'Ouest. Ce territoire était rattaché pour la plus grande partie à la Louisiane du sud et à la Nouvelle-France au nord. Les communications s'y faisaient par voie d'eau. De Michilimackinac les canots suivaient la rive ouest du lac Michigan, faisaient un portage à l'emplacement actuel de Chicago, descendaient de l'Illinois puis le Mississippi jusqu'à La Nouvelle-Orléans. A mi-chemin et à une centaine de kilomètres au sud de la jonction du Missouri avec le Mississippi se trouvait le fort de Chartres et son noyau de villages. Une autre route partait de Detroit, descendait la rivière Ouabache (Wabash), passait par le poste de Vincennes et rejoignait l'Ohio jusqu'au Mississippi.

Ces voies d'eau, ces postes et ces forts servaient des buts politiques aussi bien qu'économiques. Ils représentaient la souveraineté de la France sur ce territoire immense et devaient empêcher toute expansion anglaise vers l'intérieur du continent.

THIERRY LEFRANÇOIS
Musée du Nouveau Monde, La Rochelle.


DR

Un trappeur négocie l'échange de fourrures avec des Indiens. Lithographie de Bacquin d'après Auguste Le Loir. Musée du Nouveau Monde, La Rochelle.

ESH : Pourquoi la Louisiane devint-elle française ?

B. L. : Ce fut une décision géniale des Pontchartrain, secrétaires d'État à la Marine. Comme ils avaient une vision impériale, ils avaient clairement vu que si la France ne s'installait pas dans la région, l'Angleterre, elle, ne tarderait pas à le faire.

A cette époque, une fraction de la vallée du Saint-Laurent est colonisée par la France ; à l'Est, les Anglais ont achevé leur implantation sur la frange côtière comprise entre les Alleghanys et l'Atlantique, une contrée de 1 200 kilomètres de long sur 200 kilomètres de large.

La colonisation européenne laissait libre cependant, au centre du continent, un immense territoire allant des Alleghanys aux Rocheuses et des Grands Lacs au golfe du Mexique. Dépourvue d'implantations européennes – à l'exception de quelques missions françaises aux Illinois et espagnoles au Nouveau-Mexique – cette zone n'était cependant plus totalement inconnue depuis les expéditions de Cavelier de La Salle. A partir des années 1690-1695, Français et Anglais décident d'en entreprendre la colonisation, et immédiatement se pose un problème fondamental : si l'Angleterre s'installe la première dans la vallée du Mississippi, le Canada risque de se trouver rapidement acculé sur le Saint-Laurent, qui ne serait plus alors le débouché des fourrures.

Si la France bloque l'entrée du Mississippi et relie le Canada au golfe du Mexique par une chaîne de forts, les colonies anglaises en plein développement vont se voir privées du marché commercial offert par les tribus de l'intérieur et toute expansion vers l'ouest leur sera interdite.

ESH : Comment se fit pratiquement la fondation ?

B. L. : La paix de Ryswick signée en 1697 ouvrait de nouvelles perspectives à la France. L'idée de fonder un établissement aux bouches du Mississippi afin d'en interdire l'accès aux Anglais commença donc à prendre de la force. Au mois de juillet 1698, le ministre Jérôme Pontchartrain donna à Pierre Le Moyne d'Iberville l'ordre de constituer une expédition de reconnaissance de l'embouchure du Mississippi afin d'y fonder un fort.

ESH : Qui était Iberville ?

B. L. : Pierre Le Moyne d'Iberville était d'origine normande. Il naquit au Canada en 1661. Son père, Charles Le Moyne, avait quitté Dieppe en 1641 pour venir s'installer en Nouvelle-France où il donna naissance à une dynastie d'hommes d'action qui écrivit certaines des pages les plus glorieuses de l'empire français d'Amérique.

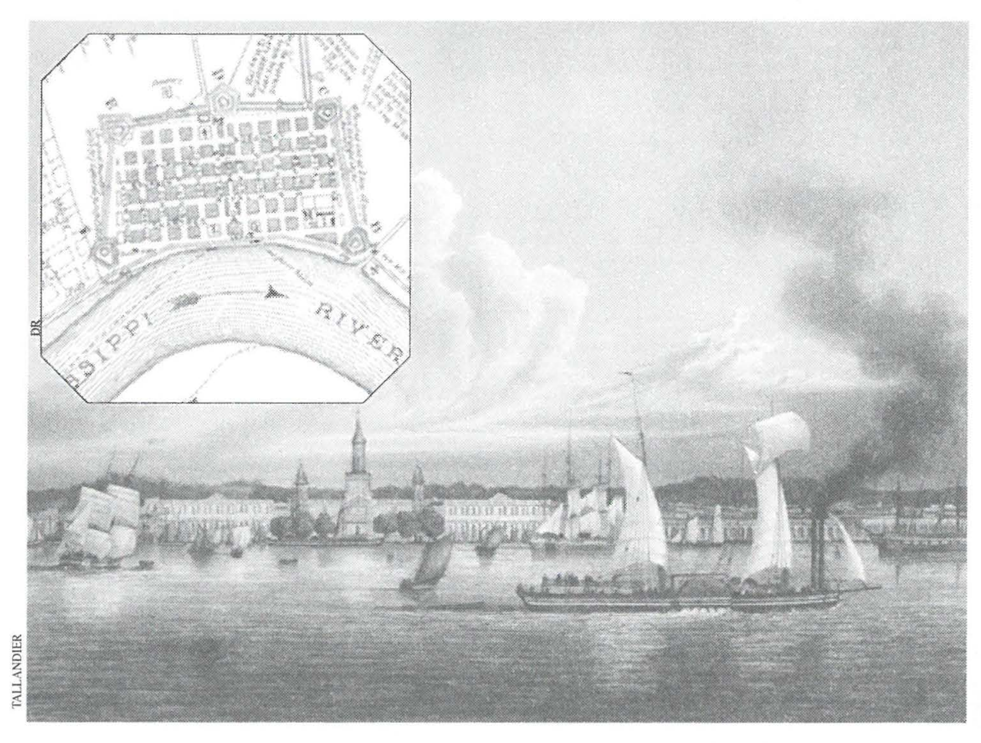
Pierre Le Moyne d'Iberville fit ses premières armes durant la guerre de Trente Ans. En 1686, à la suite de coups de main particulièrement audacieux, il réussit à capturer avec un commando de cent Canadiens tous les postes anglais de la baie d'Hudson à l'exception d'un seul.

En 1696, en plein hiver, avec deux cents hommes, il s'empara de la place forte anglaise de Saint-Jean de Terre-Neuve, pourtant défendue par plus d'un millier de soldats.

Deux ans plus tard, avec quatre-vingts hommes dont vingt Canadiens, Iberville partit donc sur les traces de Cavelier de La Salle.

Le 4 décembre, il était à Saint-Domingue ; en janvier 1699, la flottille longeait le littoral américain à la recherche de l'entrée du Mississippi. Mais comment la découvrir au milieu de ces rivages sablonneux, plats, marécageux ? Cavelier de La Salle avait connu les mêmes difficultés.

Le 31 janvier, les navires étaient dans la baie de Mobile. Pontchartrain avait donné à Iberville des instructions précises : choisir un lieu qui puisse être facilement défendu afin d'y bâtir un fort propre à interdire l'entrée du Mississippi aux Anglais. Iberville choisit le site de Bilocci (ou Biloxi). Il y fit édifier un fort qu'il baptisa fort Maurepas. Ce fut le premier établissement français en Louisiane. La Nouvelle-Orléans ne fut en effet fondée que beaucoup plus tard, en 1718.



La Nouvelle-Orléans au XIXe siècle, vue du Mississippi. Ce que l'on voit de la ville n'a pas changé depuis l'époque française. Au centre, la cathédrale. A gauche, l'hôtel du gouverneur. A droite, les Magasins royaux. En médaillon, le Vieux Carré dans ses remparts d'origine à la fin du XVIIIe siècle.

ESH : A vous lire, on ressent une impression étrange car la France ordonne la création d'une colonie en Louisiane pour abandonner aussitôt ceux qu'elle vient d'y envoyer.

B. L. : C'est exact. Les difficultés que rencontrèrent les pionniers furent immenses et l'on se demande aujourd'hui encore comment avec les moyens dérisoires qui étaient les siens, la Louisiane résista aux appétits anglais durant plus de 60 ans.

Les pionniers de la Louisiane furent en effet quasiment abandonnés par Versailles. Le matériel manquait et la survie des quelques hommes abandonnés au bord des marais dépendait des navires difficilement envoyés de France et dont les denrées étaient vendues au double du prix normal. Une mauvaise réputation entoura donc la colonie naissante, ce qui conduisit de nombreux officiers à ne pas rejoindre leur poste. Les épidémies faisaient des ravages et les malades ne pouvaient même pas être soignés dans un hôpital.

Rien n'arrivait de France, pas même les tenues des soldats qui devaient se vêtir de peaux de chevreuil ; tout cela fit que la discipline des troupes se relâcha, et les soldats désertèrent dans une proportion nettement supérieure à la moyenne métropolitaine.

Faute de population suffisante, la Louisiane ne pouvait pas, à la différence du Canada, confier sa défense à des milices rassemblant tous les hommes de quinze à soixante ans.

ESH : Un des principaux aspects novateurs de votre livre est l'étude dans le détail des rapports entre les Français et les Indiens. Vous dites même clairement que si la Louisiane résista de si longues années aux Anglais ce fut en raison de la politique indienne menée par les officiers français.

B. L. : Je suis en effet le premier à m'être intéressé d'une manière aussi fouillée à cette question et j'ai constaté que tout le système de défense de la Louisiane reposait sur l'alliance indienne. Avec deux siècles d'avance, les Français inventèrent en Louisiane ce qui réussira si bien au Maroc avec les officiers des « Affaires indigènes ». Connaissant les mœurs des tribus ils en respectèrent les usages. Ils ne cherchèrent donc ni à les « franciser » ni à les évangéliser ce qui aboutissait souvent à les clochardiser, comme cela se produisit hélas au Canada. Au lieu de leur imposer des références ou des croyances qui leur étaient totalement étrangères, ils utilisèrent au contraire leurs propres points de repère sociaux, moraux et même philosophiques, si j'ose dire.

Ces officiers eurent l'intelligence de ne pas s'aventurer sur les sables mouvants de l'utopie assimilatrice. A la différence du Canada, colonie dominée par les religieux, en Louisiane, du moins en brousse, ils ne furent pas « gênés » par les missionnaires et purent donc mener en toute liberté leur politique indienne sans souci des visées évangélisatrices. Ceci leur permit d'apparaître comme des arbitres et non comme des maîtres.

Le résultat fut étonnant dans la mesure où la fidélité des tribus fut totale et même désintéressée. Qu'avaient en effet à offrir les Français ? Rien, puisque la métropole ne ravitaillait même pas ses troupes qui ne survivaient que parce qu'elles étaient nourries par les tribus. Les agents anglais tentèrent bien d'acheter les Indiens mais leurs manœuvres échouèrent presque toujours. Quand ils réussirent à détourner les tribus de leur serment de fidélité, lequel ne reposait en définitive que sur le prestige personnel des officiers français, les représailles étaient à ce point terribles qu'elle en prenaient vite valeur d'exemple. Ainsi, en 1748, quand les Miamis cédèrent aux avances anglaises et qu'ils signèrent un traité d'amitié avec la Pennsylvanie, les communications entre la Louisiane et le Canada furent menacées. La réponse française fut terrible et bien éloignée de notre philosophie des droits de l'homme. Mais elle fit réfléchir les autres tribus. C'est ainsi que le commandant du fort Détroit, Céloron de Blainville, envoya le chef Langlade avec 240 Outaouais et coureurs des bois punir les Miamis. Le village de Pickawillany fut pris, les traitants anglais épargnés,

PETITE GUERRE DANS LES BAYOUS

Un des films de guerre les plus vrais qui se puisse voir se déroule en Louisiane. Il n'y a jamais eu de guerre depuis bien longtemps en Louisiane ; pourtant cette aventure paraît mille fois plus plausible que les *Full Metal Jacket* et autres *Platoon.*

Nous sommes en 1973. En pleine paix. Dans un État des USA. Pas la moindre menace d'émeute raciale. On ne signale même pas un fou isolé qui joue les Rambo. Quelques réservistes de la Garde nationale sont convoqués pour un exercice de routine, une de ces marches d'orientation pas trop pénibles, où il ne se passe rien, si ce n'est l'espoir, à la fin du crapahut, d'aller voir les filles.

Seulement, des pluies ont grossi les bayous et il faudrait faire un long détour pour rejoindre le point de rendez-vous.

Alors nos GI amateurs volent un canot et, pour rire, l'un d'eux tire une rafale de fusil-mitrailleur sur les péquenots qui les insultent depuis la rive d'en face. L'arme est chargée de balles d'exercice.

Les paysans n'aiment pas qu'on vole leurs affaires ni qu'on leur tire dessus. Même avec des munitions à blanc. Alors ils ripostent. La patrouille compte son premier tué, d'une balle qui lui explose le crâne.

La douzaine de guerriers amateurs de ce groupe de combat rigolard va devenir gibier pourchassé. Les naturels du coin abattent les uns après les autres les intrus. Sans pitié.

Il faut dire que ces indigènes sont des Cajuns, de lointaine origine française (ce qui exige quelques sous-titres particuliers dans la savoureuse version originale). Trappeurs, chasseurs, pêcheurs, bûcherons. Ils sont chez eux dans les marais et les forêts inondées.

Il ne reste finalement que deux survivants qui arrivent dans un village. On y tue justement le cochon. Et pourquoi pas aussi le soldat de passage qui débarque en plein folklore ?

Ce film reprend la bonne recette américaine de *La Patrouille perdue* (1934) ou soviétique des *Treize* (1936).

Cette fois, ce qui compte encore plus qu'une haletante chasse à l'homme, c'est le décor de la Louisiane et surtout la présence de la population. Cela fait quand même plaisir d'avoir des cousins aussi sauvages.

JEAN MABIRE

Southern Comfort. Un film de Walter Hill, 1981. Titre de la version française : *Sans retour.*



DR

Boucanier français de Saint-Domingue, l'une des principales îles à sucre des Antilles françaises. L'homme est armé d'un grand fusil servant à la chasse et au combat. A l'origine, chasseurs et préparateurs de « boucan » (viande séchée), les boucaniers se livrent aussi aux activités lucratives de la flibuste. Gravure extraite de* L'Histoire des Aventuriers Flibustiers*, par Œxmelin (1645-1710).

mais les femmes et les enfants Miamis massacrés comme les guerriers. Pour *« l'exemple »*, Langlade ordonna à ses Outaouais de manger le chef Miami, « La Demoiselle ». Les survivants se soumirent, les arrières de l'axe de communication Canada-Louisiane furent sauvegardés, et le prestige français restauré.

ESH : Dans votre livre, vous parlez de la *« question de l'Ohio »*, dont vous faites le cœur de la rivalité franco-anglaise. Pour quelle raison ?

B. L. : « Coincés » entre les Appalaches et l'Atlantique, les colons anglais se sentaient à l'étroit. Ils voulaient franchir la chaîne montagneuse afin de pouvoir déferler ensuite vers la vallée du Mississippi, avec ses immensités inexploitées et quasiment vierges d'installations françaises.

Pour cela, ils avaient trois possibilités. La première était d'utiliser le Mississippi comme voie d'accès vers l'intérieur du continent, mais l'installation française à l'embouchure du fleuve le leur interdisait. Restaient les routes terrestres, et principalement la vallée de l'Ohio au nord et celles des rivières du Sud. Or ce dernier axe venait de leur être fermé en raison de la modernisation du fort Toulouse, poste qui bloquait l'expansion de la Caroline en direction du Mississippi.

La voie de l'Ohio était donc la seule qu'ils pouvaient emprunter, et ils tentèrent de s'y engouffrer ; comme cette région était située à la fois sur les marches du Canada et sur celle de la Louisiane, elle était certes la charnière entre les deux colonies françaises, mais elle était surtout très difficile à défendre en raison de son éloignement à la fois de Québec et de La Nouvelle-Orléans.

En définitive :

– la possession de la vallée de l'Ohio était nécessaire à la France pour assurer la liaison Canada-Louisiane, pour le contrôle des tribus et pour la protection du flanc sud de la Nouvelle-France ;

– inversement, les Anglais devaient s'emparer de la vallée de l'Ohio s'ils voulaient s'étendre vers l'intérieur du continent.

ESH : La guerre ne cessa quasiment jamais aux Amériques. Quels étaient les objectifs anglais et leurs atouts ?

B. L. : Le principal affrontement franco-britannique en Amérique du Nord dura dix-neuf ans, de 1744 à 1763. Deux grandes guerres divisent la période en Europe, la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748) et la guerre de Sept Ans (1756-1763).

Localement, aux Amériques, le conflit éclata en 1743, et il ne cessa qu'en 1763, quand le traité de Paris consacra la disparition de l'empire français d'Amérique. Les colons de la région de Boston visaient la conquête du golfe du Saint-Laurent ; ceux de New York avaient pour but la région des Grands Lacs et le monopole de la fourrure ; quant à la Virginie, elle exigeait de pouvoir établir ses colons sur les rive gauche du Mississippi. Toutes les colonies anglaises s'accordaient en outre sur un point essentiel, qui était que le bassin de l'Ohio devait être retiré d'une manière ou d'une autre à la France.

En 1754, les colonies anglaises d'Amérique du Nord avaient une population blanche d'environ 1 500 000 habitants, contre moins de 90 000 pour les possessions françaises, dont à peine quelques milliers pour la Louisiane. Les possessions anglaises, ramassées en un bloc compact, pouvaient être facilement défendues, en même temps qu'elles constituaient une excellente base d'attaque contre les axes de communication français étirés et jalonnés de forts très éloignés les uns des autres.

Les Français étaient en effet dispersés depuis le Saint-Laurent jusqu'au golfe du

Mexique. Cette supériorité était encore accentuée par le fait que les Anglais menaçaient le cœur même de la Nouvelle-France, tant par le couloir de l'Hudson River que par le lac Champlain et la rivière Richelieu qui débouchait sur le Saint-Laurent, et par la passe de la rivière Mohawk qui était la pénétrante vers le lac Ontario.

ESH : Quelle était l'organisation militaire des Français face aux colonies anglaises ?

B. L. : Les troupes régulières servant à la Louisiane provenaient principalement des compagnies détachées de la marine et des régiments suisses.

L'armée coloniale n'existant pas avant la perte de l'Amérique française, les troupes servant outre-mer étaient désignées parmi les réserves de l'infanterie de marine, constituées au XVIIIe siècle par cent compagnies franches de cent hommes chacune casernées à Brest ou à Rochefort.

Les méthodes de guerre dans la vallée du Mississippi reposaient sur le « coup de main », le « raid » des Anglais qui s'effectuait grâce à l'aide des Indiens, seuls, encadrés ou accompagnés de soldats.

Les troupes casernées dans les forts avaient pour principales fonctions la surveillance des mouvements des traitants anglais dans les tribus, la protection des tribus alliées contre les « raids » des nations pro-anglaises, la protection des colons, la défense des axes de communication avec le Canada, et le maintien de la présence française auprès des Indiens.

La milice, quant à elle, était composée des colons et des trappeurs. Elle était associée à toute campagne d'importance. Au Canada, elle représentait la force principale du pays avec 12 000 hommes en 1745 et 15 000 en 1754, organisés et entraînés comme des troupes réglées, dotées d'un uniforme (écarlate et blanc) ; en Louisiane, à la même date, la milice n'avait qu'un effectif de 400 hommes.

ESH : La France a perdu son empire américain continental. Le bilan est donc négatif en dépit des extraordinaires actes d'héroïsme que vous décrivez dans votre livre.

B. L. : Certes, mais quelques poignées d'hommes d'exception ont, par leur seule volonté, tenu à bout de bras durant plus de soixante ans un territoire immense contre les éléments, contre la puissance anglaise et par-



DR

Village cajun (déformation d'acadien) en Louisiane où des Acadiens ont trouvé refuge en grand nombre et ont fait souche après le « Grand Dérangement » de 1755.

dessus tout contre l'indifférence française. La vie de ces chefs de petits postes oubliés constitue une épopée qui nous entraîne bien loin des misérables intrigues de ces courtisans pommadés qui ont entraîné l'Ancien Régime à sa perte. C'est une autre France que nous voyons agir à la Louisiane. C'est celle des officiers roturiers ou de petite noblesse qui ont encore le sens du service et du sacrifice. Songez que certains ne reçurent pas de solde durant parfois des années... Ils purent donner la pleine mesure de leur talent car ils étaient totalement libres d'agir. Ils n'avaient pas de comptes à rendre à des autorités qui n'existaient pas.

Ce ne fut pas le cas au Canada où les habitudes métropolitaines étaient fortes et où les intrigues et les rivalités civiles et religieuses divisèrent les autorités. De plus, à la Louisiane, les Français imposèrent aux Anglais la « guerre à l'indienne » dans laquelle ils dominaient toujours leurs adversaires tandis que Montcalm voulut faire au Canada une « belle » guerre à l'européenne alors qu'il était matériellement et numériquement surclassé par les Anglais. Le Canada a été perdu militairement, contrairement à la Louisiane qui était encore invaincue lors de la signature du traité de Paris en 1763.

ESH : Vous ne blâmez pas Bonaparte d'avoir vendu la Louisiane. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

B. L. : Abandonnée par la monarchie, récupérée sous le Consulat, la Louisiane fut vendue par celui qui en avait obtenu la rétrocession. Bonaparte avait en effet compris que la France n'avait pas les moyens de mettre en valeur cet immense territoire. Il avait surtout vu que les États-Unis n'accepteraient jamais que leur expansion vers l'ouest soit bloquée par une colonie française s'étendant des Grands Lacs au golfe du Mexique. Car la Louisiane était bien le pivot de toute l'expansion vers l'ouest et les Américains ne l'auraient pas laissée aux Français. Le rêve était passé, grandiose certes, mais il s'était effacé devant les nouvelles réalités « géopolitiques » du XIXe siècle.

ESH : Quelles sont les villes américaines actuelles établies à l'emplacement de forts français ?

B. L. : La liste est longue et je pourrais citer par exemple Memphis (fort Prudhomme), Prairie (fort de Chartres), Detroit (fort du Détroit), Pittsburg (fort Duquesne), Toronto (fort Rouillé), Saint-Louis (Saint-Louis des Illinois), Mobile (fort Louis), Bilocci (fort Maurepas) et bien sûr, La Nouvelle-Orléans.

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE TANLAY

Histoire de la Louisiane*, Perrin, 275 pages, cartes, index, 120 F. Bernard Lugan est maître de conférences à l'université de Lyon III. Il a récemment publié chez le même éditeur *La guerre des Boers, 1899-1902.* Il dirige la revue *L'Afrique réelle.

L'ÉQUIPÉE DE LA COMPAGNIE DU MISSISSIPPI

La banqueroute de Law

PAR JEAN KAPPEL

Le vieux Roi-Soleil venait de mourir. La Régence misait sur la jeunesse, l'imagination et le changement. On s'enticha soudain de la Louisiane. Un financier audacieux jura qu'on y ferait fortune. Les Français engagèrent leurs pièces d'or, mais ne partirent pas. Histoire d'un échec cuisant.

En 1717, le financier Antoine Crozat a renoncé au monopole commercial que lui avait octroyé cinq années plus tôt, le conseil de la Marine. Celui-ci n'entend pas pour autant abandonner la Louisiane. Ses membres constatent que *« Les colonies bien conduites sont un des plus sûrs moyens de conserver et d'étendre la puissance des grands États... Après avoir abandonné l'Amérique du Sud aux Espagnols et aux Portugais, il ne peut être question d'abandonner l'Amérique du Nord aux Anglais... Seul un solide établissement de la Louisiane peut nous sauver. Elle peut produire une infinité de commerces et nous offrir ce qui reste de mines en Amérique. Pour se mettre hors de crainte contre les Anglais, il suffit de faire passer douze à quinze cents hommes en deux ou trois ans... Si les Anglais parviennent à l'abondance d'argent où cette conquête les mettrait, nous ne serions plus en sécurité en Europe car ils n'ont jamais entendu la paix que quand ils ont été réduits à ne plus pouvoir soutenir les dépenses de la guerre... »* Les circonstances paraissent favorables puisqu'un protégé du Régent Philippe d'Orléans, l'Écossais John Law de Lauriston, se propose justement de mettre en œuvre un « système » financier qui doit permettre d'assainir les caisses de l'État et d'exploiter, grâce à sa Compagnie d'Occident, les richesses de la Louisiane, présentée au public comme un eldorado.



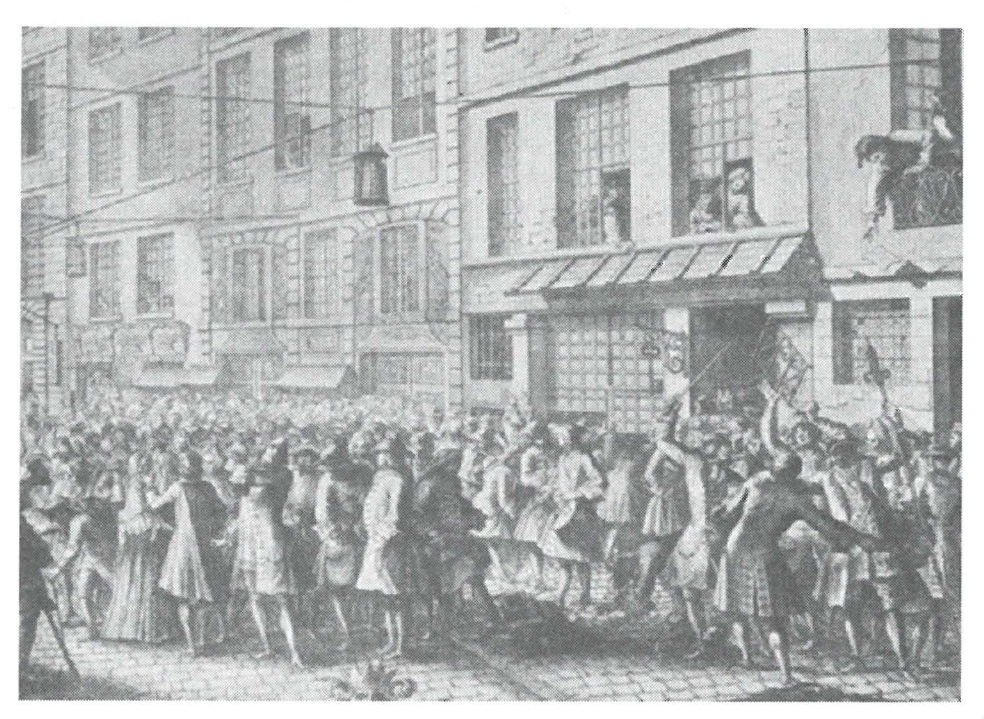
DR

John Law (1671-1729).

Sur le papier, la colonisation de ce pays de cocagne portait toutes les promesses

Familier des pratiques bancaires couramment mises en œuvre à Londres ou à Amsterdam, Law croit aux vertus du crédit. En 1716, il a obtenu du Régent l'autorisation d'ouvrir à Paris une Banque générale dont les dépôts d'argent devaient permettre de garantir l'émission de billets constituant une véritable monnaie-papier. Le succès de l'entreprise encourage alors son initiateur à lancer une Compagnie d'Occident que les contemporains désignèrent rapidement sous le nom de Compagnie du Mississippi et qui, par lettres patentes d'août 1717, dispose pour vingt-cinq ans du monopole du commerce de la Louisiane, à condition de peupler la colonie de six mille Blancs et de trois mille Noirs en dix ans. Le 27 septembre de la même année, la Compagnie se voyait attribuer également le pays des Illinois, détaché de la Nouvelle-France canadienne. Récupérant par la suite les privilèges des Compagnies du Sénégal, des Indes orientales, de Saint-Domingue et de Guinée, elle finit par contrôler sous le nom de Compagnie des Indes, tout le commerce colonial de la France. On lui remit le port de L'Orient, appelé à connaître une belle prospérité au cours des décennies suivantes.

En 1718, la Banque générale se métamorphosa, à l'initiative du Régent, en Banque royale et la puissance de Law fut bientôt à son apogée. Emporté par le succès, il n'hésite pas à présenter la Louisiane comme *« l'une des plus fertiles régions de l'univers..., riche de moissons récoltées deux ou trois fois l'an, de mines d'or, d'argent et de cuivre... »* Sur le papier, la colonisation de ce pays de cocagne semblait porter en elle toutes les promesses. La réalité allait se révéler différente. Les candidats au départ n'étaient pas en nombre suffisant. Trois cents colons, en mars 1718, mais seulement cent, dix mois plus tard. Impossible dans ces conditions de mettre en valeur le pays et d'enrichir la Compagnie, qui devra pourtant payer un jour à ses actionnaires les fabuleux dividendes qu'ils en attendent. Il fallut donc embarquer de force des condamnés de droit commun, contrebandiers, faux sauniers, déserteurs, qui échappaient ainsi aux galères. Cela ne suffisant toujours pas, on rafla au hasard vagabonds et fainéants jugés indésirables. Des prisonniers tirés de Biçêtre ou de la Bastille complétèrent ces misérables contingents. En janvier 1719 et mars 1720, des édits royaux autorisèrent même les magistrats à remplacer par la déportation aux colonies la peine traditionnelle des galères. Ces divers procès n'auguraient rien de bon quant à la qualité des futurs colons et les excès des « bandouliers du Mississippi », qui touchaient une



La célèbre rue Quincampoix au temps de sa splendeur, peu avant la banqueroute de 1720.

prime pour le « ramassage » de cette misérable humanité, suscitèrent bientôt des réactions indignées.

Il fallait des femmes à ces malheureux colons. On se doute bien que les « honnêtes filles de laboureurs » réclamées outre-Atlantique ne se bousculaient pas pour partir ainsi et ce furent les « maisons de force » et autres hospices qui fournirent les voleuses ou les prostituées appelées à gagner l'Amérique. Des personnes sans doute beaucoup moins sympathiques que la malheureuse Manon Lescaut, immortalisée par l'abbé Prévost et par sa disparition dans *« les déserts du Nouveau Monde »*. Un peu plus tard on préférera envoyer en Louisiane des orphelines élevées par des religieuses et pourvues d'un trousseau et ces « filles à la cassette » y trouveront aisément un mari.

Un trop habile financier écossais

Dans les débuts de la colonie, rien n'était prévu pour accueillir les nouveaux arrivants. Les côtes sablonneuses et inhospitalières n'offraient aucun havre favorable. Le climat malsain de Biloxi eut raison de beaucoup de colons, souvent réduits à la famine, faute d'avoir conservé les quantités de grains nécessaires aux futures semailles. Le paradis annoncé se métamorphosait ainsi le plus souvent en un enfer d'où beaucoup ne songeaient qu'à s'échapper pour gagner le Mexique ou les colonies anglaises de l'est. La guerre livrée aux Espagnols, en 1719-1720, pour le contrôle de Pensacola vint encore aggraver les difficultés de la jeune colonie. Reconnu dès 1718 par Le Moyne de Bienville, un site non inondable fut choisi pour y établir en 1719, grâce à l'ingénieur Adrien de Pauger, La Nouvelle-Orléans. L'ouragan de septembre 1722 et les effets dévastateurs des fièvres ne suffisent pourtant pas à décourager les colons et la nouvelle ville, qui se confond alors avec son Vieux Carré, s'impose rapidement comme le centre principal de la colonie. A proximité, la culture du mûrier, du tabac et de l'indigo assure déjà la prospérité de plusieurs concessions, alors que d'autres pionniers vont s'installer à Baton Rouge ou sur les rives de la rivière Rouge.

Mais les résultats restent loin des espoirs suscités par la colonisation de la Louisiane et l'échec du système de Law, qui se révéla ruineux pour la majeure partie des actionnaires de la Compagnie, ne fit qu'aggraver la réputation devenue exécrable de cette Terre promise américaine où, selon la propagande répandue par le trop habile financier écossais *« la France risquait de manquer sa fortune si elle tardait à user de ce riche présent de la nature... »* Plutôt que de chercher outre-Atlantique des richesses équivalentes à celles des empires de l'or subjugués près de deux siècles plus tôt par les Espagnols, il fallait y voir, au-delà des côtes peu accueillantes et de l'insalubrité du climat des régions les plus méridionales, le magnifique espace agricole qui se révélera par la suite. Le père de Charlevoix l'a bien compris quand il constate que *« ... le pays de Louisiane est très beau, très fertile, favorable à toutes les cultures et à toutes sortes d'élevages..., mais il est insuffisamment peuplé... »* Certains pensent alors *« qu'il faut pour cela des Nègres en abondance »*. Mais le jésuite se veut prudent et craint *« qu'à force de se multiplier en nos colonies, les Nègres ne deviendront un jour des sujets redoutables... »*

J. K.

LES FILLES À LA CASSETTE

En 1718, à l'avènement de la Compagnie d'Occident, la Louisiane avait une population blanche d'environ 500 personnes. Afin de peupler la colonie, le père de la Vente, curé de la Louisiane, avait proposé en 1715 que les colons aient la possibilité d'épouser les femmes indiennes appartenant aux tribus catholiques de la région des Grands Lacs.

L'administrateur Duclos refusa cette proposition en faisant remarquer que ces mariages n'aboutiraient qu'à la régression du Blanc au niveau du primitif, sans compter les fâcheux effets qu'ils auraient, biologiquement, en créant une *« colonie de mulâtres »*, éléments *« naturellement fénéants, libertins et encore plus fripons »*.

Le 1er septembre 1716, le conseil de Marine repoussa la proposition du père de la Vente. En 1727, les premières *« filles à la cassette »* débarquèrent à La Nouvelle-Orléans. Elles furent rapidement mariées. Villiers du Terrage rapporte ce qu'en disait un habitant de La Nouvelle-Orléans ayant assisté à leur arrivée : *« Dès que ces demoiselles furent débarquées, on les logea toutes dans une même maison avec une sentinelle à la porte. Il était permis de les aller voir le jour et de choisir entre elles celles qui convenaient le mieux, mais dès que la nuit était venue, l'entrée de leur maison était défendue à toute sorte de personnes. Elles ne tardèrent guère à être pourvues et mariées et l'on peut dire que cette cargaison ne suffisait pas pour le nombre de prétendants qui se présentèrent, puisque celle qui resta la dernière fut sur le point d'exciter une dispute fort sérieuse entre deux garçons qui voulaient se battre à qui l'aurait, quoique cette Hélène ne fût rien moins que belle et eût plutôt l'air d'un soldat aux gardes que d'une fille. La querelle parvint même jusqu'aux oreilles du commandant qui, pour les accorder, les fit tirer au sort... Une seule était venue de son plein gré et on l'appelait "la demoiselle de bonne volonté" »*.

BERNARD LUGAN
Histoire de la Louisiane française.
Perrin, 1994, p. 81-82.

POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS

Bonaparte vend la Louisiane aux Américains

PAR PHILIPPE CONRAD

Il était dit que durant toute son histoire, l'héroïque Louisiane française serait le jouet de la grande politique. Monnaie d'échange pour la politique royale, elle le restera pour celle de Bonaparte.

« *Le jour où la France prendra possession de La Nouvelle-Orléans, nous serons obligés de nous jeter dans les bras de l'Angleterre...* » C'est en ces termes que Thomas Jefferson, président des États-Unis, présente à Robert Livingston, son représentant en France, la question de La Nouvelle-Orléans. Se jeter dans les bras de l'Angleterre signifie soutenir le pire ennemi de la France. Nous sommes en 1801 et les autorités américaines ont eu vent du traité secret conclu l'année précédente à San Ildefonso, entre les représentants du Premier Consul Napoléon Bonaparte et du roi d'Espagne Charles IV. Un accord qui prévoit la rétrocession de la Louisiane à la France et qui inquiète vivement les dirigeants américains, soucieux d'assurer à leur nation le contrôle du trafic sur le Mississippi et un débouché sur le golfe du Mexique.

Contraint d'abandonner la Nouvelle-France canadienne en 1760, Choiseul avait également dû consentir, lors du traité conclu à Paris en février 1763 à l'issue de la désastreuse guerre de Sept Ans, la perte de la rive gauche du Mississippi remise elle aussi à l'Angleterre. Près de deux siècles d'efforts et d'héroïsme étaient ruinés et Choiseul, soucieux de ne pas abandonner à l'Angleterre l'ensemble de la Louisiane, a négocié dès 1762 avec l'Espagne, le traité de Fontainebleau, par lequel la rive droite du Mississippi allait revenir, avec La Nouvelle-Orléans, à la couronne de Madrid. Ce n'est qu'en 1766 que le premier gouverneur espagnol, Antonio de Ulloa était venu prendre possession de la colonie.

Quand le roi Charles III prétendit appliquer à la Louisiane les principes du pacte colonial espagnol, interdisant le commerce direct entre La Nouvelle-Orléans et les possessions françaises des Antilles, il suscita une rébellion générale. Les délégués des fidèles rebelles qui se rendirent alors à Versailles ne furent pas reçus par le roi ni par Choiseul, peu soucieux de récupérer une colonie qu'il n'avait pas les moyens de défendre et de peupler... Qui a dit que l'État était un monstre froid ? Brisée par le général O'Reilly, général irlandais au service de l'Espagne, la révolte française valut à plusieurs de ses chefs d'être fusillés mais ces « martyrs de la Louisiane » furent assez rapidement oubliés et les gouverneurs espagnols se montrèrent ensuite éclairés dans leur gestion de la colonie.

La présence espagnole n'entamait pas le caractère français de la petite communauté européenne établie depuis moins d'un siècle près des bouches du Mississippi.

Les choses vont se précipiter à partir de 1800, au lendemain de l'établissement du Consulat. Le nouveau César qui vient de mettre un terme à dix années de troubles révolutionnaires entend alors mener une grande politique américaine. L'échec final de l'expédition d'Égypte l'a convaincu qu'il n'a pour le moment plus rien à attendre du côté de l'Orient. Il envisage alors une grande politique qui, dans le Nouveau Monde, s'appuierait sur Saint-Domingue, où il convient de briser la révolte noire et de rétablir rapidement l'ordre nécessaire, et sur une Louisiane qu'un troc satisfaisant pour les deux parties doit permettre de récupérer.

C'est ainsi qu'au mois d'octobre 1800 le traité de Mortefontaine règle les contentieux

Le Premier Consul.

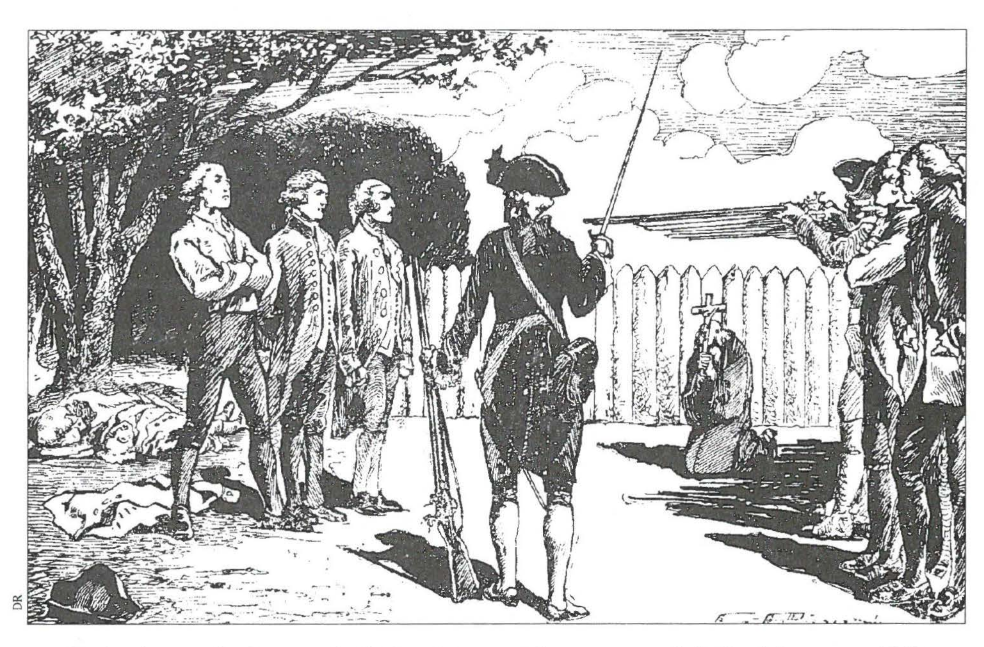
DR

navals apparus au cours des années précédentes avec les États-Unis. Au même moment, le traité de San Ildefonso prévoit la rétrocession de la Louisiane à la France. En contrepartie, un infant d'Espagne bénéficiera d'un agrandissement de son duché de Parme aux dépens de la Toscane. Le traité franco-espagnol a été conclu en secret et il est prévu que *« la République française pourra différer la prise de possession »*. Une précaution bien nécessaire tant que dure la guerre avec l'ennemi britannique car, maîtres de l'Atlantique, les Anglais pourraient aisément s'emparer de La Nouvelle-Orléans redevenue française.

Deux mois plus tard, l'expédition confiée au général Leclerc, l'époux de Pauline Bonaparte, quitte Brest pour aller mater la révolte de Saint-Domingue, première étape du retour en force des Français dans la zone des Caraïbes. On sait que cette expédition se conclura sur un échec et que Leclerc, comme bon nombre de ses hommes, sera victime de la fièvre jaune. Une deuxième expédition, dite de Flessingue, qui devait être confiée à Bernadotte, puis à Victor, ne quittera jamais les rivages européens.

Donner à l'Angleterre une puissante rivale

Le secret qui devait entourer le traité de San Ildefonso n'a pas été complètement gardé et les Anglais, puis les Américains, ont eu vent du projet de retour de la Louisiane à la France. Les Américains sont très inquiets car on ne sait alors quelles sont les limites du territoire qui doit revenir à la république consulaire ; on peut craindre que la Floride en fasse partie, ce qui interdirait pour longtemps à la jeune république des États-Unis tout espoir d'accès au golfe. Pichon, le représentant français à Washington, n'étant pas informé, Jefferson envoie donc Livingston à Paris dès novembre 1801, avec mission de sonder les autorités françaises. La conclusion, en mars 1802, de la paix d'Amiens, qui met un terme pour un peu plus d'un an à la guerre franco-anglaise, conduit tout naturellement Bonaparte à réclamer le transfert prévu par le traité de San Ildefonso d'octobre 1800. Mais, à ce moment, la reprise imminente de la guerre avec l'Angleterre paraît inéluctable. Le Premier Consul à vie sait également que Jefferson a ordonné au gouverneur de Virginie, James Monroe de rejoindre Livingston à Paris pour demander aux Français la reconnaissance aux Américains de la liberté de navigation sur le Mississippi, le maintien de leurs privilèges commerciaux et, pourquoi pas, l'achat pur et simple de La Nouvelle-Orléans.


DR

Exécution par les Espagnols de Jean Noyan et des « martyrs de la Louisiane » en 1769.

Les deux émissaires américains vont être les premiers surpris quand François Barbé-Marbois – le négociateur mandaté par Bonaparte, qui avait été diplomate aux États-Unis dans les années 1780, leur propose d'acheter toute la Louisiane. Dès le 10 avril 1803, le dimanche de Pâques, Barbé-Marbois a été convoqué à Saint-Cloud, en compagnie de Decrès, le ministre de la Marine. Le Premier Consul leur explique qu'il compte mettre la Louisiane *« ... hors d'atteinte des Anglais en la cédant aux États-Unis »* et qu'il considère que *« la colonie sera fatalement perdue en cas de guerre et qu'entre les mains de cette puissance naissante elle sera plus utile à la politique et même au commerce de la France que si je tentais de la garder... »* Barbé-Marbois approuve. Il explique que la Louisiane est indéfendable au regard de l'état des forces navales dans l'Atlantique et il ajoute également que *« si les Anglais ne s'en saisissent pas, les Américains le feront »*, ce que sait déjà Bonaparte. Dès le 11 avril, malgré les objections de Decrès, Barbé-Marbois reçoit donc l'ordre d'entamer des négociations avec Livingston, sans même attendre l'arrivée imminente de Monroe. Quand au cours des semaines suivantes Talleyrand, ministre des Affaires étrangères, et Barbé-Marbois offrent à leurs interlocuteurs américains la vente de toute la Louisiane pour quatre-vingt millions de francs, ceux-ci s'empressent d'accepter et l'accord est conclu dès le 30 avril, même si la signature définitive n'intervient que le 8 mai, en raison des délais de traduction du texte.

Arrivé le 26 mars 1803 à La Nouvelle-Orléans pour y représenter l'autorité française restaurée, le préfet de Laussat y avait été accueilli triomphalement par une population demeurée profondément attachée à la France. Dès le mois d'août, alors que le gouverneur espagnol Manuel de Salcedo ne lui avait toujours pas transmis ses pouvoirs, il apprit par le consul des États-Unis les clauses de l'accord du 30 avril.

Le 30 novembre la France reprit officiellement possession, pour vingt jours, de la Louisiane. En effet, dès le 18 décembre, les troupes du général américain Wilkinson se présentaient devant La Nouvelle-Orléans et, deux jours plus tard, la cession aux États-Unis était effective, après que Laussat eut lancé une nouvelle proclamation à ses malheureux compatriotes *« Vous devenez ainsi, Louisianais, le gage chéri de l'amitié qui ne peut manquer d'aller se fortifiant de jour en jour entre les deux républiques, et qui doit concourir si puissamment à leur commun repos et à leur commune prospérité... »* Mince consolation pour ceux qui s'étaient réjouis du retour de la France et qui allaient se voir imposer bientôt l'usage de la langue anglaise et la division du territoire entre une Louisiane proprement dite, au nord du 33e parallèle, et un État d'Orléans au sud. Situation passagère, puisque ce dernier retrouvera son nom de Louisiane en devenant, en avril 1812, le dix-huitième État de l'Union.

Dans l'idée de Napoléon, l'abandon aux États-Unis des immenses territoires conquis dans le Nouveau Monde par nos coureurs de prairie et le surcroît de puissance qu'ils allaient en retirer devait avoir pour conséquence inéluctable *« de donner à l'Angleterre une rivale maritime qui, tôt ou tard, abaissera son orgueil »*.

Ph. C.

Révélations sur un secret d'État

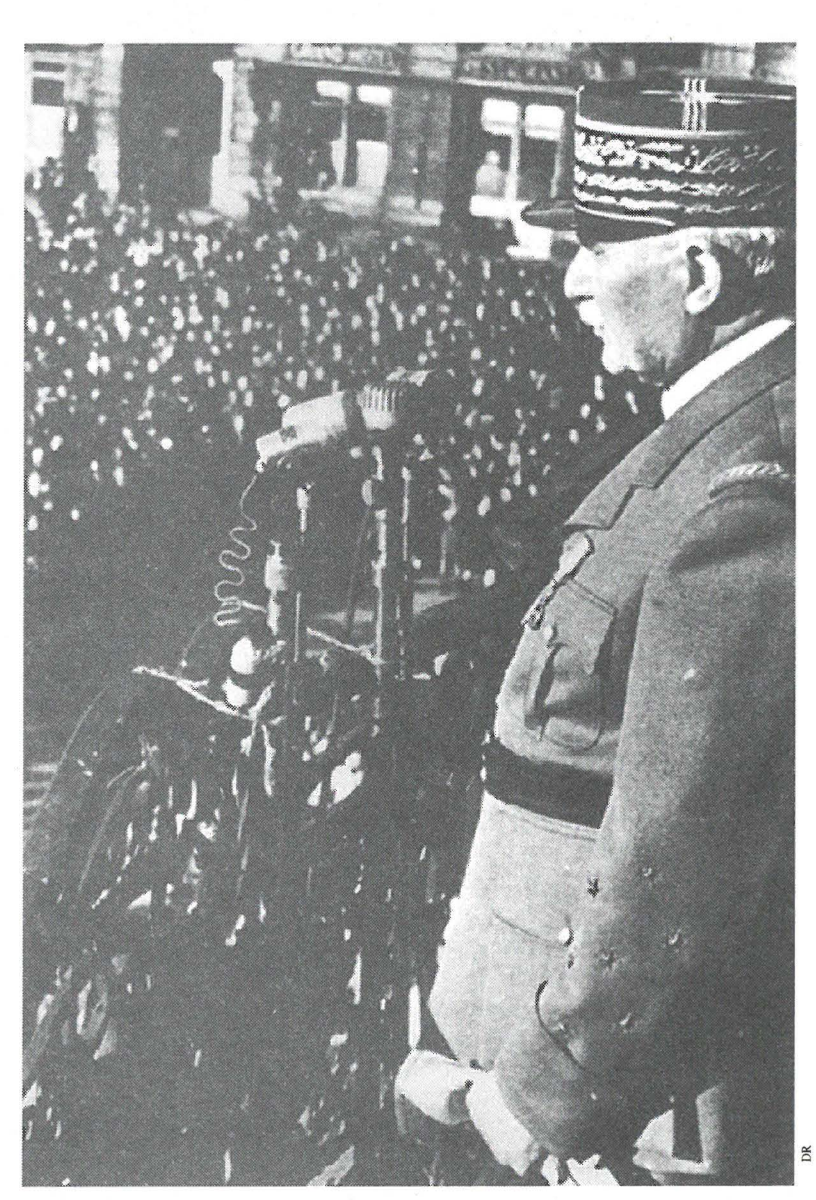
PAR HENRI BUTTIN

Survenant le 20 mars 1944 après un procès bâclé, l'exécution de Pierre Pucheu constitue l'une des étapes majeures de la guerre franco-française née de la défaite et de l'Occupation. Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Darlan, Pucheu était jeune, brillant, ambitieux et d'un patriotisme incontesté. Dès le débarquement allié en Afrique du Nord, estimant le moment venu de reprendre la lutte contre l'Allemagne, il a quitté clandestinement la France pour s'engager dans l'armée d'Afrique. Il fut le premier membre du gouvernement dit de Vichy à être jugé par ses adversaires. Le sort tragique qui lui fut réservé eut valeur de test.

Dans ses *Mémoires de guerre*, tout en justifiant a posteriori l'exécution de l'ancien ministre au nom de la raison d'État, le général de Gaulle a brossé de l'homme un portrait élogieux. Ce drame a fasciné les historiens qui ont cependant reculé devant la difficulté du sujet. C'est ce qui fait l'intérêt de la synthèse que nous publions.

Son auteur, Henri Buttin, est le fils du bâtonnier Paul Buttin qui assura la défense de Pierre Pucheu devant le tribunal militaire d'Alger en mars 1943. Nous ne partageons pas toutes ses appréciations. Mais les auteurs que nous accueillons sont libres de leurs choix, pour autant qu'ils soient honorables et que leurs travaux fassent progresser la connaissance historique. C'est le cas ici.

D. V.



DR

Jusqu'à l'été 1944, lors de ses déplacements en France, au Sud comme au Nord, le maréchal Pétain recueille les mêmes ovations populaires. Dans l'esprit du public, un accord implicite existe entre le vieux chef et le général de Gaulle, son ancien protégé. Le bouclier Pétain et le glaive de Gaulle semblent les symboles obligés d'une unité française que détruira l'épuration.



Ni le bâtonnier Paul Buttin, mon père, ni moi-même n'étions pétainistes. Non pour cause d'état d'âme quant à la légitimité du pouvoir du maréchal Pétain ; il avait hérité, démocratiquement, des élites politiques de la République qui avaient conduit la France au désastre, et il était au surplus plébiscité par l'unanimité des Français. Seulement intégrés au protectorat de la France au Maroc comme nous l'étions tous deux en 1940, Pétain était, pour nous comme pour tous les *vieux Marocains*, celui qui avait couvert en 1925 l'ignominieux limogeage du maréchal Lyautey. Au surplus, pour affronter l'avenir au lendemain du désastre, il était difficile de concevoir un répulsif plus efficace que la bouffonnerie d'une Légion des Combattants pontifiant brusquement sur le haut du pavé.

Ni le bâtonnier Paul Buttin ni moi-même n'étions gaullistes. Il y avait eu la piteuse équipée des parlementaires du Massilia, et surtout 1a caution apportée par de Gaulle à la fourberie churchillienne de Mers El-Kébir. Puis, ma démobilisation et mon retour au Maroc en août 1940 avaient mis fin à une aventure militaire qui n'autorisait aucune illusion. Elle avait débuté deux mois plus tôt parce que le président du Conseil Paul Raynaud, qui avait affirmé dès le 26 mai *« Il est inutile de se leurrer, nous sommes battus et personne n'y peut rien »* (1), avait cependant décidé de recruter ma classe début juin, en pleine débâcle, sur le conseil d'un de ses fidèles depuis plusieurs années, un certain Charles de Gaulle. Appelé sous les drapeaux à Casablanca, je m'étais retrouvé à Bordeaux quelques jours plus tard ; embarqué, à la veille de l'armistice, sur un transport de troupes réquisitionné par la marine pour gagner la Grande-Bretagne, j'avais été cloué sur place, l'équipage s'étant mutiné et, après un vote, ayant mis sac à terre. Aussi nous avions quelque raison de nous interroger sur la lucidité intellectuelle de ce jeune général qui, après avoir milité pour une utopique poursuite des hostilités en Afrique du Nord, prétendait rallier ses compatriotes aux Britanniques, dont le corps expéditionnaire avait trahi Weygand dès le 23 mai pour rembarquer au plus vite à Dunkerque.

Il y aura ensuite les attaques de De Gaulle contre des Français, à Dakar, en Syrie, à Saint-Pierre-et-Miquelon, son acharnement à développer l'imbroglio d'Alger et les divisions fomentées par ses partisans dans l'armée d'Afrique ; enfin en mars 1944 l'exécution de Pierre Pucheu, malgré les efforts du bâtonnier Paul Buttin pour lui éviter la honte de cet assassinat. Le 8 mai 1945, lieutenant pilote dans une escadrille de bombardement, je me trouvais en mission à Paris. A l'annonce de la capitulation de l'Allemagne, signée à Reims la nuit précédente, le peuple parisien inondait en foule avenues et boulevards. Mais le climat n'était plus celui d'août 1944 ; les Parisiens témoignaient de la torpeur que leur inspirait la persistance des restrictions et une épuration anarchique, neuf mois après leur libération, plus qu'ils n'exhalaient de joie pour une victoire qu'ils savaient être celle de puissances étrangères. Étaient-ils toujours pétainistes ? Étaient-ils devenus gaullistes ?

A nouveau démobilisé, j'étais ensuite embarqué dans le tourbillon d'intenses activités professionnelles et familiales, d'ailleurs perturbées quelques années


TALLANDIER

L'exode de juin 1940. Jamais la France n'avait subi aussi effroyable défaite. Tous les drames ultérieurs en procéderont, l'Occupation d'abord, avec ses cruautés, les différentes formes de collaboration et de résistance, la guerre civile enfin.

(1) *Au feu des événements*, par Paul-Louis Bret. Plon, 1959, p. 123.

LA VIE DE PIERRE PUCHEU (1899-1944)

Pierre Pucheu est né le 27 juin 1899 à Beaumont-sur-Oise dans une famille très modeste. Ses qualités propres et les sacrifices de sa famille lui permettent d'entrer à l'École normale supérieure à 19 ans. Reçu deuxième au concours, il est peu après recruté par un industriel. En 1926, le Comptoir sidérurgique (confondu à tort avec le Comité des Forges), le charge d'organiser l'exportation des aciers français. Il a 27 ans. Dans cette fonction il connaît encore le succès. Quelques années plus tard, il prend la direction de la société Japy qui est au bord de la faillite. Il en fait une entreprise florissante.

Le choc du 6 février 1934 le pousse à s'impliquer en politique. Il adhère tout d'abord aux Volontaires nationaux du colonel de La Rocque. Déçu par le personnage, il se tourne en 1936 vers le PPF que vient de former Jacques Doriot. A l'époque, il est déjà en relation avec un groupe de jeunes chefs d'entreprises et d'intellectuels que réunit Gabriel Le Roy Ladurie, directeur de la banque Worms, pour la plupart adhérents aussi au PPF. A la suite de la crise de Munich, toute cette équipe abandonne Doriot, dont elle désapprouve le pacifisme.

Mobilisé en 1939 comme officier de réserve, il constate avec colère le délabrement de l'armée. Dès le lendemain de la défaite, il adhère moralement au programme de révolution nationale du maréchal Pétain. En février 1941, avec plusieurs membres du cercle réuni par Gabriel Le Roy Ladurie, il entre dans le nouveau gouvernement formé par l'amiral Darlan.

Tout d'abord secrétaire d'État à la Production industrielle, il accepte le portefeuille de secrétaire d'État à l'Intérieur que lui offre l'amiral le 18 juillet. Il sera promu ministre le 11 août. Aux yeux de l'historien Robert Aron, qui fut aussi un témoin, Pierre Pucheu se révèle alors *« l'homme d'État le plus énergique depuis Mandel »*.

Pucheu s'applique d'abord à reprendre en main et à soutenir face aux occupants les préfets de zone occupée que ses prédécesseurs avaient délaissés. Tambour battant, il met en œuvre la réforme de la police décrétée au mois d'avril précédent et qui subsistera après la Libération.

Dans la position exposée qui est la sienne, Pucheu se trouve rapidement confronté au problème des attentats et des représailles. Le 21 août 1941, à Paris, au métro Barbès, en application des consignes du Komintern, l'Organisation spéciale communiste abat un officier auxiliaire de la Kriegsmarine choisi au hasard (1).

Devant la menace du commandant en chef allemand (MBH) annonçant l'exécution de cinquante otages si les auteurs de l'attentat ne se livrent pas, Pucheu négocie pied à pied obtenant que soient épargnés les otages. Cependant, sous la pression des occupants, le gouvernement constitue un tribunal d'exception, la « section spéciale », qui prononcera six condamnations à mort suivies d'exécutions de communistes (2).

A la suite de plusieurs autres attentats et de l'assassinat, le 20 octobre 1941, à Nantes, du commandant allemand de la place, Pucheu négocie une nouvelle fois. Berlin ayant exigé l'exécution de cent otages si les auteurs de l'attentat ne se livraient pas, Pucheu parvient à réduire de moitié ces exigences. Mais, contrairement aux accusations constamment portées contre lui par le PCF, il n'est pour rien dans la désignation des cinquante malheureux qui seront fusillés. Elle est faite par les Allemands eux-mêmes sur une liste de détenus en partie communistes des camps d'internement. Liste établie par la Kommandantur de Châteaubriant. Mais cela, on le saura plus tard (3).

Contrairement à d'autres membres du gouvernement, Pucheu n'a aucune sympathie de principe pour les Allemands. Son soutien initial à la Collaboration est purement conjoncturel. Dès juin 1941, lors de l'affaire des Protocoles de Paris qui prévoient la mise à disposition des bases de Bizerte et de Dakar, il intervient auprès du maréchal Pétain afin que soient rejetés ces accords. Comme ministre de l'Intérieur, Pucheu ne se montre pas un adversaire systématique des résistants, sauf communistes, s'efforçant même d'établir le dialogue. Il fait ainsi relâcher plusieurs membres du mouvement Combat arrêtés par la police française. Par des contacts directs avec le colonel Groussard puis avec Henri Frenay, chef de Combat, qu'il rencontre deux fois, le 28 janvier et le 6 février 1942, il s'efforce vainement de trouver un terrain d'entente dans l'espoir d'éviter l'enchaînement de la guerre civile.

Revenant au pouvoir en avril 1942, Laval écarte Pucheu dont il se méfie. En compensation, il lui offre l'ambassade de Berne puis la lui retire. Convaincu désormais de la nécessité de rompre avec la Collaboration, Pucheu remet en octobre 1942 un mémoire au maréchal Pétain et à l'amiral Darlan, recommandant un renversement des alliances et la rentrée en guerre de la France aux côtés des Anglo-Américains en Afrique du Nord.

Le 16 octobre 1942, il rencontre secrètement à Lyon le général Giraud qu'il a connu avant la guerre, afin de lui offrir son concours.

L'annonce du débarquement allié en Afrique du Nord, convainc Pucheu de s'engager dans l'armée d'Afrique. Il passe clandestinement en Espagne le 15 décembre 1942, ce qui lui vaut de connaître les geôles franquistes. Dans une lettre datée du 15 février 1943, le général Giraud lui accorde un sauf-conduit et l'assurance qu'il pourra servir sur le front de Tunisie en tant que capitaine de réserve. Arrivé à Casablanca le 6 mai, il est bientôt arrêté par la Sûreté et transféré en résidence surveillée dans le Sud.

L'événement est capital. Le sort que l'on va réserver à cet ancien ministre, volontaire pour combattre l'Allemagne, annoncera ce que veulent les chefs de la France combattante. Ils peuvent choisir la réconciliation nationale, dont le geste de Pucheu est le symbole, ou la refuser, affichant de ce fait une volonté de guerre civile.

Le 30 mai 1943, le général de Gaulle a pris pied à Alger, engageant la manœuvre qui lui permettra d'évincer Giraud et de s'emparer de la totalité du pouvoir. Le 3 septembre, il fait adopter par le CFLN (Comité français de libération nationale) une loi déférant à la justice tous les ministres et hauts-fonctionnaires de Vichy. Les gaullistes d'Alger et les députés communistes, miraculeusement lavés de la trahison de 39-40, réclament la tête de Pucheu. En janvier 1944, François de Menthon, commissaire à la Justice, ordonne d'ouvrir une instruction contre l'ancien ministre qui est transféré à la prison d'Alger.

Le procès s'ouvre le 4 mars 1944 devant un tribunal militaire spécial. Jugé en violation des règles de droit, Pucheu est condamné à mort malgré la force de ses réfutations et les solides arguments de ses défenseurs. En dépit du souhait exprimé par le tribunal, le général de Gaulle refuse la grâce, invoquant la *« raison d'État »*. Pierre Pucheu est fusillé le 20 mars 1944, montrant une grande fermeté devant la mort.

DOMINIQUE VENNER

(1) Pour en savoir plus : *Histoire critique de la Résistance*. Pygmalion, Paris, 1995, p. 215-217, 223-227.

(2) Sur la question de la Section spéciale, on se reportera aux *Mémoires*, de Joseph Barthélémy. Éditions Gérard Watelet/Pygmalion, Paris, 1989, p. 244 et s., p. 574 à 603.

(3) Sur l'affaire de Châteaubriant, on peut consulter Henri Amouroux, *Le Peuple réveillé*, tome 4 de *La Grande histoire des Français sous l'Occupation*. Robert Laffont, Paris, 1979, p. 368-372.



plus tard par le piteux abandon par Paris du protectorat de la France au Maroc suivi des difficultés d'une reconversion en métropole. C'est cinquante ans plus tard seulement, que, libéré de toutes obligations, je me suis mis en quête de chercher à comprendre la tragédie Pucheu. S'étant déroulée en Afrique du Nord, et mon père y ayant été intimement mêlé pour avoir assuré la défense de l'ancien ministre de l'Intérieur du maréchal Pétain, elle m'intriguait depuis longtemps. C'est alors que me sont apparues son ampleur et sa signification, dans un contexte qui comporta également deux autres tragédies, celle de Darlan et celle de Giraud : une trilogie nord-africaine.

Ces quelques pages sont un bref résumé synthétique de plusieurs années de recherches.

Ministre dans le gouvernement Darlan en février 1941

« La France a perdu une bataille, mais la France n'a pas perdu la guerre », constitue depuis plus d'un demi-siècle un postulat impératif pour toute lecture de l'histoire des Français à partir de juin 1940. A l'aube du XXIe siècle, les temps ne sont-ils pas venus d'en examiner la validité ?

La gloire que Charles de Gaulle sut se forger en descendant les Champs-Élysées un jour d'août 1944, ne reposait-elle pas, en effet, davantage sur le réalisme de drames bien français, que sur le romantisme d'une formule qu'il n'avait d'ailleurs jamais prononcée mais empruntée à un ministre britannique ? (2)

Le rappel de quelques faits mérite du moins de retenir l'attention à ce sujet.

Lorsque le 23 février 1941, constituant un nouveau gouvernement pour le maréchal Pétain, l'amiral Darlan fait appel à Pierre Pucheu comme secrétaire d'État à la Production industrielle, ce jeune quadragénaire, fils d'un petit artisan et ancien de l'École normale supérieure, est un chef d'entreprise qui a déjà réalisé une brillante carrière dans l'industrie. Au soir du 6 février 1934, il avait cru de son devoir de s'intéresser aussi à la chose publique ; il s'était engagé dans les Volontaires nationaux du colonel de La Rocque, mais, en désaccord sur la question sociale il avait, peu après, rompu avec ce dernier. En 1936, à la constitution du Front populaire, il avait rejoint les rangs du Parti populaire français de Jacques Doriot, et contribué à lui apporter un soutien financier du patronat ; mais dès 1938, il avait également rompu parce que celui-ci acceptait aussi des subsides de Mussolini. Depuis, Pucheu n'a plus d'attache politique avec quelque parti que ce soit ; il demeure cependant convaincu de la perversité du Parti communiste français pour sa philosophie et pour son inféodation à Moscou.

Le 17 juillet 1941 Darlan lui confie la responsabilité de l'Intérieur, toujours comme secrétaire d'État. Le 11 août, il devient ministre de l'Intérieur. Dans ces nouvelles charges, Pucheu va confirmer ses talents de *manager*, ceux d'un efficace administrateur d'entreprises privées, mais sans cette expérience des jeux politiques que le secteur public permet d'acquérir. Elle va lui faire défaut, car il a accepté l'Intérieur au moment d'une


TALLANDIER

Pierre Pucheu, ministre de l'Intérieur d'août 1941 à avril 1942. Dans ces fonctions périlleuses, il ne doute pas de servir son pays au mieux de ses moyens.

(2) La phrase célèbre ne figurait pas dans l'appel du 18 juin 1940. C'est une citation présentée anonymement en exergue d'une affiche que de Gaulle faisait placarder sur les murs de Londres en juillet ; elle est empruntée à Duff Cooper, ministre de l'Information de Churchill. Une confusion, non-innocente, allait ensuite être entretenue entre l'appel et l'affiche.

grave crise. L'entrée de la Wehrmacht en URSS, le 21 juin, vient, en effet, de se traduire par un nouveau et brusque retournement du Parti communiste français. Fidèle disciple du Komintern, sur ordre de Moscou, celui-ci engage ses militants dans des attentats contre les troupes allemandes, alors qu'il avait contribué à assurer leur présence sur le territoire français en discréditant l'armée française depuis qu'il s'est constitué en 1920, puis en soutenant depuis septembre 1939 les buts du pacte Molotov-Ribbentrop. Son nouvel objectif est de conduire les autorités d'occupation à renforcer leurs effectifs en France, dans l'espoir de soulager l'Armée rouge qui s'écroule sous les coups de la Wehrmacht. Ces attentats sont effectués avec le concours d'anciens des Brigades internationales de la guerre d'Espagne, sans aucun lien avec les mouvements de la Résistance française, qui n'y sont pas favorables. Sur les ondes de la BBC, de Gaulle va demander, en vain, que cette tactique soit abandonnée. A Vichy le ministre de l'Intérieur, avec tout le gouvernement, s'efforce de conserver le contrôle du maintien de l'ordre, mais il est rapidement débordé. C'est un échec, et il ne peut éviter que les autorités d'occupation exercent les représailles exigées par Hitler. Elles sont la cause d'une vive tension avec les autorités allemandes.

Et simultanément, en novembre 1941, les Allemands imposent à Vichy le rappel du général Weygand. Depuis plus d'un an, celui-ci veille à l'indépendance de l'Afrique française et à la reconstitution de son armée. Berlin ne supporte plus les rapports qu'il entretient à Alger avec le représentant personnel du président F. D. Roosevelt, Robert Murphy, avec qui il avait signé, en février 1941, un accord pour le ravitaillement des populations locales. Roosevelt, il est vrai, avait déjà confié à Murphy la préparation *in situ* d'un débarquement américain en Afrique du Nord plus d'un an avant que les États-Unis ne soient engagés dans la guerre, alors que pour Hitler la Méditerranée n'était pas un secteur stratégique prioritaire. Pour regonfler le moral de populations perturbées par le brusque départ de Weygand, le gouvernement confie au département de l'Intérieur la charge d'un voyage ministériel en Afrique du Nord. Du 22 février au 8 mars 1942, Pucheu sillonne l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. A Casablanca, au cours d'un aparté il déclare au commandant de la division, le général Béthouart : *« En cas de tentative de mainmise allemande, je pense qu'il se trouvera au Maroc un général qui donnera le signal de la dissidence »* (3). A Paris, l'écho de ce voyage triomphal est peu apprécié des autorités d'occupation, ce qui contribue à augmenter la tension dans leurs rapports avec le gouvernement français.

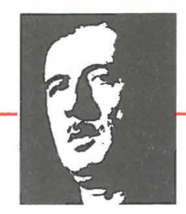
Le 15 mars 1942, un discours d'Hitler comporte une violente diatribe contre Vichy qui veut faire du procès de Riom celui des responsables de la défaite, tandis que le Führer attendait celui des responsables de la déclaration de la guerre. Le gouvernement Darlan n'est plus, lui non plus, supportable pour Berlin. Sous la pression de l'ambassade d'Allemagne, Pétain doit, le 18 avril 1942, rappeler Pierre Laval, qui constitue un nouveau gouvernement. Il désigne Pucheu comme ambassadeur à Berne, et obtient pour lui l'accréditation helvétique ; mais Laval doit rapidement annuler cette décision en l'état des jugements sévères sur le nouveau gouvernement proférés par Pucheu devant des préfets. Fin avril 1942, Pucheu cesse d'occuper quelque responsabilité politique que ce soit. Darlan ne participe plus au gouvernement, mais il demeure le chef de toutes les forces françaises, armée, marine et aviation.

L'année 1942 est celle de tous les changements dans la guerre. Pucheu presse le Maréchal de changer de politique et de reprendre la lutte.

Pucheu a cependant trop investi dans les affaires publiques pour s'en désintéresser. Or la victoire des États-Unis sur les Japonais à Midway, la nouvelle attaque de la Wehrmacht dans les plaines russes sans succès significatif, l'enlisement de l'Afrika Korps en Cyrénaïque, sont, à la fin de l'été 1942, des signes précurseurs d'un renversement des arbitrages des dieux jusque-là favorables à Hitler. Et déjà, en Afrique du Nord, Jacques Lemaigre-Dubreuil (4), bientôt assisté au Maroc par Béthouart, apporte à Murphy le concours d'une résistance non gaulliste. En octobre, Pucheu se rend à Vichy pour présenter à Pétain et à Darlan un rapport proposant une révision de la politique du gouvernement vis-à-vis de l'Allemagne ; il trouve auprès de l'un comme de l'autre un accueil bienveillant, mais néanmoins condescendant.

Depuis juin 1940, pour Darlan comme pour Pétain, le sort de la guerre sera tranché, un jour, comme en 1918 par Washington ; tous deux sont confortés dans cette idée depuis décembre 1941 lorsque, après Pearl Harbor, l'Allemagne a déclaré la guerre aux États-Unis. Mais dans combien d'années les *boys* pourront-ils à nouveau débarquer ? En attendant, Vichy manœuvre pour libérer de nombreux prisonniers et pour aider les Français à survivre. Contrairement à quelques intellectuels, ni Pétain ni Darlan n'ont de sympathie pour ceux qui demeurent pour eux les *boches*, et encore moins pour les nazis ; leurs paroles et les écrits de cette époque, qui seront plus tard retenus à leur encontre, ne sont que le reflet d'une tactique périodiquement adaptée à l'évolution de l'équilibre des forces au plan international. L'exemple le plus caractéristique est celui des Protocoles de Paris, que Pucheu contribue à faire saborder par Darlan lui-même, quand il acquiert la certitude de l'entrée de la Werhmacht en Russie.

Lorsque, en octobre 1942, Pucheu leur présente son rapport, sa suggestion est, pour Pétain comme pour Darlan, prématurée. Ils demeurent convaincus de ce qu'il faudra encore de longs délais avant que les États-Unis ne soient prêts à intervenir. Darlan n'ignore pas, par ses officiers bloqués aux Antilles, leur gigantesque effort de guerre. Il n'ignore pas non plus la mission de Murphy à Alger ; dès le 16 février 1942, il a fait prendre contact avec lui par son fils Alain, en compagnie de l'amiral Fenard. Mais avec l'expérience d'un professionnel qui a consacré une vingtaine d'années de sa vie à la création de la plus puissante marine française depuis celle de Louis XVI, il juge impossible que les États-Unis soient déjà en mesure d'engager à travers



l'Atlantique des forces armées dont ils ne disposaient pas encore en 1940.

Le 16 octobre 1942, Pucheu rencontre ensuite, secrètement à Lyon, le général Giraud. Après son évasion spectaculaire de la forteresse de Königsten, ce dernier est arrivé en zone non occupée en avril. Les deux hommes se connaissaient avant la guerre, et partageaient la même inquiétude face aux menées antimilitaristes des communistes. Lors de cette nouvelle rencontre, Giraud est déjà en rapport avec Murphy par Lemaigre-Dubreuil. Et Washington, après avoir en vain tenté d'obtenir le concours de Weygand, compte sur Giraud pour rallier aux côtés des Alliés les forces de l'Afrique française ; mais celui-ci ignore encore le calendrier du projet américain. Giraud confie donc simplement à Pucheu qu'il se prépare à reprendre la lutte contre l'Allemagne. Pucheu lui offre son assistance. Giraud en accepte le principe, mais l'ancien ministre doit rentrer à Paris. Les deux hommes conviennent de se retrouver trois semaines plus tard.



TALLANDIER

DR

Délégué général du gouvernement en Afrique du Nord, le général Weygand y prépare activement la future reprise de la guerre contre l'Allemagne par le renforcement de l'armée d'Afrique. Il favorise largement l'action de Robert Murphy (médaillon), représentant des États-Unis, qui sera l'artisan efficace du débarquement de novembre 1942.

L'imbroglio du débarquement anglo-américain de novembre 1942

Le 8 novembre, Pucheu est à peine de retour en zone Sud lorsque les Américains commencent à débarquer en Afrique du Nord. Et Giraud a disparu. En fait, mais Pucheu l'ignore, il a été avisé début novembre seulement de la date et du lieu du débarquement. Il en a d'ailleurs été surpris, car il ne l'attendait pas avant le printemps 1943, et dans le Sud de la France. Il a cependant confirmé son acceptation d'apporter son concours à cette opération et il a quitté la France clandestinement à bord d'un sous-marin britannique. Il a gagné Gibraltar, où il a rejoint le général Eisenhower, commandant en chef du corps expéditionnaire américain. Mais là, nouvelle confusion sur son rôle dans l'opération en cours. Et lorsque le général arrivera à Alger, Darlan, présent au moment du débarquement, y sera déjà engagé dans des négociations avec les Américains.

Au printemps 1942, Darlan a, en effet, fait prendre à nouveau contact avec Murphy, toujours par son fils Alain et par Fenard ; il sait, depuis, que les États-Unis préparent une intervention. Mais, sur instructions de Washington, Murphy est demeuré vague et imprécis. Début octobre, Darlan a appris que d'importants convois américains s'organisaient sur l'Atlantique, alors que, de Lisbonne, Salazar prévenait Pétain d'une prochaine intervention américaine. Alain Darlan a alors été chargé de rencontrer Murphy une troisième fois pour son père, mais il est tombé malade. Cependant, sur une information rapportée d'Alger par un officier des services secrets, Darlan a fait prendre à ce dernier contact avec Murphy. Cette rencontre a eu lieu en présence de plusieurs des membres du groupe de Lemaigre-Dubreuil. Mais si Murphy a confirmé qu'un projet de débarquement est en cours, il est demeuré toujours aussi imprécis sur son ampleur et son calendrier.

Du 20 au 29 octobre, Darlan est parti en inspection à Dakar, au Maroc et à Alger, avec pour objet la réaction qu'appellerait une action américaine. Mais aucun indice ne lui permet de chan-

---

(3) *Cinq années d'espérance*, par le général Béthouart. Plon, 1968, p. 166. Béthouart est un des rares officiers français ayant obtenu en 1940, à Narvik, un succès contre les Allemands. Replié sur la Grande-Bretagne après l'armistice, il a refusé de suivre de Gaulle dans sa dissidence, bien que tous deux soient de la même promotion de Saint-Cyr. Il est rentré au Maroc avec sa division. Sur son témoignage, à Alger en mars 1944 au procès Pucheu, idem p. 226.

(4) Lemaigre-Dubreuil est un industriel français ex-cagoulard et doté de l'âme d'un conspirateur florentin. Ses affaires lui permettent de circuler librement entre la France et l'Afrique française. A Alger, où il est en rapport avec Murphy, il est assisté par un commissaire de police lié aux services secrets français, et par quelques personnalités ralliées à l'idée d'une reprise des hostilités sous les ordres de Giraud, dont le commandant de la division d'Alger et le commissaire des Chantiers de jeunesse pour l'Afrique du Nord. A Casablanca il l'est par le général Béthouart et par quelques officiers et contrôleurs civils. Mais aucun gaulliste ne participe aux activités clandestines de ces deux équipes.

ger d'opinion : il est demeuré persuadé de ce que les États-Unis ne sont pas encore en mesure d'effectuer avec succès une opération stratégique d'envergure à travers l'Atlantique, d'autant que quelques semaines plus tôt la première tentative de débarquement britannique, depuis leur retrait via Dunkerque en mai 1940, s'est traduite, à Dieppe, par un cuisant échec (5). Or une compromission française avec une opération américaine, qui pour Darlan ne pourrait également être qu'un échec, provoquerait immédiatement une occupation de toute l'Afrique française par Hitler. Aussi Darlan ne voit-il guère d'autre solution que de résister à une aventure américaine prématurée.

Début novembre les convois américains voguaient déjà sur l'Atlantique, lorsque Murphy a prévenu Lemaigre-Dubreuil pour qu'il puisse déclencher le départ de Giraud de Lyon. Avisé de son côté de la mise en route, apparemment vers Malte, d'un important convoi américain rassemblé à Gibraltar, Darlan s'est envolé lui-même le 5 novembre pour Alger, au prétexte de la maladie de son fils (6). Lorsqu'il y est réveillé dans la nuit du 7 au 8 par l'annonce d'un débarquement américain, il n'en est pas vraiment surpris. Mais en l'état de ses informations et pour maintenir l'Afrique du Nord en dehors d'une intervention allemande, il ne peut que confirmer l'ordre de résister. D'autant qu'alors, s'il n'ignore pas l'existence d'autres convois sur l'Atlantique, ceux-ci lui ont été signalés sur des routes très au sud, laissant supposer qu'ils pouvaient se diriger sur Dakar. Aucune information, par contre, n'a pu laisser supposer que tous ces convois allaient participer à une opération combinée sur l'Afrique du Nord. Aussi sa surprise est-elle totale lorsqu'une seconde force américaine se présente sur les côtes marocaines dans la matinée du 8 novembre. Elle est d'ailleurs en retard sur son horaire, ce qui a contribué à l'échec de la tentative de Béthouart pour rallier aux Américains le général Noguès et l'amiral Michelier.

Comme Darlan, ni d'ailleurs Lemaigre-Dubreuil et son équipe, n'a encore la moindre information fiable sur l'ampleur de l'intervention américaine, il va falloir trois jours, dans un climat de tragi-comédie en plusieurs tableaux, pour que, à Alger, Darlan, assisté de Juin (7), puisse y voir clair avec Murphy, arrêter des combats fratricides et convenir d'un accord avec les Américains. Il obtiendra ensuite le ralliement de Boisson, gouverneur général à Dakar.

Une inflation littéraire à la française, a depuis, surenchéri sur le thème des messages alors échangés entre Alger et Vichy, comme sur le rôle des quelques conjurés français qui préparaient avec Murphy le débarquement. Avec les deux tiers de la France occupée, et une Wehrmacht prête à envahir le troisième tiers, Pétain, guère plus au courant que Darlan de l'ampleur de l'opération américaine, n'a pu que confirmer lui aussi l'ordre de résister. La réalité des messages secrets assurant à Darlan de ce que Pétain lui conservait toute sa confiance n'est pas contestable. Mais toutes les déclarations, les gesticulations à Vichy comme les interventions des résistants français ralliés au groupe de Lemaigre-Dubreuil à Alger et au Maroc, n'ont alors constitué qu'une figuration secondaire. Seul l'équilibre des forces en présence a décidé de l'issue de l'opération.

Pour Churchill et de Gaulle, l'obstacle Darlan doit disparaître

Tout le drame des funestes, et meurtriers, contretemps lors de cette première entreprise américaine pour délivrer l'Europe a tenu à trois causes. La première a été le secret imposé par Washington à Murphy, les états-majors américains redoutant des fuites, autant des Français de Londres que de ceux de Vichy. De Gaulle, à cet égard, porte une incontestable responsabilité en raison de l'option délibérément politique contre Vichy, et non stratégique contre l'Allemagne, qu'il a adoptée depuis 1940 (8). Cette option a jeté un trouble dans l'esprit des gouvernements étrangers sur l'identité de la nation française. Par ailleurs, la répétition incessante de ses attaques contre ses compatriotes a entamé la confiance qui pouvait être accordée aux Français des deux camps. La seconde cause de ces journées dramatiques a été l'erreur d'appréciation de Darlan sur la capacité des États-Unis à forger en un temps record un outil militaire efficace. Et la troisième a encore été l'option politique de De Gaulle, et sa véhémence pour l'imposer, qui ont développé un climat de méfiance entre Français. Il a contribué aux désordres d'Alger, par le secret dont, individuellement, généraux et amiraux français ont été conduits à entourer leurs plans dans l'ignorance des sympathies respectives des uns et des autres pour une éventuelle dissidence. Le cas le plus typique est celui du général Mast, commandant la division d'Alger et choisi par Giraud pour le représenter à Alger, qui n'hésite pas à tromper délibérément Darlan.

Mais, vingt-huit mois après l'armistice de 1940, c'est bien Darlan, et non de Gaulle, qui a rétabli l'Afrique française aux côtés des Alliés contre les forces de l'Axe, justifiant la politique de Pétain qui avait protégé ces territoires d'une occupation allemande. Et son concours personnel au succès de l'entreprise américaine est une contribution essentielle à la cause des Alliés. L'Armée rouge est alors, en effet, tellement étrillée par la Wehrmacht, que Staline est sur le point de négocier un nouvel accord avec Berlin. C'est l'ouverture de l'amorce d'un second front à l'ouest qui dope le moral des Soviétiques, et va les conduire à l'héroïque défense de Stalingrad où Hitler connaîtra sa première grande défaite trois mois plus tard.

La solution intervenue à Alger entre Darlan et les Américains, avec le plein accord d'Eisenhower, satisfait Roosevelt ; il n'a d'ailleurs jamais éprouvé de rancœur envers Vichy, tandis qu'il méprise de Gaulle. Mais la solution Darlan va rencontrer deux adversaires irréductibles. Le premier sera Churchill. Celui-ci avait obtenu, par discipline, l'exécution de Mers El-Kébir, mais, pour ses amiraux, ce massacre de frères d'armes qui ne pouvaient pas se défendre avait été déshonorant (9) ; Churchill ne peut plus accepter Darlan comme partenaire, sous peine de se discréditer auprès de la Navy. L'autre adversaire sera de Gaulle. Son avenir politique serait définitivement compromis si Darlan demeurait l'autorité politique contrôlant une armée d'Afrique en guerre contre l'Axe.

En effet, devenu le chef de l'armée d'Afrique, Giraud prend en charge la défense de la Tunisie, où débarquent des éléments de la Wehrmacht venant au





TALLANDIER

DR

Alger, 2 décembre 1942. L'amiral Darlan et le général Eisenhower. e dernier écrivait à Washington : « Le nom du maréchal Pétain ›présente quelque chose de surnaturel. Les chefs militaires et avals admettent qu'un seul homme a le droit de représenter étain, et cet homme, c'est Darlan ! »

En médaillon, Fernand Bonnier de La Chapelle (1922-1942), assassin de l'amiral Darlan. Il fut l'instrument d'une machination politique qui le dépassait.

secours de l'Afrika Korps harcelé par les Britanniques. Et avec Juin, les divisions de cette armée reconstituée par Weygand et ne disposant encore que des moyens sauvés du désastre de 1940, vont réaliser des prodiges sur la dorsale tunisienne pour protéger l'Algérie des divisions allemandes. En mai 1943 elles achèveront, avec l'arrivée de l'armée britannique du général Montgomery et des unités blindées américaines, le premier succès significatif de forces françaises depuis juin 1940.

Cependant, le 11 novembre 1942, la Wehrmacht a occupé le dernier tiers de la France, qui ne comporte plus de zone libre. Et dans la nuit du 11 au 12 novembre, Pucheu s'en est évadé à travers les Pyrénées. Le 18 novembre, réfugié clandestin à Barcelone, il cherche une assistance consulaire britannique pour gagner l'Afrique du Nord ; elle lui est refusée sur instructions spécifiques de Londres. Churchill redoute de voir arriver à Alger, auprès de Darlan, toujours chef suprême de la flotte française, son ancien ministre de l'Intérieur. Et comme il ne peut risquer de se trouver face à face avec Darlan à cause de Mers El-Kébir, l'élimination de l'amiral devient une nécessité.

A Alger, Darlan est sans illusion ; il tente bien de faire venir la flotte de Toulon, ce qui aurait pu rétablir son prestige auprès des Britanniques, mais l'amiral Laborde, qui n'a jamais accepté sa tutelle, s'y refuse, et va attendre l'arrivée des Allemands pour en ordonner le sabordage. Darlan avait bien, dès octobre, fait prendre les dispositions nécessaires pour que la flotte puisse être accueillie à Mers El-Kébir, et aussi pour remplacer Laborde à Toulon (10). Mais son erreur de pronostic sur la capacité

---

(5) La tentative de débarquement à Dieppe n'a été qu'une opération de diversion pour tromper les Allemands ; mais Darlan l'ignore, et comme elle a coûté 3 000 hommes aux Alliés elle a été considérée comme très sérieuse.

(6) Alain Darlan était déjà malade le 29 octobre lorsque Darlan est rentré à Vichy, laissant sa femme auprès de son fils. L'aggravation de son état de santé est invoqué par Fenard, chez qui se trouvent Alain et sa mère, pour faire revenir Darlan, mais ce n'est qu'un prétexte diplomatique. Darlan revient non avec des médecins mais avec ses proches collaborateurs et des dossiers secrets ; et le 7 l'état de santé d'Alain est déjà bien meilleur.

(7) Juin avait été en captivité comme Giraud, mais, à la demande de Weygand, Darlan avait obtenu sa libération et il avait été affecté à Alger. Au rappel de Weygand il a pris sa succession à la tête de l'armée d'Afrique. Au moment du débarquement américain il apporte à Darlan un précieux concours, mais dans un contexte personnel très délicat, car, comme tout officier prisonnier et libéré, il est engagé, dans le cadre des conventions de Genève, à ne pas reprendre les armes contre l'Allemagne.

(8) Depuis le début de sa dissidence, les énergies de De Gaulle ont été consacrées : à l'opération ratée de Dakar ; à l'occupation de l'Afrique équatoriale française, dépourvue de moyens de défense ; aux combats fratricides de Syrie, engagés contre l'avis des généraux Leclerc et de Larminat ; enfin à l'occupation *manu militari* de Saint-Pierre-et-Miquelon au lendemain de Pearl Harbor. Ces opérations ont toutes été dirigées contre Vichy et non contre les forces de l'Axe.

(9) Les réactions défavorables à Churchill après Mers El-Kébir ont été telles qu'il a dû prendre des sanctions contre l'amiral North, commandant en chef de la Navy pour l'Atlantique. North ne sera réhabilité que longtemps après la fin de la guerre.

(10) Laborde devait être remplacé le 15 novembre ; c'est le débarquement américain qui prolonge son commandement.

des Américains est pour lui fatale ; ils l'ont pris de court en débarquant six mois plus tôt qu'ils ne le croyait possible, et avant que ses plans pour s'engager avec eux aient pu être mis en œuvre.

Le 15 décembre, toujours réfugié clandestin, Pucheu arrive à Madrid. Avant même de pouvoir y faire régulariser sa situation, il apprend le 24 décembre l'assassinat de Darlan à Alger, puis, dans la foulée, la désignation de Giraud comme commandant en chef civil et militaire pour l'Afrique française.

Darlan a été victime d'un chapelet de complots imbriqués les uns dans les autres : celui de certains conjurés d'Alger déçus par l'habileté de l'amiral, celui d'une camarilla de royalistes, avec la participation du comte de Paris, celui des agents secrets de Londres et celui des agents de la France libre, tous galvanisés par la bénédiction d'un prêtre spécialiste en coups de Jarnac des services secrets (11). Tous sont plus ou moins complices. Cependant le crime ne va profiter qu'à deux hommes : Churchill et de Gaulle.

Ni Pucheu ni Giraud n'avaient compris, en 1940, la signification de Mers El-Kébir (12). Ils ne peuvent, ni l'un ni l'autre, comprendre les méandres des complots qui viennent d'éliminer Darlan. Et ni Pucheu à Madrid ni Giraud à Alger ne réalisent que la séquence des événements dont ils vont être tous deux victimes est déjà inscrite dans cet assassinat.

De Madrid, Pucheu s'adresse par lettres à Giraud pour être autorisé à entrer en Afrique du Nord en vue d'y reprendre dans l'armée la place de capitaine de réserve qui avait été la sienne à Metz sous ses ordres, en 1938, lors de la première mobilisation, puis à nouveau en 1939 lors de la mobilisation générale. Mais Giraud doit affronter un imbroglio auquel il n'est pas préparé. Avec l'armée d'Afrique il tient, face aux Allemands, la frontière algéro-tunisienne, mais à Alger il ne maîtrise pas la situation politique. Il ne répond qu'à la troisième lettre de Pucheu, en lui faisant parvenir une lettre sauf-conduit datée du 15 février. Elle donne satisfaction à Pucheu, et lui précise qu'il sera transféré d'Espagne en Afrique du Nord à la diligence du colonel Malaise, le représentant diplomatique officieux d'Alger à Madrid (13).

Le 30 avril, Malaise remet à Pucheu un titre de transport lui enjoignant de s'intégrer à un convoi organisé par la Croix-Rouge pour conduire en Afrique du Nord, via le Portugal, plusieurs centaines d'évadés de France, tous réfugiés clandestins en Espagne. Ils embarquent le lendemain à Setubal. Le 6 mai, le convoi est à Casablanca. Pucheu, pris en charge par la sécurité militaire, est le 10 à Rabat où il reçoit une affectation comme capitaine dans un nouveau régiment en formation. Le 12 mai, Pucheu est en cours d'équipement personnel, lorsque, sur un ordre d'Alger, il est arrêté par le directeur de la Sûreté du protectorat, transféré en avion dans le Sud marocain et placé en résidence surveillée à Ksar Es-Souk.

Pucheu tombe dans le piège tendu au Maroc

L'ordre d'Alger émane du général Giraud, qui l'a signé sur le conseil de son secrétaire général, Maurice Couve de Murville, lui-même arrivé de Vichy à Alger depuis seulement deux mois et désigné à ce poste sur la recommandation de Jean Monnet, arrivé pour sa part de Washington en février 1943 comme conseiller envoyé par Roosevelt auprès de Giraud. En fait, sans le réaliser, Pucheu est tombé dans un guet-apens. Le piège a été organisé avec le concours de Malaise à Madrid, ce que celui-ci va, lui-même, affirmer à Sir Samuel Hoare, ambassadeur de Grande-Bretagne auprès de Franco. Mais le promoteur en a-t-il été Couve de Murville à Alger ou Malaise à Madrid ?

Une imprudence de Pucheu a pu, d'ailleurs, être à l'origine de ce guet-apens. De Madrid, en effet, il a, le 14 avril, envoyé une lettre à l'amiral Auboyneau (14) pour lui expliquer son comportement à Vichy, ses sentiments de fidélité à l'égard du maréchal Pétain et son estime pour le général de Gaulle. Les termes de cette lettre témoignent de la bonne foi de son auteur, mais aussi d'une certaine ingénuité. Or, détournée à Madrid, elle n'est jamais arrivée à son destinataire, tandis qu'on en retrouve une photographie dans les dossiers des diplomates américains d'Alger, et une autre dans la malle des papiers personnels de Pétain ! Communiquée à Alger, elle peut avoir conduit à y redouter l'arrivée de Pucheu au moment où la « guerre des généraux », entre Giraud et de Gaulle, atteint son paroxysme. Curieusement Pucheu observe un silence complet dans ses notes de captivité au sujet de cette lettre (15). Pour n'avoir jamais eu conscience du sort qui lui serait réservé ? ou pour avoir consciemment pris un risque en l'expédiant ?

Quoi qu'il en soit, en résidence surveillée à Ksar Es-Souk, Pucheu ignore tant l'existence d'un guet-apens, que l'intervention de Couve de Murville. Il écrit à Giraud pour lui rappeler sa lettre sauf-conduit. Mais en vain. Il ne reçoit aucune réponse. Ce qu'explique l'arrivée à Alger, entre-temps, de De Gaulle. La « guerre des généraux » se prolongeant sans solution, il est arrivé de Londres en avion et a débarqué le 30 mai, avec la ferme intention de se charger lui-même de l'élimination de Giraud. Il entend s'attribuer, avec le contrôle de l'armée d'Afrique, le rôle d'unique chef de la résistance française. A cet effet, il va utiliser un Comité français de libération nationale qu'il copréside avec Giraud, mais dans lequel il va manœuvrer pour le placer en minorité. De Gaulle s'assure dans ce but le concours de Monnet et de Couve de Murville, alors que tous deux ont été appelés par Giraud à siéger dans ce comité (16). La candeur politique du général Giraud est alors l'arme la plus efficace à la disposition de De Gaulle ; il va l'exploiter sans état d'âme.

Le 8 août 1943, à Casablanca et aux pieds de la statue du maréchal Lyautey, de Gaulle se réfère, une fois de plus, à *« la trahison »* des hommes de Vichy, et annonce, pour la première fois : *« Le pays, un jour, devra connaître qu'il est vengé »* (17). Puis, de retour à Alger, il fait procéder, avec l'aval de Giraud, à l'ouverture d'une instruction judiciaire contre Pucheu devant le tribunal militaire de Meknès, chef-lieu de la région dont dépend Ksar Es-Souk. Inculpé de trahison, Pucheu est transféré à la prison de Meknès le 14 août. C'est alors que le bâtonnier Paul Buttin, chargé de désigner son défenseur, croit devoir se désigner lui-même pour éviter d'avoir à imposer à un confrère un cas apparemment épineux.

Il l'est, parce que depuis l'arrivée de De Gaulle à Alger le parti communiste a



A l'invitation imprudente du général Giraud (à gauche), commandant civil et militaire en Afrique du Nord, le général de Gaulle arrive à Alger le 30 mai 1943. Les deux généraux se partagent alors la présidence du Comité français de libération nationale (CFLN), dont de Gaulle parviendra rapidement à évincer son naïf rival.



TALLANDIER

lancé une formidable campagne de presse contre Pucheu, l'accusant d'avoir lui-même désigné les otages fusillés par les Allemands à Châteaubriant le 22 octobre 1941, à la suite de l'assassinat du colonel Hotz à Nantes. Or ce parti dispose à Alger d'un poids hors de proportion avec son influence, alors faible même dans la métropole, car il est seul à y bénéficier de la présence de vingt-sept de ses députés : ceux que Daladier avait fait interner en janvier 1940 pour leur opposition à l'effort de guerre de la nation, et qui se trouvaient toujours à la prison d'Alger au débarquement des Américains ; ils ont été libérés par Giraud depuis moins de trois mois et ils témoignent d'une agressivité peu ordinaire. Mais s'il est exact que, ministre de l'Intérieur à Vichy, Pucheu a sévi contre les communistes, les accusations portées contre lui n'en sont pas moins un montage à base de calomnies. Ces députés communistes n'ont pas pu connaître le contexte des opérations engagées en 1941 en métropole ; ils ne disposent d'aucune preuve ; mais ils agissent sur ordres reçus du parti, via Londres, et ils s'acharnent car ils ne pardonnent pas à Pucheu ses liaisons d'avant-guerre avec un transfuge de leur parti, Doriot.

Le dossier confié à un juge d'instruction du tribunal militaire de Meknès est vide de toute justification des poursuites engagées contre Pucheu. Mais le 3 septembre, de Gaulle fait prendre à son Comité français de libération nationale une décision politique aux termes de laquelle tous les ministres et hauts fonctionnaires ayant servi Vichy sont des traîtres ; une décision tellement incongrue qu'elle n'est pas publiée au *Journal officiel d'Alger*. Les tribunaux ne vont plus être chargés que de prononcer les condamnations qu'elle impose. De Gaulle, avec le concours de François de Menthon son commissaire à la Justice, se préoccupe ensuite d'organiser un procès à grand spectacle pour bien établir la vilenie de ce régime de traîtres. A cet

---

(11) L'abbé Cordier, déjà impliqué dans d'autres affaires. De Gaulle le décorera de la médaille de la Résistance. Sur l'assassinat de Darlan, on peut se reporter aux documents que nous avons publiés dans notre n° 7. NDLR.

(12) Si l'opération est réalisée le 3 juillet, Churchill a fait prendre par son cabinet de guerre la décision d'une attaque contre la marine française dès le 7 juin, deux semaines avant l'armistice ; il la fait exécuter ayant la parole d'honneur de Darlan qu'aucun bâtiment français ne tombera aux mains des Allemands. De Gaulle rencontre Churchill pour la première fois le 9 juin ; le 3 juillet il n'est pas au courant de la décision de Churchill, mais dès le 4 juillet, après avoir hésité, il lui apporte sa caution pour Mers El-Kébir. Et c'est sur cette lancée qu'il prépare avec Churchill l'attaque sur Dakar.

(13) Le colonel Malaise, attaché de l'air à l'ambassade de France, a rallié les autorités d'Alger. Homme des services secrets français, bien introduit dans les milieux militaires espagnols, il est en liaison avec ses homologues britanniques et américains, et conserve ses relations à l'ambassade de France.

(14) L'amiral Auboyneau avait été un des premiers officiers à rallier de Gaulle. Depuis avril 1942 il a le commandement des navires de la France libre. Pucheu, qui l'avait connu au lycée, a l'idée de lui écrire, après avoir rencontré son frère à Madrid, espérant, vraisemblablement, que sa lettre échouerait sur le bureau de De Gaulle.

(15) Ces notes de captivité de Pucheu ont été publiées, après la guerre, à la diligence de son épouse, sous le titre *Ma Vie*, Amiot-Dumont, 1949.

(16) En novembre 1943 de Gaulle devra cependant reléguer Couve de Murville dans un poste subalterne, sous la pression du ministre du Trésor de Washington, Henry Morgenthau alerté par la communauté juive d'Algérie, qui reprochera à Couve de Murville son rôle à Vichy dans l'attribution de la propriété des grandes entreprises saisies à des Juifs.

(17) *Discours et messages. Pendant la guerre, 1940-1946*, par Charles de Gaulle. Plon, 1970, p. 319. Le choix de ce site par de Gaulle, à Casablanca, pour lancer son appel à la vengeance est calculé : il était, à Paris, dans l'état-major de Pétain lorsque celui-ci avait accepté, en 1925, d'être substitué à Lyautey au moment de la guerre du Rif, et Pétain avait laissé de Gaulle à Paris ne jugeant pas opportun de l'avoir auprès de lui pour la nouvelle action militaire qui lui était confiée ; des années de rancœur refaisaient surface.

effet Pucheu est transféré de la prison de Meknès à celle d'Alger, où viennent le rejoindre trois autres ministres de Vichy se trouvant en Afrique du Nord, Flandin, Peyrouton et Bergeret, ainsi que deux hauts fonctionnaires ayant servi Vichy, Boisson et Ettori.

Mais les hommes qui viennent d'être arrêtés ont contribué aux efforts de guerre des Alliés (18) ; pour Churchill et pour Roosevelt, las des incartades de De Gaulle, la coupe déborde. Ils le menacent de rompre avec la France libre, et de l'éliminer de toute possibilité d'action politique s'il traduit devant un tribunal les hommes qu'il vient de faire interner ; ils ne lui abandonnent, tacitement, que le cas de Pucheu, ce que ce dernier ignorera toujours. De Gaulle s'est alors lui-même trop engagé publiquement pour renoncer à tout procès ; il est piégé.

En janvier 1944, il fait donc ouvrir une nouvelle instruction à Alger, mais uniquement contre Pucheu. Elle est bâclée en quelques jours. Le juge d'instruction, le général Tubert, refuse d'entendre certains témoins cités par Pucheu, tandis que d'autres se défilent. Henri Rollin, un officier de marine dont, à Vichy, Darlan avait fait le directeur de la Sûreté du territoire, et qui était déjà en relations avec l'Intelligence Service en 1914-1918, a été un des plus proches collaborateurs de Pucheu au ministère de l'Intérieur ; il réside à Londres, car les Britanniques l'ont ensuite fait sortir de France par un avion clandestin de nuit, tenant à le protéger de la Gestapo. Rollin est volontaire pour témoigner, mais c'est un témoin trop redoutable pour que la justice gaulliste prenne le risque d'avoir à enregistrer sa déposition. Le général de Lattre de Tassigny, évadé de France, a été, lui, une proche relation de Pucheu avant la guerre ; en 1941, il a même sollicité son appui pour accéder à un poste ministériel à Vichy. Il est à Alger, mais on lui déconseille de prendre le risque d'indisposer de Gaulle s'il veut conserver la possibilité de commander la I[ère] Armée, et il s'abstient d'apporter son témoignage. Plusieurs députés communistes, par contre, sont entendus, mais ils sont incapables de justifier leurs accusations. Tandis que Tubert détient un document qui ruine leurs allégations : il s'agit du compte-rendu des entretiens entre Goering et Juin à Berlin du 21 décembre 1941. Ils n'avaient eu pour objet que d'éventuels rapports franco-allemands sur la frontière tunisienne, mais ils avaient pris place deux mois après les premières exécutions d'otages exigées par Hitler, exécutions qui avaient causé autant d'émotions dans les rangs de la Wehrmacht que parmi les Français ; le général von Stülpnagel, commandant des troupes d'occupation en France devait d'ailleurs, le mois suivant, donner sa démission sous prétexte que ces exécutions étaient *« peu conformes à l'honneur allemand »* (19). Aussi Goering avait-il éprouvé le besoin de profiter de ses entretiens avec Juin pour lui exposer que, comme il l'avait fait vérifier, les désignations d'otages avaient toujours été effectuées par les autorités d'occupation sans intervention française. C'était manifestement pour lui une question d'honneur, des officiers allemands ne pouvant se défausser de leurs responsabilités sur des Français. Naturellement, entre la parole non justifiée de députés communistes et ce compte-rendu dressé par Juin, Tubert n'hésite pas : il abandonne, avant la clôture de l'instruction, toute inculpation du chef de la désignation des otages de Châteaubriant contre Pucheu, qui ne sera ni poursuivi ni jugé, ni, par suite, condamné de ce chef.

Le compte rendu des entretiens Goering-Juin du 21 décembre 1941 innocente Pucheu de la désignation des otages

Parallèlement à cette instruction, de Menthon constitue à Alger un Tribunal militaire d'armée à compétence spéciale, juridiction d'exception par définition ; des magistrats et des généraux soigneusement sélectionnés sont chargés de condamner Pucheu, avec une sentence arrêtée à l'avance.

Les débats sont ouverts le 4 mars 1944. Toutes dispositions ont été prises pour qu'en soit assurée une publicité maximum, avec la présence de très nombreux journalistes français et étrangers. Cette mesure va se retourner contre ses instigateurs. Pucheu fait face avec dignité, renonçant même à soutenir en droit l'incompétence manifeste d'un tel sanhédrin ; son courage devant ses juges tranche avec leur médiocrité. Et la plaidoirie du bâtonnier Buttin va connaître un énorme succès en dehors de l'enceinte du tribunal, non seulement en Afrique du Nord mais dans de très nombreuses capitales étrangères.

A la barre le général Béthouart vient confirmer la confidence, rapportée plus haut, que lui avait faite Pucheu à Casablanca en mars 1942. Mais la prestation plutôt incohérente de Giraud, qui après avoir délivré à Pucheu un sauf-conduit l'a fait interner, puis a avalisé toutes les mesures décidées par de Gaulle à son encontre, cause une grande déception dans les rangs des cadres de l'armée d'Afrique, demeurés antigaullistes. Depuis plus d'un an, Giraud, prototype de l'officier brillant sur les champs de bataille, est harcelé par de Gaulle ; il s'est épuisé dans un combat inégal, et il vient d'apprendre que sa fille est morte en déportation. Il n'était pas forgé pour les arènes politiques, et ce procès va pratiquement mettre un terme à sa carrière.

Cependant, si l'affaire de Châteaubriant est théoriquement exclue du prétoire puisqu'elle n'est pas retenue dans l'acte d'accusation, elle n'en demeure pas moins l'élément essentiel de l'enjeu, en raison de la campagne du parti communiste et des dépositions à la barre de ses députés : ils reconnaissent n'avoir aucune preuve, mais ils confirment leurs accusations. Le réquisitoire du commissaire du gouvernement a d'ailleurs retenu contre Pucheu, à défaut de l'affaire de Châteaubriant, celle des « sections spéciales ». C'est une page sombre de Vichy. Six Français avaient été guillotinés simplement parce qu'ils étaient communistes, condamnés par des juridictions créées pour satisfaire une requête de la Kriegsmarine, dont un officier, tiré dans le dos dans une station de métro, avait été la première victime des attentats ordonnés par le Kremlin. Vichy avait tenté, de la sorte, d'éviter les exécutions massives d'otages qu'Hitler menaçait de mettre en œuvre. Mais cette affaire avait impliqué tous les membres du gouverne-



ment de Vichy, et non uniquement son ministre de l'Intérieur. Les juges d'Alger, conscients de ce qu'ils siégeaient eux-mêmes dans une juridiction d'exception, se sentaient mal à l'aise pour reprocher à Pucheu d'avoir participé à la mise en œuvre d'une procédure dont la validité avait été contestable. Au demeurant ces juges, en majorité des généraux, avaient vécu les drames de l'armée en 1917, lorsque des mutineries dans les tranchées avaient menacé la patrie d'un désastre. Tous savaient que Pétain avait alors été dans l'obligation de recourir à des mesures judiciaires expéditives, qui avaient été efficaces. L'affaire des « sections spéciales » avait été un échec, mais elle avait été directement inspirée par la politique suivie en 1917 ; devant les juges d'Alger elle ne pouvait pas constituer un thème majeur (20).

La campagne communiste contre Pucheu va demeurer par contre au cœur des débats, mais dominée par l'affaire de Châteaubriant. Comme elle repose sur des calomnies, le bâtonnier Buttin est conduit, pour assurer la défense de l'inculpé, à consacrer une longue partie de sa plaidoirie à rappeler toutes les campagnes antimilitaristes du Parti communiste français depuis l'occupation de la Rhur en 1923 et l'affaire du Rif en 1925, à rappeler les palinodies successives de sa politique sous le Front populaire, au moment de Munich, puis sous le régime du pacte Molotov-Ribbentrop, enfin ses connivences avec l'occupation allemande jusqu'à l'entrée de la Wehrmacht en Russie soviétique.

A défaut de pouvoir établir la vilenie de Vichy, les débats établissent ainsi celle du Parti communiste français. Et le comble pour de Gaulle est que les juges chargés d'appliquer la décision du Comité de libération nationale du 3 septembre émettent le vœu que leur sentence condamnant Pucheu à mort ne soit pas exécutée. Selon la tradition militaire française, sur une telle prise de position des juges, aucun condamné n'a jamais été fusillé.

De Gaulle est maintenant piégé par les juges qu'il a fait désigner. Il en perd le

---

(18) Le cas le plus notable est celui du gouverneur général Boisson. Il a infligé à de Gaulle, en 1940, une des plus amères rebuffades et l'échec devant Dakar a également été celui de Churchill, dont la flotte a dû abandonner le combat, qu'elle avait engagé, pour pouvoir sauver d'un désastre ses propres bâtiments. Mais en novembre 1942, à Alger, c'est sur un simple échange de leurs paroles d'honneur que Boisson et Eisenhower ont convenu du ralliement aux Alliés de la place et des forces de Dakar. Roosevelt ne peut tolérer que Boisson soit traduit en justice.

(19) Cette lettre de von Stülpnagel est citée, notamment, par Philippe Aziz, *Histoire secrète de la Gestapo française en Bretagne.* Éditions Famot, Genève, 1975, tome 1, p. 106.

(20) Faut-il ajouter qu'à la Libération de Menthon jugera impératif d'organiser des tribunaux d'exception qui ne seront que de véritables sections spéciales ?



Pierre Pucheu écoutant le verdict du tribunal militaire spécial d'Alger, qui le condamne à mort.

sommeil pendant plusieurs nuits. Il en veut à tout son entourage : *« Ce n'est pas de ma faute ; il y a trop d'imbéciles »* (21). Il refuse de recevoir le bâtonnier Buttin ; il lui fait refuser l'autorisation de faire éditer sa plaidoirie. Avec une certaine mauvaise foi, il tient pour responsable de l'immense écho rencontré par les débats, deux petites agences de presse : des professionnels, anciens d'Havas, n'ont fait que diffuser des comptes rendus objectifs. De Gaulle fait disparaître leurs deux agences, et en fait constituer une nouvelle à sa convenance : l'Agence France-Presse voit ainsi le jour, dans les remous du procès Pucheu.

Mais de Gaulle est assailli d'interventions pour sauver la tête de Pucheu, dont plusieurs par voie diplomatique. Aux avocats algérois venus lui présenter un recours en grâce, de Gaulle répond : *« Je garde mon estime à M. Pucheu ; faites-lui savoir que je suis persuadé que ses intentions étaient bonnes ; qu'il était sincère. »* Puis il décide de le faire fusiller, non en raison d'une sentence dont les juges ont demandé qu'elle ne soit pas exécutée, mais, comme il le précise lui-même et comme il le confirmera par la suite, *« pour raison d'État »* (22).

Le 20 mars, Pierre Pucheu est réveillé avant l'aurore ; il sait pourquoi. Il interdit aux généraux qui l'ont condamné d'être présents, et, peu fiers, ils vont demeurer au loin, camouflés dans l'automobile qui les a amenés. Pucheu demande ensuite l'autorisation de commander lui-même le feu au peloton d'exécution, autorisation qui lui est accordée *in extremis* par le commissaire d'État à la Guerre, André Le Troquer (23). Après avoir salué chacun des hommes du peloton d'exécution, il commande le feu. Pucheu est mort, à 6 heures du matin, sur le polygone de tir de l'armée, à Hussein-Dey dans la banlieue d'Alger.

Dans ses *Mémoires de Guerre* de Gaulle reconnaît que Pierre Pucheu fut condamné sans preuve, et qu'il est *« mort courageusement. »* Mais il croit devoir charger sa mémoire en imputant à sa victime deux faits infamants qui auraient *« décidé le tribunal à prononcer la plus sévère des sentences »*, ce qui est totalement inexact, et dont, ajoute-t-il, *« on trouvera la preuve formelle lors de la Libération. »* Pucheu aurait *« envoyé aux préfets des circulaires impératives pour que soient fournis au Reich les travailleurs qu'il réclame »*, ce qui est faux, et, au moment de l'affaire de Châteaubriant, il aurait *« adressé* [aux Allemands] *la liste de ceux qu'il demandait d'exécuter de préférence »*, ce qui est fallacieux (24).

De Gaulle, par contre, s'abstient de faire état de la procédure *post mortem* ouverte après la Libération par son garde des Sceaux, toujours François de Menthon, à propos de l'affaire de Châteaubriant. En effet, conscient de ce que depuis l'exécution de Pucheu, de Gaulle et lui-même ont du sang sur les mains, il a fait rechercher, dès la Libération, des pièces pouvant constituer une charge contre Pucheu et, présentant à la presse une lettre du sous-préfet de Châteaubriant, il a affirmé détenir la preuve de sa culpabilité. Après avoir fabriqué en mars un procès sans preuve, il a cru pouvoir condamner en octobre sans procès. Et ensuite seulement il a fait ouvrir une nouvelle instruction. Elle s'est traduite par plusieurs procès, qui se sont tous terminés par la déconfiture de la thèse du parti communiste.

« Je garde mon estime à M. Pucheu. Faites-lui savoir que je suis persuadé que ses intentions étaient bonnes »

Depuis, pour certains auteurs, de Gaulle aurait décidé de faire fusiller Pucheu en raison d'un message reçu de France et annonçant sa condamnation à mort par le Conseil national de la résistance. Car un message dans ce sens avait bien été expédié de France ; mais il ne s'agissait que d'une mystification du parti communiste, au secours des députés empêtrés à Alger dans leur dialectique. En réalité le parti avait simplement demandé au CNR de condamner Pucheu, et il avait fait passer un message selon lequel il l'avait été ; mais, comme en témoignera Georges Bidault, le président du CNR, après la guerre, aucune condamnation à mort n'a jamais été prononcée par ce conseil. Un tel message communiste ne pouvait, d'ailleurs, tromper personne à Alger. Au surplus, si de Gaulle exploitait la Résistance, il n'avait par contre jamais aligné sa politique sur ce que pouvaient prôner les mouvements de résistance, comme devaient ensuite le rapporter tous leurs chefs.

Pour d'autres auteurs, l'exécution de Pucheu aurait constitué un gage donné par de Gaulle au Parti communiste français pour obtenir son soutien. Ce n'est qu'une autre mystification. De Gaulle était aussi anticommuniste que Pucheu avait pu l'être. Avant le procès, des conversations étaient bien en cours au sujet d'une représentation communiste au Comité français de libération nationale, et deux militants du parti entraient à ce comité peu après l'exécution de Pucheu ; mais ils y entraient aux conditions de De Gaulle et non aux leurs. De Gaulle n'avait pas monnayé l'exécution de Pucheu ; de Gaulle était motivé par un orgueil pharaonique, mais il était un homme d'honneur. Il allait, par contre, laisser entretenir une certaine ambiguïté au sujet de ses rapports avec les communistes ; elle le servait autant qu'elle servait ces derniers.

De Gaulle et les communistes avaient alors, en réalité, des objectifs distincts ; mais en l'occurrence ils se superposaient. Les communistes avaient besoin de la tête d'un ministre de Vichy comme sacrifice expiatoire pour le rachat de leurs vingt-quatre mois d'activités pronazies à l'enseigne du pacte Molotov-Ribbentrop. De Gaulle, en dissidence depuis juin 1940 et s'étant illégalement emparé du pouvoir à Alger depuis juin 1943, avait également besoin d'immoler un ministre de Vichy pour établir sa légitimité ; il lui fallait, selon une technique que décrira plus tard Alain Peyrefitte avec talent, se conduire *comme si* il avait qualité, tant pour faire juger un homme que pour exercer ou refuser d'exercer à son sujet un droit de grâce, deux symboles emblématiques du pouvoir d'un chef d'État (25).

De Gaulle n'en avait d'ailleurs pas besoin devant l'opinion publique française ; il la manipulait, mais il n'en était pas le jouet. Au plan international, par contre, et essentiellement pour s'imposer par rap-



Char léger américain Stuart mis à la disposition des forces françaises reconstituées et commandées par le général Giraud durant la campagne victorieuse de Tunisie, contre l'Afrika Korps, en 1943.

port au président des États-Unis, F. D. Roosevelt, et vis-à-vis du Premier Ministre de Sa Majesté, W. S. Churchill, il lui fallait se comporter *comme si* il était chef d'État. Et, quelques semaines plus tard, le 3 juin, l'actualité ayant submergé l'émotion causée par le procès tandis que l'exécution de Pucheu lui avait assuré son *imperium*, de Gaulle allait s'autoproclamer chef du gouvernement provisoire de la République. Une hardiesse dont il n'avait encore pas eu l'audace, depuis qu'à Bordeaux le 17 juin 1940 il s'était embarqué pour Londres sur un avion britannique.

En août 1944, de Gaulle avait encore, cependant, à réussir un retour triomphal en métropole. Et Giraud demeurait un risque, dont il lui fallait se prémunir. Au lendemain de l'exécution de Pucheu, de Gaulle lui avait offert le poste honorifique d'inspecteur général de l'armée. Il l'avait refusé et s'était retiré à Mazagran, dans une propriété privée proche d'Oran. Mais Giraud ne désespérait pas de pouvoir effectuer une entrée dans Metz libérée à la tête de quelques unités de l'armée d'Afrique. Il conservait d'ailleurs des relations avec des cadres supérieurs toujours hostiles à de Gaulle, et notamment

---

(21) Rapporté par André Gillois, *Histoire secrète des Français à Londres de 1940 à 1944.* Hachette et Jules Tallandier, 1973, p. 13.

(22) Après le transfert de Pucheu à Alger, c'est une nouvelle instruction qui a été ouverte à son encontre ; le bâtonnier d'Alger a alors désigné pour sa défense Me Gouttebaron, membre du conseil de l'ordre, et pour assister celui-ci un jeune stagiaire, Me Trappe. Le bâtonnier Buttin est cependant demeuré le défenseur de Pucheu à sa demande expresse. Mais il s'est trouvé dans l'obligation de rentrer au Maroc après le procès, et la dernière démarche auprès du général de Gaulle est effectuée par Me Gouttebaron et par Me Trappe ; le récit de cette entrevue, dont sont extraites les deux citations de De Gaulle, est fait par Me Trappe, et reproduit par le bâtonnier Paul Buttin, dans *Le Procès Pucheu.* Amiot-Dumont, 1948, p. 232.

(23) André Le Troquer, qui a été l'avocat de Blum au procès de Riom, n'a pas apprécié la comédie judiciaire qu'a constitué le procès Pucheu.

(24) *Mémoires de guerre. L'unité 1942-1944*, par Charles de Gaulle. Plon, 1956, éditions Presses Pocket-1980, p. 214.

(25) *C'était de Gaulle*, par Alain Peyrefitte. De Fallois-Fayard, 1994, tome I, p. 249.

avec des services secrets sur lesquels il comptait pour assurer son retour. Aussi un détachement de tirailleurs algériens chargé d'assurer la protection de sa résidence s'employait surtout à le surveiller.

Et ce détachement mettait un tel zèle à l'accomplissement de cette mission que, dans sa résidence le 28 août 1944, Giraud recevait par derrière une balle tirée par un de ces tirailleurs. Elle lui traversait la joue, car le meurtrier avait visé la tête, mais un mouvement qu'effectuait au même moment le général pour s'incliner vers un petit-fils lui sauvait la vie.

Prudemment, le tirailleur devait être condamné à mort et fusillé (26).

Plus tard, après le décès de Giraud, de Gaulle reconnaîtra le patriotisme de cet adversaire qu'il avait écrasé. Dans ses *Mémoires*, il accordera également un brevet de patriotisme à Darlan, et en 1962, il acceptera que lui soient rendus les honneurs militaires lors du transfert de ses cendres d'Alger au cimetière de Mers El-Kébir, où elles reposent au milieu de ses marins victimes des Britanniques, avec la mention *« Mort pour la France »*. Parmi les victimes de De Gaulle, seul Pucheu demeurera un cas à part.

En utilisant ses *Mémoires de Guerre*, pour déshonorer, au moyen d'arguments insidieux, la mémoire de l'homme qu'il avait délibérément envoyé devant un poteau d'exécution, de Gaulle témoignera, d'ailleurs de la persistance en son for intérieur, douze ans plus tard, de ce tourment qui terrassait déjà Lady Macbeth après l'assassinat du roi Duncan : *« Disparais tache maudite, disparais, dis-je »* (27).

Pucheu n'avait de leçon de patriotisme à recevoir de personne. Son exécution, coup d'envoi de l'épuration, a été à la fois un assassinat politique et un meurtre rituel. L'appel du 18 juin avait pu constituer pour le mythe gaulliste un fantastique envoi, mais la pierre angulaire qui a permis au gaullisme de s'épanouir à Paris au mois d'août 1944 a été, six mois plus tôt, cette exécution pour *« raison d'État »*.

N'est-ce pas d'ailleurs, ce que le dernier message de De Gaulle confirmera, implicitement du moins, lorsque, le cycle de ses exploits achevé, il s'opposera à toute manifestation gouvernementale pour le 18 juin au mont Valérien ? Il expliquera alors à Georges Pompidou : *« Si vous saviez ce que je m'en fous du 18 juin. Je les em... avec le 18 juin. L'esprit dans lequel ils le célébreront, je le connais »* (28). Et, fidèle à l'image du Connétable qu'en 1917 il avait déjà imposée à ses camarades de captivité au fort d'Ingolstadt, il se rendra en Irlande en juin 1969 et en Espagne en juin 1970, pour ne pas être en France au moment *« où ils le célébreront »*.

Et, près de trente ans après sa mort, *la statue du Commandeur* impressionne toujours l'intelligentsia française au point que pas un historien, pas un universitaire, n'a encore osé publier une biographie de Pierre Pucheu ; le sujet demeure tabou.

Pour Jacques Soustelle : *« La conscience d'une nation est faite des images, des noms et des récits que chaque génération transmet à celle qui la suit, patrimoine plus subtil et plus précieux qu'un héritage matériel. C'est notre histoire qui façonne notre âme... Elle n'est pas une abstraction philosophique ou politique, mais bien la synthèse concrète des combats, des épreuves et des destinées vécues par les hommes et les femmes de notre pays »* (29). Mais pour Jean-François Deniau : *« La Rochefoucault a écrit* "Le soleil et la mort ne se peuvent fixer." *Le soleil et la mort ne peuvent se regarder en face ? Il faut ajouter : ni la vérité. Les hommes tournent la tête, ferment les yeux. La vérité brûle. La vérité fait peur »* (30).

HENRI BUTTIN



COLLECTION PRIVÉE

« Le lendemain de l'exécution de Pucheu, tôt le matin, j'attendais aux "Glycines" devant le bureau de De Gaulle avec qui je devais m'entretenir avant un nouveau départ pour Londres. Je vis sortir Le Troquer. De Gaulle était pâle. Devant la dernière responsabilité il avait passé une nuit anxieuse. Il me dit à peu près littéralement ceci : "Nous avons du sang sur les mains..." *»*
(Emmanuel d'Astier de La Vigerie, Les Dieux et les hommes 1943-1944. *Julliard, 1952, p. 109 et 110).*

---

(26) De Gaulle était impliqué dans l'assassinat de Darlan ; il avait, seul, décidé l'exécution de Pucheu ; rien ne permet d'avancer qu'il ait été personnellement compromis dans la tentative d'assassinat de Giraud. Mais elle est le fait d'un homme chargé de la garde rapprochée de celui-ci, garde assurée sous le contrôle d'André Diehtlem que de Gaulle a substitué à André Le Troquer comme commissaire à la Guerre au lendemain de l'exécution de Pucheu.

(27) *Macbeth*, par William Shakespeare, acte 1.

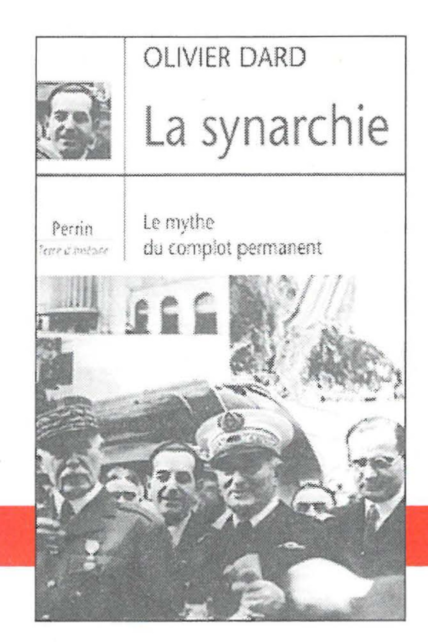
(28) *Pour rétablir la vérité*, par Georges Pompidou. Flammarion, 1982, p. 124.

(29) Discours de Jacques Soustelle prononcé à Orion (Pyrénées-Atlantiques) à l'occasion de l'inauguration d'une stèle commémorant le parachutage d'Alain Griotteray.

(30) *Le bureau des secrets perdus*, par Jean-François Deniau. Odile Jacob, 1998, p. 9.

La Synarchie, vérités et légendes

ENTRETIEN AVEC OLIVIER DARD



Intéressante photo choisie pour la couverture du livre d'Olivier Dard. De gauche à droite, le maréchal Pétain ; François Lehideux, secrétaire d'État à la Production industrielle (représenté également en médaillon) ; l'amiral Darlan, chef du gouvernement ; et Jacques Benoist-Méchin, secrétaire d'État aux Relations franco-allemandes. Les deux ministres sont dénoncés comme membres de la Synarchie.

Vichy, 1941. Une rumeur naît, gonfle et s'impose. Elle dénonce un énorme complot. Celui de la Synarchie. Inconnu la veille, le nom s'impose, autant que le mystère. Qu'en sait-on aujourd'hui ? Réponses du meilleur spécialiste.

Enquête sur l'histoire : Dès sa formation en février 1941, le gouvernement Darlan se trouve confronté à une campagne de la presse parisienne collaborationniste de gauche qui l'accuse d'être *« le gouvernement des trusts »*. Quels sont les éléments qui accréditent cette accusation ?

Olivier Dard : Cette campagne contre les trusts a débuté dès l'automne 1940, dans *L'Œuvre*, le journal de Marcel Déat qui considère Vichy comme un refuge pour les représentants des trusts. Au moment de la formation du gouvernement Darlan, cette accusation est relancée avec beaucoup plus de force. La composition de ce gouvernement suscite chez les collaborationnistes parisiens, notamment chez Déat, une très forte frustration née de la nomination, à des postes de responsabilités importantes, de jeunes ministres qui sont des techniciens avant d'être des politiques. Cette accusation est étayée par l'existence de relations entre ces jeunes ministres, Pierre Pucheu, Jacques Barnaud ou François Lehideux et la banque Worms. De telles relations accréditent l'idée que la banque Worms, à travers le gouvernement Darlan, a pris le pouvoir.

ESH : Pierre Pucheu est particulièrement visé. Cela est-il dû à son itinéraire personnel et aux fonctions qu'il a exercées ?

O. D. : Effectivement, son itinéraire personnel et son parcours professionnel expliquent ces attaques. Pierre Pucheu a été un des dirigeants de l'entreprise Japy, fleuron du groupe Worms. Parallèlement à ces activités, de 1936 à 1938, il fut le trésorier du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot, où il joua un rôle important. Or la banque Worms avait l'habitude de financer des mouvements politiques, et notamment le PPF.

Pucheu se trouve ainsi doublement exposé. Pour les collaborationnistes parisiens, pour Déat, il représente les trusts détestés et sa nomination au ministère de la Production industrielle corrobore l'idée que ce sont encore les trusts qui dirigeraient.

Un autre élément doit être pris en considération : la rivalité au sein de la collaboration parisienne entre d'une part, Déat et le futur Rassemblement national populaire (RNP) et d'autre part, le Parti populaire français de Jacques Doriot. En réalité, depuis sa rupture avec Doriot, Pucheu est hostile au PPF.

ESH : Le mot Synarchie n'est pas immédiatement utilisé. Il ne le sera qu'à l'occasion de la mort dramatique de Jean Coutrot, le 19 mai 1941. A partir de ce moment-là, la campagne prend une véritable ampleur. Qui est Jean Coutrot et sa mort est-elle toujours mystérieuse ?

O. D. : Jean Coutrot est un « technocrate » en vue des années 1930. Polytechnicien, grand blessé de la Première Guerre mondiale, il a commencé sa carrière professionnelle dans une entreprise appartenant à sa belle-famille, les papeteries Gaut et Blancan. Il s'est surtout fait connaître dans les années 1930, dans les milieux tayloriens, en particulier dans le Comité national de l'organisation française. Ensuite, à partir de 1931, il contribue à mettre sur pied le célèbre groupe X-Crise qui rassemble des polytechniciens soucieux de rénover l'économie. Jean Coutrot poursuit son action de publiciste et de conférencier en participant à la rédaction du célèbre Plan du 9 juillet 1934, préfacé par Jules Romains, et en lançant, en 1936, les entretiens de Pontigny qui ont débouché sur la création d'un Centre d'études des problèmes humains, patronné notamment par Aldous Huxley ou Alexis Carrel. En même temps, Jean Coutrot joue un rôle de conseiller, d'abord en 1935 dans le gouvernement Laval, puis en 1936, où il devient l'un des collaborateurs du ministre de l'Économie nationale du Front populaire, le socialiste Charles Spinasse. L'image du personnage s'en trouve brouillée.

Au lendemain de la défaite de 1940, Jean Coutrot pense que son heure est venue. A l'été 1940, il publie deux articles dans *L'Œuvre* de Déat, dans lesquels il explique ce qu'il faudrait faire pour relever la France. Ne parvenant pas à obtenir de Vichy les postes qu'il attend – il sera nommé vice-pré-

sident de la Commission du plan comptable –, il s'enfonce, à partir de l'automne 1940, dans une grave dépression et se suicide le 19 mai 1941. N'en déplaise à certains encore, il n'y a aucun doute sur la matérialité et les motivations de ce suicide. On retrouve dans ses archives toute une série de documents montrant à quel point le personnage est dans un état désespéré. Son suicide pour des raisons d'ordre privé ne fait absolument aucun doute et n'a rien à voir ni avec la politique ni avec la Synarchie.

ESH : C'est pourtant à la suite de ce suicide que va prendre corps l'hypothèse d'un complot synarchique. Pourquoi cela ?

O. D. : Deux éléments sont à prendre en considération.

Tout d'abord, l'ancienneté du mot Synarchie qui remonte au XIXe siècle et qui à l'origine renvoyait à l'ésotérisme et à la doctrine du vicomte Joseph de Saint-Yves d'Alveydre. Ce dernier pensait régénérer l'humanité tout entière au nom de la Synarchie, conçue comme une sorte d'alliance entre les religions. La Synarchie sous cette forme ésotérique a existé pendant tout l'entre-deux-guerres, et même sous l'Occupation. Elle n'a rien à voir avec celle qui nous intéresse, même si sous sa forme ésotérique, elle a pu être mise en cause pendant la guerre.

Deuxième élément important, l'action du docteur Martin. Cet ancien chef du service de renseignements de la Cagoule est convaincu de l'existence d'un complot derrière le clan Worms. Il est à l'origine d'un certain nombre de notes qui circulent en ce sens à Vichy. Certaines émanent aussi du Service des sociétés secrètes. Ainsi l'idée de l'existence d'une société secrète qui cherche à prendre le pouvoir va peu à peu prendre forme. Cette idée se trouvera confortée par la découverte d'un document intitulé *Le Pacte Synarchique d'Empire*, rédigé sans doute pendant l'entre-deux-guerres, et qui rappelle à sa façon les *Protocoles des Sages de Sion.*

ESH : Quelle attitude adopte Otto Abetz devant cette campagne ?

O. D. : A l'origine, Otto Abetz qui est favorable au gouvernement Darlan, n'a pas soutenu la campagne contre les trusts. Mais à l'été 1941, l'ambassade est réservée, la rumeur s'emballe. De leur côté, les Américains, alertés par leur ambassadeur à Vichy, l'amiral Leahy, s'inquiètent aussi d'un complot synarchique. Cette affaire fait tache d'huile et correspond assez bien aux mentalités de 1941. L'idée qu'une société secrète aurait pris le pouvoir ne paraît pas saugrenue. Les Américains y croient et l'Abwehr va diligenter une enquête qui durera trois ans. Une multitude de notes circulent à Vichy, mettant en cause, non pas Darlan, mais le ministre de l'Intérieur, Pierre Pucheu. Il est accusé d'être un des membres éminents du complot, tout en étant censé le combattre.

ESH : Pierre Pucheu est nommé secrétaire d'État à l'Intérieur en juin 1941, puis ministre plein en août 1941. De par ses fonctions, il va jouer un rôle dans la répression des sociétés secrètes. Il est assez curieux de voir l'un des principaux accusés d'appartenance au complot lutter contre les sociétés secrètes, auxquelles appartient précisément, dans son principe, la Synarchie.

O. D. : C'est bien ce que ses détracteurs continueront à lui reprocher par la suite. Cela étant, deux éléments sont à retenir de l'attitude de Pucheu à l'été 1941.

Le ministre intensifie effectivement la lutte antimaçonnique qui avait commencé au début du gouvernement de Vichy.

L'explication de l'histoire par le complot a une fonction rassurante. Y croire évite de réfléchir et fournit une explication simple à des affaires complexes.

Il cherche également par tous les moyens à contrôler l'enquête qui se déroule à Paris, ainsi que le prouvent les archives. Mais il rencontre des difficultés car la police parisienne est en partie contrôlée par les services allemands. La correspondance que je publie dans mon livre montre combien les services allemands sont mécontents du rôle joué par le ministre. Elle prouve qu'ils lui refusent la possibilité de s'immiscer dans une enquête menée par Paris.

ESH : Pourtant Pucheu ne fait que remplir son rôle de ministre de l'Intérieur qui est de se tenir informé. On voit bien que cette affaire de la Synarchie a suscité un trouble profond.

O. D. : Ce trouble continue tout au long de l'année 1941, avec une multitudes de notes circulant sur Pucheu, certaines particulièrement infâmes, l'attaquant personnellement. A l'automne 1941, une kyrielle d'enquêtes parallèles sont déclenchées. Chacun veut en savoir davantage sur cette affaire de la Synarchie. Les remous suscités par l'existence, réelle ou supposée, de ce complot révèlent l'état d'esprit de l'époque : la recherche de responsables et d'explications simples pour la défaite de 1940 qui paraît toujours incompréhensible. Cette affaire de la Synarchie a comme finalité première de fournir une explication simple à des problèmes historiques complexes. Elle s'intègre dans une logique selon laquelle l'histoire obéirait nécessairement à des menées secrètes. Ainsi pour la défaite française de 1940, il faut une cause unique, une société secrète qui aurait, depuis des années, miné le pays et provoqué la défaite de 1940 pour installer au pouvoir ses propres affidés. C'est le cas, du moins le prétend-on, avec le gouvernement Darlan de 1941.

ESH : Ce qui nous amène à l'imaginaire du complot comme explication de l'histoire. Bien entendu, on ne peut nier qu'il y ait des complots dans l'histoire. Les complots jouent leur rôle ; il y en a toujours eu et il y en aura toujours. On ne peut nier non plus qu'il existe des groupes d'influence s'employant à faire triompher leurs idées ou leurs intérêts. Mais, dans votre livre, vous démontrez qu'il n'y a pas de complot synarchique : tout est imaginaire et complètement fantasmagorique dans cette affaire. Et pourtant, ce complot a eu la vie dure dans l'esprit des contemporains. Les hommes auraient-ils besoin de se faire peur, et donc de croire au diable en l'inventant ?

O. D. : Deux choses doivent être retenues quant à cette notion de complot :

Il est étonnant de voir le nombre d'ouvrages d'histoire dite parallèle qui veulent absolument expliquer, non seulement l'histoire contemporaine, mais l'ensemble de l'histoire par une cause unique, qui serait celle de la conspiration.

Le complot a, pour ses partisans, un double mérite : une fonction rassurante, car y croire évite de réfléchir et fournit une explication. L'autre intérêt est de permettre à une multitude de discours politiques de cristalliser, sur des catégories données, interchangeables d'ailleurs, un certain nombre de haines politiques. Avec des références à certaines catégories qui hantent l'imaginaire, le triptyque maçonnerie, jésuite, juif, auxquelles on peut ajouter la finance internationale, l'hydre fasciste ou la technocratie. L'invocation de ces figures a pour leurs détracteurs une fonction rassurante, à défaut de constituer pour l'historien une explication sérieuse. Elle ne lui interdit cependant pas de souligner la nécessité d'étudier les réseaux et leur influence, objet historique délicat mais essentiel.

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE VENNER

***La Synarchie*, par Olivier Dard. Perrin, 294 pages, 145 F. Agrégé et docteur en histoire, Olivier Dard est maître de conférence en histoire contemporaine à Sciences Po. Auteur d'une thèse de doctorat sur Jean Coutrot, il était bien armé pour faire la lumière sur la mystérieuse Synarchie.**

La vérité sur les mutineries de 1917

DR

Les tranchées de Verdun en 1917.

Le président de la République, qui a reconnu en 1996 la qualité d'anciens combattants aux volontaires des Brigades internationales engagés du côté des Rouges durant la guerre d'Espagne, a jugé *« inopportuns »* les propos tenus par son Premier ministre Lionel Jospin, à Craonne, le 5 novembre 1998, souhaitant la réintégration *« dans notre mémoire nationale des soldats fusillés pour l'exemple... »* La formulation est suffisamment floue pour favoriser toutes les interprétations. Elle entretenait cependant la confusion entre les exécutions intervenues dans les années 1914 et 1915 et celles qui ont été la conséquence des « mutineries » de 1917, alors qu'elles correspondent à des situations bien différentes.

Depuis le début de la guerre, la justice militaire a fait procéder à une moyenne de sept à huit exécutions, sur la trentaine de peines de mort prononcées chaque mois, à une époque où la guerre tue en moyenne près de mille soldats par jour. Cette répression d'actes d'indiscipline généralement isolés et individuels, mais aussi, parfois, de crimes de droit commun perpétrés par des soldats sous l'uniforme, recouvre des cas extrêmement divers et il est certain que plusieurs injustices flagrantes ont été commises à cette époque. Entre août et décembre 1914, les conditions de la guerre de mouvement ont imposé la mise en œuvre de mesures de répression sévères, nécessaires pour faire face aux phénomènes de panique affectant certaines unités peu aguerries, plongées d'emblée dans l'enfer de la guerre industrielle. Les attaques aussi meurtrières qu'inutiles déclenchées en 1915 n'ont pas suscité des réactions de refus aussi sensibles que celles qui ont suivi l'échec de la grande offensive du printemps de 1917 et, au début de 1916, les cours martiales instituées en 1914 sont supprimées. Les garanties données aux accusés qui comparaissent devant les conseils de guerre sont importantes puisque le sursis et le recours en grâce sont possibles, ce qui n'existe pas, à la même époque, dans l'armée anglaise. La majorité de gauche qui siège alors à la Chambre veille d'ailleurs à ce que la justice militaire assure aux accusés les garanties nécessaires.

La crise d'indiscipline qui éclate au printemps de 1917, principalement aux mois de mai et juin, et qui connaît son sommet au cours de la première semaine de juin, résulte directement de l'échec complet de l'offensive lancée par le général Nivelle, commandant en chef, le 16 avril, sur le front du Chemin des Dames et à hauteur des monts de Champagne. Un front de 70 kilomètres, très solidement défendu par un adversaire déterminé. On connaît l'échec lamentable de cette offensive. Près de 140 000 hommes hors de combat en quelques jours. Une saignée effrayante, tout à fait vaine, perçue par les combattants, qui ont jusque-là consenti des sacrifices inouïs, comme un gâchis suicidaire.

C'est dans ce contexte que vont se multiplier dans le secteur de l'offensive Nivelle, les actes de désobéissance. Dans la plupart des cas, il s'agit du refus de remonter en ligne quand les hommes ont le sentiment qu'ils vont être de nouveau lancés à l'attaque des positions ennemies. Ils acceptent de tenir leurs tranchées et aucune ne sera abandonnée par ses défenseurs mais ils se refusent à des assauts aussi meurtriers qu'inutiles. A côté de cette grève sur le tas et de manifestations dans les gares de l'arrière, il faut également mentionner l'augmentation des « désertions à l'intérieur » des permissionnaires qui ne réapparaissent pas dans leur unité. Enfin, dans certains cas bien précis, des rassemblements de soldats débouchent, à l'arrière, sur des troubles plus graves, en intensité comme en durée. Des rixes opposent ainsi des « mutins » aux soldats demeurés dans le devoir, des officiers sont malmenés, des coups de feu sont tirés, à Cœuvres et à Soissons, des unités menacent de marcher sur Paris mais se soumettent finalement au bout de quelques jours. Huit pour cent des divisions sont sérieusement touchées, alors que des incidents significatifs sont recensés dans vingt pour cent. Dans le même temps, quarante-quatre divisions sur cent dix ne sont affectées par aucun trouble. Rien n'est à signaler à l'ouest de Soissons et, si des incidents le sont en Lorraine et sur les Vosges, jusqu'à une date relativement tardive, ils sont d'une gravité beaucoup plus faible. C'est en mai-juin, dans la partie centrale du front, que la crise d'indiscipline, que l'on qualifie d'une manière inexacte de « mutinerie », a connu sa plus forte intensité. Là où l'incompétence de Nivelle a entraîné la tragédie que l'on sait.

Promu le 15 mai au commandement en chef, Pétain va limiter la répression, contre l'avis de la plupart de ses grands subordonnés, convaincus qu'il y a derrière ce mouvement l'influence de l'agitation socialiste et pacifiste qui s'exprime à l'arrière, dans les grèves survenues au cours du printemps. Le bilan de la répression s'établit à 49 exécutions, sur 629 condamnations à mort, et à 2 873 condamnations dont 1 381 supérieures à cinq ans d'emprisonnement... Mais Pétain sait que la répression ne peut suffire pour restaurer le moral de la troupe. Il prend donc toute une série de mesures visant à améliorer les conditions de vie du soldat. Les permissions sont plus longues et mieux organisées, l'ordinaire est amélioré, les cantonnements de l'arrière sont transformés pour être plus accueillants. Mais l'essentiel, ce sont les nouveaux choix stratégiques et tactiques du vainqueur de Verdun. Il *« attend les Américains et les tanks »* et ne prévoit aucune offensive d'envergure tant que le rapport des forces ne sera pas écrasant en faveur de l'Entente. Cela n'interdit pas des actions locales significatives ; ainsi, la superbe victoire remportée au moindre coût en octobre suivant, quand les Français s'emparent du plateau de La Malmaison. En apportant à la crise du moral des remèdes adaptés, Pétain va rétablir une armée française cruellement éprouvée et va forger l'outil qui lui permettra, l'année suivante, de contenir la formidable pression allemande du printemps, puis de remporter les éclatants succès de l'été et de l'automne, prélude à la victoire finale.

PHILIPPE CONRAD

UNE ÂME INDOMPTABLE

Soljenitsyne, le refus du mensonge

SIPA PRESS

PAR JEAN-JACQUES MOURREAU

Alexandre Soljenitsyne vient de célébrer son quatre-vingtième anniversaire. Il a réalisé ses vœux les plus chers : retrouver la Russie et achever les dix volumes de *La Roue Rouge.* Occasion d'esquisser quelques traits de son œuvre monumentale, l'une des plus fortes de cette fin de siècle.

Le privilège des grands hommes – je songe à Goethe, à Jünger – semble être de traverser le temps sans en avoir à subir les ravages. Front immense, yeux limpides, barbe de sage, Alexandre Issaïevitch est de cette cohorte. Retiré près des arbres, dans une maison de bois, à distance de Moscou, des villes fuligineuses et de leurs intrigues. Alerte, malgré l'âge, il ne cesse d'écrire. Des récits, des analyses littéraires qu'il publie dans la revue *Novy Mir* et de petits poèmes en prose.

Incompris des Occidentaux et de ces « nouveaux Russes » avides d'imiter le « bazar mercantile » de l'Ouest, Soljenitsyne n'en est pas moins célébré comme un maître, comme le dernier géant de la littérature russe. Ce que Nicolas Berdiaev a dit de l'auteur des *Frères Karamazov*, est vrai de lui (1). *« Dostoïevski fut jusqu'au fond un Russe et un écrivain de la Russie. Il ne faut pas l'imaginer dehors d'elle. »*

A relire *L'Archipel du Goulag* (2), le livre qui a définitivement ruiné la « face claire » du communisme chère aux émules d'Ilya Ehrenburg, on découvre la jubilation de l'ascèse, celle qui fait naître *« l'être décourbé ».* On songe aux lettres incandescentes que, plusieurs siècles avant lui, le protopope Avvakum, enterré vivant dans une lointaine bourgade sibérienne, adressait pour défier le tsar Alexis. On songe aussi à la si belle chanson des compagnons de Stenka Razine :

« Inondez-nous, nuées d'orage, inondez-nous ;
Pluie drue aux larges gouttes, déverse-toi
Et balaie cette prison de terre
Pour que les prisonniers nos frères s'enfuient
Et se rassemblent dans la forêt obscure. »

Soljenitsyne, héraut de la Russie. Attaché de toutes les fibres de son corps et de toute son âme à la Russie profonde, il n'a yeux, d'oreilles et de cœur que pour elle. Ce lien indissoluble lui a valu et lui vaut encore des chapelets d'imputations malveillantes. Déchu de sa citoyenneté soviétique, le proscrit choque les Occidentaux par sa rage à crier qu'il n'est pas un « émigré » et à se poser la question *« comment vivre en Occident ? »* Pour Soljenitsyne, explique Georges Nivat, *« on ne quitte pas la fourmilière en feu »* (3). La fourmilière en feu, c'est l'image que Tolstoï emploie dans *Guerre et Paix*, pour décrire le sursaut des Russes après l'incendie de Moscou. Soljenitsyne la reprend dans une de ses *Études et Miniatures* : *« Chose étrange, les fourmis ne s'éloignaient pas du feu. A peine leur frayeur surmontée, elles faisaient demi-tour, tournoyaient un moment, puis une force mystérieuse les tirait en arrière, vers la patrie abandonnée, et nombreuses étaient celles qui escaladaient à nouveau le rondin ardent, le parcouraient en tous sens et y mouraient. »*

Chez Soljenitsyne, nulle trace de cet autodénigrement fréquent dans une certaine intelligentsia russe. A Nabokov qu'il estime et rencontre aux États-Unis, il reproche d'avoir renoncé à écrire en russe. (4) Il se montre très dur à l'égard de ceux des dissidents qui ont rejoint l'Occident par pure convenance personnelle et s'emploient à calomnier leur patrie. Il fustige ceux qui calomnient la Russie et se fait le procureur de leur russophobie. Dans *Lénine à Zurich* (5), il montre que la révolution est née d'une inspiration étrangère (Parvus) et d'une haine de la Russie (Vladimir Oulianov), non d'un *« pernicieux messianisme qui aurait enflammé les masses russes du XVe au XXe siècle »* (6). En cela, il s'oppose à Nicolas Berdiaev qui professait le contraire et voyait dans le déferlant torrent de lave rouge, l'attente russe de la *Pravda sociale* (7).

Un attachement passionné à la Russie imprègne toute son œuvre. Par Russie, Soljenitsyne entend moins un ensemble politique, qu'un peuple et sa terre. En un temps qui voit les hommes s'agglutiner dans les mégapoles hideuses, il chante la terre humide, la vie austère, les grands espaces. Son lien avec la terre ne tient pas d'une afféterie littéraire. Cette *« glébophilie »* – l'expression est de Georges Nivat – est une disposition de l'âme, parente du panthéisme chrétien du Rhénan maître Eckhart que Rome réprima. Même dans les pires circonstances, il dit l'innocence de cette terre. Ainsi dans *L'Archipel du Goulag* :

« Nous n'existions pas encore que ces îles avaient déjà surgi de la mer, qu'elles s'étaient couvertes de deux cents lacs poissonneux, peuplées de coqs de bruyère, de

lièvres, de cerfs, à l'exclusion des renards, loups et autres carnassiers de tout poil. Les glaciers apparurent et disparurent, les blocs erratiques s'entassaient autour des lacs, les lacs gelaient dans la nuit d'hiver des Solovki, le vent faisait hurler la mer [...] *; grandissaient et épaississaient les sapins ; gloussaient et cacardaient les oiseaux, trompetaient les jeunes rennes : la planète tournait, emportant toute l'histoire du monde, les royaumes naissaient et tombaient, et ici il n'y avait toujours ni bête carnassière ni homme. »*

Soljenitsyne a souvent proclamé son attirance pour le Nord. Arrivé en Occident, il songe à quitter la Suisse inamicale pour la patrie de Knut Hamsun. *« J'avais depuis longtemps une grande sympathie pour la Norvège : un pays du Nord, beaucoup de neige, de nuit et de poêles en maçonnerie, beaucoup de bois dans l'usage courant, y compris la vaisselle, et (d'après Ibsen, d'après Grieg) une certaine ressemblance avec la vie traditionnelle et le caractère national des Russes.* [...] *Nous ne pensions pas à Oslo, bien sûr, mais à quelque endroit perdu, et le tableau se dessinait ainsi : la paroi abrupte d'un fjord avec une maison perchée tout en haut, d'où la vue s'étend au loin sur l'océan d'acier et sa course éternelle. »* (8)

Lorsqu'il gagne les États-Unis, son choix n'est pas de s'installer à New York ou à San Francisco. S'il retient Cavendish, dans le Vermont, c'est que ce coin d'Amérique, couvert de forêts, est proche par l'atmosphère de sa Russie. Ailleurs, il s'écrie : *« Par bonheur, notre maison nous l'avons encore, l'histoire nous l'a préservée, c'est une maison vaste et non souillée : le Nord-Est russe. »* Et s'en justifie de la sorte dans sa fameuse *Lettre aux dirigeants* : *« Le Nord-Est, c'est le rappel que nous sommes, nous la Russie, le nord-est de la planète, et que notre océan à nous, c'est le Glacial, et pas l'Indien, que nous ne sommes pas de la Méditerranée, ni de l'Afrique, que nous n'avons rien à y faire. »* (9) Un personnage d'*Août Quatorze* dit la même chose : *« Notre océan, c'est le Glacial. »*

Le « Nord » originel et mythique, lieu du ressourcement et du « recours aux forêts ». Comme Constantin Leontiev, Soljenitsyne reprend l'apologie des Vieux-Croyants. En eux, il voit les gardiens de la « vieille foi », rebelles à toute soumission, symboles vivants de l'esprit russe de fermeté, d'ascèse, d'autolimitation... Cette vision éclaire deux constantes de sa pensée. La conviction que le peuple russe a été la victime de son État et de son Église. L'attachement à la communauté russe, le *Sobornost*, concept dont les Slavophiles firent grand cas. Il est pour « l'être ensemble » du peuple russe.


DR

Soljenitsyne, lieutenant en 1943. « Sur le châlit de la prison, je me suis mis à examiner mon passé réel d'officier et j'ai été saisi d'effroi *[...]*. Le cœur s'empâte d'orgueil comme le cochon de lard. »

A contre-courant et seul contre tous, il s'est attaché à mettre en lumière les causes qui firent surgir la « catastrophe » et donnèrent le ton à ce siècle.

Lutter contre les faussaires et les calomniateurs. Combattre pour établir la vérité sur l'histoire russe. Tel a été le dessein de *La Roue Rouge* (10). Il est venu à bout du *« grand projet de sa vie »*, né en même temps que sa vocation d'écrivain. A dix-huit ans déjà, il pensait écrire un *« roman historique sur l'époque de la révolution »* et savait qu'il en situerait les premières actions en Prusse orientale, dans les jours d'août du premier mois de la Grande Guerre. La première étape de ce vaste dessein, naturellement différent de celui du jeune Komsomol, sera esquissée dans le roman *Tchetyrnadtsatogo*. (11)

Aujourd'hui, ce sont dix volumes, gorgés des fièvres et des tumultes d'un passé proche, où abondent les portraits des fantômes de la tragédie russe qui ouvrit les écluses torrentielles de la dictature rouge. Passent ainsi Nicolas, le tsar martyr, rongé par l'indécision et le drame de la maladie de son fils, Raspoutine, le *starets*, Milioukov, l'apprenti sorcier, Kerenski, le pleutre, Lénine, Zinoviev, mais aussi le spectre de Stolypine, le seul qui aurait pu enrayer le mécanisme infernal.

Soucieux de faire œuvre d'historien et de thérapeute, il a « pulvérisé » les clichés et les théorèmes élaborés par les falsificateurs qui si longtemps ont dupé les Occidentaux. Rude tâche. Car il fallut tout reprendre du commencement et se défier des schémas de l'histoire conçue de la façon imaginée par Orwell. *« Pendant des années,* dit-il, *j'ai accumulé, j'ai accumulé non des citations empruntées à des comptes rendus, mais les faits originaux eux-mêmes : dans telle ville, dans telle rue, à telle date, à telle heure. Je cite plusieurs personnages parmi les plus importants, de toutes tendances, de toutes branches de l'activité*

LES OCCIDENTAUX ONT ABANDONNÉ LES BLANCS

Mais, la guerre finie, [les Occidentaux] perdirent tout intérêt pour les Blancs, ces généraux russes qui avaient pourtant été leurs alliés directs et personnels. On vit dans le Nord les Anglais jeter à la mer fournitures et approvisionnements de réserve, dans le seul but de ne pas les laisser aux Blancs. Les gouvernements blancs ne furent pas reconnus (celui de Wrangel ne le fut que *de facto* et durant le temps où il put améliorer le sort de la Pologne), alors que toute nation qui se détachait de la Russie était aussitôt reconnue (et Lloyd George prétendait qu'elle le fût aussi par Koltchak). En échange de leurs fournitures militaires, les Alliés réclamaient des matières premières, des céréales, de l'or, la confirmation que les dettes russes seraient payées. Les Français (rappelons-nous Paris sauvé en 1914 par le sacrifice des armées russes en Prusse) entendaient que le général Krasnov remboursât toutes les pertes subies par les entreprises françaises en Russie *« par suite d'un défaut d'ordre dans le pays »*, et qu'il compensât le manque à gagner depuis 1914 en l'augmentant d'intérêts ; en avril 1920, les Alliés envoyèrent un ultimatum à Denikine et Wrangel : ils devaient cesser le combat, *« Lénine ayant promis une amnistie »* ; les Français se payèrent de leur aide lors de l'évacuation de la Crimée en s'emparant de navires de guerre et de commerces russes et, pour prix de leur nourriture, ils enlevèrent aux soldats de Wrangel évacués à Gallipoli leur équipement militaire et jusqu'à leur linge d'uniforme. La défaite de la Russie provoquée par les bolcheviks était fort avantageuse pour les Alliés : elle leur évitait d'avoir à partager les fruits de la victoire. Telle est la langue réaliste des relations internationales.

ALEXANDRE SOLJENITSYNE
***Le « problème russe » à la fin du XXe siècle.* Fayard, 1994, p. 107-108.**

politique et sociale ; lorsque je raconte leurs actes, j'examine en détail la vie de chacun d'eux. Mon récit n'a pas de héros principal, car il n'y en a pas dans une histoire qui met en mouvement des millions d'individus. » (12)

A l'inverse de Tôlstoï, Soljenitsyne ne croit pas à la fatalité de l'histoire. Il montre les naïvetés, les illusions, les défaillances et les actes de résistance. Les Russes ne se sont pas tous laissés abuser par les « *soleils trompeurs* » du soviétisme. Face aux voyous et aux scélérats, aux fanatiques au regard fourbe, nombreux se dressèrent. Soljenitsyne en a exhumé les héroïques révoltes. Il faut lire *Ego* et *Sur le fil* (13). Deux récits rédigés d'une plume acerbe qui appartiennent à ce que Soljenitsyne qualifie de « *copeaux* » de *La Roue Rouge*. Ils content deux destins croisés, broyés par la révolution. Le premier est celui de Pavel Vassielievitch Ektov, l'un des chefs du soulèvement des paysans de Tambow déclenché par les détachements de réquisition alimentaire venus pour piller et faire « *peser la semelle de fer de la dictature bolchevique* ». Le second est celui de Iorka Joukov, le héros soviétique limogé par Khrouchtchev, qui, fils de paysan devenu jeune guerrier, admira Toukhatchevski et Boudionny, et vint participer à la répression dans la contrée de Tambow. Autos blindées, aéroplanes, gaz chimiques contre les cavaliers libres, villages incendiés, otages, regards glacés des tchékistes en veste de cuir, extermination massive des « *bandits* », déportation des populations « *complices* ». La voix du récitant interpelle le maréchal déchu qui se rend compte, au soir de sa vie, que Staline et tout le système communiste se sont toujours joué de lui.

Soljenitsyne se défie de l'Occident. Il s'en est toujours défié. Depuis son discours de Harvard, on le sait, sans trop comprendre. Les raisons sont pourtant limpides. Il n'a pas oublié que l'Occident a toujours calomnié la Russie et l'a abandonnée à la terreur rouge par aveuglement et par calcul. L'Occident est pour lui « *cet autre monde* » où bruissent les vains tintamarres. Un monde de lâcheté voué au dérisoire, où la démocratie réclame d'être flattée, où la presse détient un « *pouvoir exorbitant* ». Un monde esclave de sa boulimie marchande et de son misérable égoïsme appelé « *bonheur* ». Un monde qui a perdu le sens et qui ruine l'âme.

« *Du côté de l'Occident, il n'y avait pas d'espoir, nous ne devons d'ailleurs jamais compter sur lui. Si nous accédons à la liberté, nous ne le devrons qu'à nous. Si le XXe siècle doit comporter quelque leçon à l'intention de l'humanité, c'est nous qui l'aurons donnée à l'Occident, et non pas l'Occident à nous : l'excès d'un bien-être sans bavures a atrophié en lui la volonté et la raison.* » (14)

Pour la Russie, il souhaite autre chose que l'imitation obsessionnelle et caricaturale de l'Occident, autre chose que cette « *atmosphère polluante de brigandage* ». Son vœu ? Une voie originale, un chemin propre aux Russes. Un *Sonderweg* où entreraient la démocratie participative construite par en bas, l'autonomie des communautés organiques sur le modèle

ALEXANDRE ISSAÏEVITCH SOLJENITSYNE : UNE VIE, PLUSIEURS DESTINS

Naissance le 11 décembre 1918, à Kislovodsk, dans le Caucase, six mois après la disparition de son père, officier durant la Grande Guerre, mort des suites d'un accident de chasse.

Est élevé par sa mère. Après des études scientifiques, suit les cours par correspondance de la faculté des Lettres de Moscou, section histoire, philosophie et littérature.

Octobre 1941, mobilisé en octobre 1941 comme simple soldat. Conducteur de charroi dans une unité cosaque, pendant l'hiver 1941. Admis à l'école d'officiers de Kostroma, sur la Volga.

Été 1942, nommé lieutenant. Passe deux semaines à la gare de Gorki dans un poste de transit. Est envoyé à Saransk où se forme un groupe d'artillerie de reconnaissance. Prend le commandement d'une batterie de repérage par le son. Fait des essais de plume, rédige plusieurs petits récits pendant les soirées d'inaction.

Fin 1942, envoyé au front et avance avec son unité, d'Orel jusqu'en Prusse-Orientale.

1944, promu capitaine en 1944. Reçoit successivement deux décorations.

9 février 1945, arrêté dans le bureau de son chef, le général Travkine. Transféré à Moscou. L'instruction a lieu à la prison de Loubianka.

27 juillet 1945, condamné à huit ans de camps de travail et de redressement en vertu de l'article 58 du Code pénal.

1949, divorce à la demande de sa première épouse Natalia Alekseïevna Rechetovskaïa.

1953, libéré deux mois après l'expiration de sa peine. Frappé d'une mesure de « relégation perpétuelle » dans le sud du Kazakhstan. Commence la rédaction du *Premier Cercle*.

6 février 1956, réhabilité par le tribunal suprême de l'URSS.

1962, *Une journée d'Ivan Denissovitch* paraît dans la revue *Novy Mir* avec l'autorisation de Khrouchtchev.

12 novembre 1962, exclusion de l'Union des écrivains.

8 octobre 1970, attribution du prix Nobel de littérature.

1972, parution en France de la première édition d'*Août Quatorze*.

Décembre 1973, parution en France de l'*Archipel du Goulag*.

12 février 1974, arrestation et incarcération. Les autorités soviétiques décident son expulsion et son bannissement. Accueilli à Francfort-sur-le-Main par Heinrich Boll. S'installe à Zurich.

Octobre 1976, départ pour les États-Unis et installation près de Cavendish dans l'État du Vermont.

Mai 1978, discours de Harvard.

1993, participe à la commémoration du bicentenaire du génocide vendéen aux Lucs-sur-Boulogne.

27 mai 1994, retrouve la Russie à Vladivostok.

16 février 1995, ovationné à la Douma.

PARUTIONS RÉCENTES

***Le Grain tombé entre les meules. Esquisses d'exil*, traduit par Geneviève et José Johannet. Fayard, 548 pages, 148 F.**

***La Russie sous l'avalanche*, par Georges Philippenko et Nikita Struve. Fayard, 352 pages, 110 F.**



DR

Le zek CH-282 le jour de sa libération. « Son cerveau avait tellement été tourné et retourné dans tous les sens qu'il ne pouvait plus rien percevoir avec candeur et impartialité. »



L'écrivain au travail à Solotcha, près de Riazan, au printemps 1963. « La nature calme et secrète de la Russie. »

historique des assemblées populaires, villageoises ou urbaines, du *zemsto*, du *mir* et des *vetcha*. En cela aussi, Soljenitsyne est plus proche des Slavophiles que des Occidentalistes. Ce n'est pas seulement qu'il conteste les vertus du modèle occidental, c'est qu'il proclame l'autonomie des cultures et n'entend pas acquiescer au suicide spirituel de la Russie. *« Si les forces spirituelles sont taries au sein d'une nation,* dit-il, *aucune organisation politique, fût-elle la meilleure du monde, ni aucun développement industriel ne la sauveront de la mort : un arbre au cœur pourri tombe. »* (15)

Slavophile ? Réponse : *« Je ne connais pas un seul slavophile qui vive actuellement en Russie. Il existe des patriotes d'un pays qui agonise, voilà ce qu'il faut dire sans biaiser. »* (16) Pour Soljenitsyne, le *« problème russe »* du XX[e] siècle finissant tient en une simple question : *« Être ou ne pas être. »* A ceux qui partagent son inquiétude et choisissent le premier terme, il n'offre d'autre solution que d'agir par eux-mêmes, car ni le pouvoir actuel *« saoul de son existence lucrative »*, ni l'Église divisée et affaiblie, et encore moins les politiciens à courte vue, ne sont capables de prendre la mesure des périls. *« Si nous avons la volonté de ne pas disparaître de la planète (or cela nous menace) nous devons nous-mêmes, tout seuls, de nos propres forces, nous relever de notre funeste inertie d'aujourd'hui. Changer notre comportement, cette indifférence désabusée envers notre destin. »* (17) Nul ne l'a remarqué, mais cette formule qu'il fait sienne avec tant d'énergie et d'impatience, est celle-là même que les nationalistes irlandais se donnèrent après l'échec de la révolte de Pâques.

Ce que Soljenitsyne dit aux Russes ne concerne pas que la Russie, car il dénonce le système à tuer les peuples. Dès lors, faut-il s'étonner que sa voix jugée discordante continue à gêner et peut-être plus encore que lorsqu'elle dénonçait le Goulag ?

J.-J. M.

---

(1) *L'esprit de Dostoïevski.* Stock, 1975.
(2) Le Seuil, 1974, 1976.
(3) *Soljenitsyne, « écrivains de toujours ».* Le Seuil, 1980.
(4) *Le Grain tombé entre les meules. Esquisses d'exil.* Fayard, 1998.
(5) Le Seuil, 1975.
(6) *Nos pluralistes. Réponse à quelques détracteurs.* Fayard, 1983.
(7) Voir notre article : « Les sources et le sens de Nicolas Berdiaev », *Enquête sur l'histoire* n° 9, hiver 1994.
(8) *Le Grain tombé entre les meules. Esquisses d'exil.*
(9) Le Seuil, 1974.
(10) Fayard, 1984, 1988, 1992, 1993, 1998.
(11) *Août Quatorze.* Le Seuil, 1972.
(12) *Nos pluralistes.*
(13) *Ego* et *Sur le fil.* Fayard, 1995.
(14) *Le Chêne et le Veau. Esquisses de la vie littéraire.* Le Seuil, 1975.
(15) *Comment réaménager notre Russie ? Réflexions dans la mesure de mes forces.* Fayard, 1990, page 56.
(16) *Nos pluralistes.*
(17) *La Russie sous l'avalanche.* Fayard, 1998.

LES VIEUX-CROYANTS

Le *Raskol* intervient en 1666, dans la seconde partie du règne d'Alexis (1645-1676). Ce schisme majeur va blesser durablement l'âme russe. On en trouve la marque dans l'œuvre de Dostoïevski. Le héros déchiré de *Crime et Châtiment* se nomme Raskolnikov. A l'origine du *Raskol* : les réformes décidées avec une singulière brutalité par le patriarche Nikon. Celles-ci portent sur les livres liturgiques et sur les rites. Elles instaurent une graphie différente du nom de Jésus, la manière grecque de faire le signe de croix, avec trois doigts au lieu de deux. Interprétées comme une profanation de la Russie, elles déclenchent une protestation populaire contre l'imitation des mœurs étrangères. La rupture qui intervient entre le tsar et le patriarche Nikon encourage la résistance aux usages latins des partisans des anciens rites. Le patriarche Nikon est déclaré hérétique et passe pour l'antéchrist. Une véritable contre-culture se forme dans la clandestinité. Dans le Grand Nord, le monastère fortifié des îles Solovki entre en rébellion ouverte. Diverses provinces, surtout au nord et à l'est de Moscou, en font autant. La volonté de refus des Vieux-Croyants ira jusqu'au suicide collectif. Entre 1672 et 1691, plus de vingt mille d'entre eux se font brûler vifs. Justifiée par deux siècles et demi de persécutions, la tradition de semi-clandestinité s'est perpétuée sous le régime soviétique. En 1968, une expédition géologique survolant en hélicoptère la taïga inhabitée du haut-Ienisseï découvre une famille de Vieux-Croyants isolée du monde depuis quarante ans. Le chef de famille et son épouse avaient quitté leur village pour ne pas se soumettre à la loi du kolkhoze. En octobre dernier, l'hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou* a consacré un article illustré à la fête patronale des Vieux-Croyants célébrée en la cathédrale de la Vierge protectrice de Moscou. Signe que malgré soixante-dix ans de soviétisme, ceux que l'on appelle aussi les Vieux-Russes ont su résister.

Doué d'une force d'âme et d'une éloquence exceptionnelles, le protopope Avvakum (1620-1682), chef indomptable des Vieux-Croyants, incarne la figure parfaite de la résistance. Dès 1653, il est de ceux qui accusent Nikon d'hérésie. Exilé à deux reprises, il finit ses jours dans une prison souterraine où, avant de subir le supplice du feu avec ses disciples, il rédige son autobiographie, laquelle le fait considérer comme le premier grand prosateur russe.


TALLANDIER

Jean Moulin en 1938, au temps des bonnes relations avec les sous-marins du Komintern.

Y a-t-il un mystère Jean Moulin ?

PAR FRANÇOIS-GEORGES DREYFUS

Les éditeurs font bien les choses. Deux nouveaux livres ont paru simultanément sur Jean Moulin. La polémique s'est allumée, ce qui a fait flamber les ventes. Mais derrière le vacarme médiatique, ces livres ont-ils quelque chose à nous apprendre ? Réponse en connaissance de cause.

On pouvait penser, après la parution du monument – inachevé – de Daniel Cordier sur Jean Moulin, qu'il n'y avait plus grand-chose à dire sur ce résistant qui est le bâtisseur du Conseil national de la résistance. Eh bien non ! coup sur coup viennent de paraître un ouvrage de Pierre Péan, *Vies et morts de Jean Moulin* (1) et un livre de Jacques Baynac, *Les Secrets de l'affaire Jean Moulin* (2). Et on annonce deux autres ouvrages pour le printemps...

Des deux ouvrages, l'un est relativement banal, celui de Pierre Péan, l'autre est plus neuf, même s'il n'emporte pas toujours la conviction. La qualité essentielle de l'étude de Pierre Péan est qu'elle fait vivre un Moulin plus humain que le haut fonctionnaire qu'avait décrit Cordier. Moulin a mené une double vie de haut fonctionnaire le jour et de joyeux compagnon la nuit. C'est ainsi qu'Antoinette Sachs, qui semble avoir tenu une grande place dans la vie de Jean Moulin, n'apparaît guère dans le livre de Cordier pas plus d'ailleurs que madame Riedlinger. Mais ces deux dames, en dehors du fait que l'une lui offre une ménagère à... 25 000 F (1938, soit plus de 100 000 F aujourd'hui) et qu'il offre à l'autre un service à thé en argent, ont-elles une importance historique quelconque ?

Plus intéressantes sont les relations de Moulin avec toute une série de militants communistes ou de compagnons de route du parti communiste qui se regroupent autour du Cercle des nations, créé pour favoriser l'action du RUP (3). Que les obligations d'aider les républicains conduisent un préfet de la République à rencontrer un agent du Komintern comme Dolivet est tout à fait compréhensible : qu'ils sortent régulièrement ensemble, qu'ils habitent un moment donné le même immeuble est quand même imprudent. La liste des amis communistes ou communisants de Moulin que cite Péan est impressionnante ; à la seule page 217, on trouve Dolivet, Manhès, Meunier, Chambeiron. Mais il ne faut pas de cela tirer trop de conclusions. C'est en tout cas à cause de ses amitiés de gauche que de Gaulle choisira Jean Moulin car, après 1941, il a besoin de regrouper autour de la France libre tous les nationaux, de gauche comme de droite et il sait l'hostilité d'une partie de la gauche à son égard. Les réticences d'un Christian Pineau face au rejet de la III[e] République par le Général en avril 1942 sont très significatives. (4)

Mais à lire Péan, on a l'impression qu'il règle des comptes avec les adversaires de Jean Moulin. D'abord et de manière très discutable avec Brossolette. Tout un chapitre est intitulé *« un ennemi de taille »*. Que Pierre Brossolette, qui avait une vision intérieure de la première Résistance, ait souvent contredit Moulin, c'est incontestable ; de là à le présenter comme *« ennemi »*, il y a une marge que Péan n'hésite pas à franchir.

Plus grave encore est l'attitude systématiquement hostile de Péan à l'égard de Combat, de Frenay, de Bénouville. C'est au fond la base même du livre qui s'ouvre de manière assez extraordinaire sur le 6 février 1934, journée où incontestablement Bénouville et Moulin sont dans deux camps opposés. Et c'est la trame de Péan : d'un côté, le bon résistant, « républicain », plus ou moins socialisant, Jean Moulin ; de l'autre, le mauvais résistant, le méchant résistant, c'est Bénouville, maurrassien, anticommuniste, qui a des amis proches de la Cagoule (Loustaunau-Lacau, madame Méric – dont on se garde bien de dire qu'elle est le futur chef du réseau Alliance), qui a des relations à Vichy et même à l'Abwehr (cf. la photo n° 38 du mariage de J. G. Bernard). Pour Péan, c'est par antimarxisme que Bénouville ne dénonce pas l'arrestation de Hardy car, puisque Frenay et Bourdet ne sont pas à Lyon, il faut absolument que Combat surveille de près ce qui va se décider à Caluire. Donc pour Péan, comme pour beaucoup, Hardy est, sinon celui qui a dénoncé Moulin, celui qui a conduit à Moulin. C'est ce qui ressortirait presque d'un tableau plus que discutable, présenté page 536.

Tout cela est bien subtil et reconnaissons que sur Caluire, Péan n'apprend pas grand-chose de neuf à qui a lu Henri Noguères, Dominique Venner ou François-Georges Dreyfus (5). Péan se contente de reprendre les arguments de ce qu'il appelle lui-même la *« Bande à Cot »*.

L'ouvrage de Jacques Baynac est, à bien des égards, plus neuf et plus intéressant. Sans doute la grande presse a beaucoup fait pour nous expliquer que ce livre était discutable : si l'on en croit les rumeurs, François Bedarida et Jean-Pierre Azéma auraient tenté de dissuader Le Seuil de le publier. Ce livre, issu d'entretiens nombreux de l'auteur avec Henri Frenay et fondé sur des recherches dans de multiples dépôts d'archives, a, sur celui de Péan, un grand avantage, il est centré sur l'affaire de Caluire et les aventures féminines de Moulin n'y tiennent naturellement aucune place.

Jacques Baynac replace le drame de Caluire dans son contexte international et le livre s'ouvre sur les difficiles rapports franco-américains. Je dis bien franco-américain car il me semble que le problème de Gaulle n'est pas l'essentiel : depuis juin 1940 Roosevelt méprise la France, il veut la dépecer de l'Alsace-Lorraine et des départements du Nord et du Pas-de-Calais (6), et on peut se demander si son hostilité à l'encontre de De Gaulle n'est pas due à ce qu'il pense qu'il sera un adversaire plus coriace qu'un Herriot, un Chautemps, un Giraud ou un Darlan qui lui devraient tout !

Le conflit avec la Résistance intérieure

D'autre part, depuis l'hiver 1942-1943, la direction de la guerre est totalement à Washington ; Londres désormais n'est plus qu'un brillant second. L'OSS le sent bien et s'estime dispensée de prévenir les Britanniques de ses actions en France. Que tout cela, comme le pense Baynac, ait été intégré par Jean Moulin en cette période où tout se joue à Alger n'est pas du tout impossible. Au reste Jean Moulin traverse des difficultés graves. Il a des problèmes à Londres, tant avec le BCRA qu'avec André Philip, commissaire à l'Intérieur du Comité de Londres puis du CFLN. Il a des difficultés avec le Général qui écrit de lui, plusieurs années plus tard, *« Homme de foi et de calcul, ne doutant de rien et se défiant de tout, apôtre en même temps que ministre »*. (7) Enfin, il est en conflit avec la Résistance qui le trouve trop autoritaire et à qui il tente d'imposer ses vues sur la participation des partis au CNR, ce dont les vieux résistants ne veulent pas entendre parler. De surcroît, le CNR a demandé *« ardemment »*, par la voix de Georges Bidault, *« que le général Giraud prenne le commandement de l'armée ressuscitée »*. Quand on sait qu'à cette époque, comme nous l'avons montré (8), les FFL sont moins de 40 000 hommes pour 250 à 300 000 du côté Giraud, on comprend les réticences du Général face à Moulin et les éléments d'un conflit de Gaulle-Moulin.

Jacques Baynac insiste à juste titre sur l'activité débordante de l'OSS en France depuis quelques semaines et signale, ce dont personne n'avait parlé avant lui, que Moulin a des contacts certains avec les réseaux américains. Un des chefs de l'OSS, Rosebrough, envisage d'aider les maquis des Mouvements unifiés de résistance (MUR). Il n'est pas inintéressant de noter que le successeur du général Delestraint, à la tête de l'Armée secrète, auquel songe Moulin est un colonel Schwarzfeld, membre de « France d'abord », dont les chefs... appartiennent au réseau OSS « Médusa ». Or Jean Moulin, selon Baynac, avant d'aller à Caluire, a rencontré un homme de l'OSS, Frederic Brown, repéré et suivi par la Gestapo. C'est à Avignon, selon Baynac, que Moulin aurait été repéré et c'est en le filant que Moulin aurait été arrêté à Caluire. Mais alors, dans ce cas, Barbie savait qui était Moulin et il ne l'aurait pas cherché parmi les captifs après leur arrestation.

En réalité, il apparaît que beaucoup trop de personnes savaient qu'il y aurait le lundi 21 juin une réunion importante de la Résistance dans la région lyonnaise. On sait aussi, dans Lyon, que cette réunion aura lieu à Caluire. Or, à cette réunion assistent nombre de responsables de la Résistance qui viennent d'avoir affaire à la Gestapo : Aubry, Hardy, Aubrac, le colonel Lacaze, Bruno Larat. Dès lors, on peut penser que ces personnages, qui ne passent pas inaperçus, sont tous filés par la Gestapo. A cela s'ajoutent d'innombrables imprudences des résistants et l'activisme des services allemands qui, en dix jours, du 11 au 21 juin, démantèlent la direction de l'Armée secrète avec Moulin, celle de l'ORA, trois réseaux du BCRA, deux réseaux du SOE, les postes « Travaux ruraux » (9) de Clermont-Ferrand et de Limoges.

De toute manière à Caluire, *« on n'a pas été donné mais filé »*. En rappelant cela, Baynac fait œuvre utile et apporte une mise au point judicieuse et intéressante, même si on peut ne pas le suivre quand il estime que Moulin se prépare à abandonner de Gaulle.

F.-G. D.

François-Georges Dreyfus est professeur à la Sorbonne. Il est l'auteur d'une *Histoire de la Résistance*, De Fallois, 1996.

---

(1) Fayard, 1998.

(2) Le Seuil, 1998.

(3) Rassemblement universel pour la paix. Thierry Wolton en a signalé les implications dans *Le Grand recrutement*, Grasset, 1993.

(4) Elles rejoignent celles de Pierre Cot qui, dans une lettre du 27 juillet 1941 adressée à Louis Lévy, dit que le général de Gaulle *« a un langage de fasciste »*. *Vies et morts de Jean Moulin*, par Pierre Péan, p. 351.

(5) *Histoire de la Résistance en France*, par Henri Noguères. 5 volumes, Robert Laffont, 1967 à 1981.

Histoire critique de la Résistance, par Dominique Venner. Pygmalion, 1995.

Histoire de la Résistance, par François-Georges Dreyfus. De Fallois, 1996.

(6) *Mémoires de Eden. L'Épreuve de force*, p. 376.

(7) *L'Appel*, p. 233.

(8) id. p. 229.

(9) Services de contre-espionnage clandestins dépendant du gouvernement de Vichy et travaillant pour la Résistance.

LA GUERRE, CHURCHILL ET LES FRANÇAIS

Tous ceux qui s'intéressent à la Seconde Guerre mondiale, notamment à la terrible année 1940 et à ses conséquences immenses pour la France, liront le livre d'Yves Rochas *1940, Churchill et les Français*, avec profit et passion. Je n'hésite pas à dire qu'il s'agit d'une des études les plus importantes et les plus fascinantes jamais publiées sur le sujet.

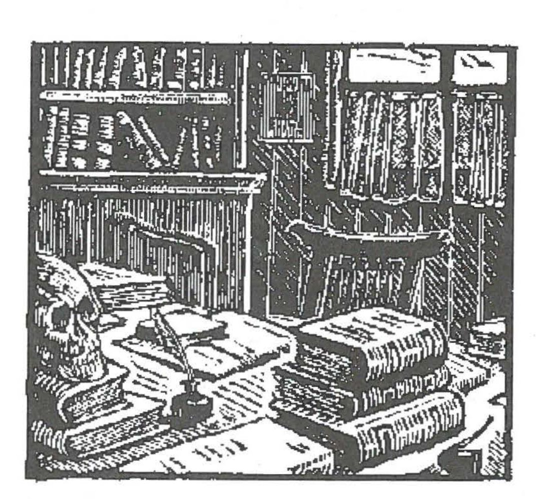
On se souvient d'une scène célèbre du film *Le Cercle des poètes disparus*, où le professeur non-conformiste fait grimper ses élèves sur sa table professorale, afin de leur montrer que le monde change quand le point de vision est différent. C'est l'exercice auquel s'est livré Yves Rochas. L'année 1940, la défaite, Churchill, de Gaulle, Pétain, Darlan, Mers el-Kébir, Vichy prennent soudain une signification totalement neuve. Pourquoi ? Parce que le point de vue n'est plus celui de l'histoire pieuse et convenue qui s'est imposée peu à peu à tous les historiens français aussi libres soient-ils. Le point de vue choisi est celui de l'Angleterre, de son admirable ou haïssable égoïsme national (affaire de point de vue aussi). Pour écrire ce livre formidablement décapant, Yves Rochas a utilisé avant tout des sources anglaises ainsi que des témoignages français (intéressants souvenirs de Catroux), antérieurs à la congélation de la « pensée historique unique ».

Avant de devenir une empoignade générale, la Seconde Guerre mondiale fut d'abord un duel à mort entre l'Angleterre et l'Allemagne. Pourquoi la première l'a-t-elle emporté ? C'est la question que s'est posé Yves Rochas. Et sa réponse est convaincante. Dans ce duel, la France ne fut qu'un instrument, victime de sa défaite et de sa jobardise. Rochas ne dissimule pas que, même anoblies par le ruban rose de l'amitié, les décisions de l'Angleterre impliquant la France furent prises avec un cynisme absolu, sans oublier l'arrière-pensée d'affaiblir l'ennemi héréditaire. Au total, une grande leçon de lucidité historique et de stratégie.

DOMINIQUE VENNER

***1940, Churchill et les Français*, par Yves Rochas. Nouvelles Éditions Latines. 197 pages, 120 F.**

Livres



Dieux de l'Égypte
par Pascal Vernus, photographies d'Erich Lessing

C'est un magnifique ouvrage, servi par une iconographie exceptionnelle et une grande qualité d'impression qu'a réalisé Pascal Vernus, ancien pensionnaire de l'Institut français d'archéologie du Caire et titulaire de la chaire de linguistique égyptienne à l'École pratique des hautes études. Sans dresser l'inventaire fastidieux du panthéon égyptien, il révèle l'omniprésence du caractère divin dans la civilisation des pharaons. Les superbes reproductions qui accompagnent ses notes érudites sont toutes l'œuvre d'Erich Lessing, photographe d'art, lauréat de nombreuses distinctions internationales.

Imprimerie nationale. 204 pages, 390 F.

M. M.

Cléopâtre au-delà du mythe
par Michel Chauveau

Le roman, le cinéma, la bande dessinée se sont emparés de Cléopâtre. Au point qu'on ne l'imagine guère autrement que sous les traits de Liz Taylor, avec une réplique sortie d'Astérix ou dans une épopée peinte par Benoist-Méchin. Voici Cléopâtre VII toute nue, pourrait-on dire, telle que la présentent les sources antiques, toutes les sources littéraires (grecques, égyptiennes, romaines, juives), mais aussi numismatiques, épigraphiques, papyrologiques, archéologiques. Cent cinquante pages suffisent à Michel Chauveau pour présenter allégrement tout ce que l'on sait sur cette héritière macédonienne reine d'Égypte, ultime maillon entre le monde hellénistique et le monde romain. Et dévorée par la légende alors que son existence n'était pas encore achevée. Un remarquable petit essai biographique.

Liana Levi, collection Curriculum. 152 pages, 78 F.

F. V.

L'Âme russe
par Anne-Laure d'Apremont

Excellente et brève introduction au sujet très mal connu des anciennes traditions slaves, celle du paganisme et du chamanisme qui se sont en partie maintenues sous le masque de l'orthodoxie. Invitation au voyage servi par un style limpide et chaleureux.

Trédaniel. 64 pages, 29 F.

D. V.

Histoire du reboutement
par Christian Trédaniel

C'est un travail tout à fait original que propose l'auteur, étiopathe de son état, qui a passé sa vie à soigner les maux de dos mais aussi les douleurs les plus diverses par des procédés mécaniques fondés sur l'usage de ses mains. En une époque abusivement dominée par les thérapeutiques chimiques, dont on mesure aujourd'hui à quel point elles participent – quels que soient leurs effets réels – à la prospérité de la société marchande, il est intéressant de redécouvrir comment nos ancêtres avaient trouvé des moyens et mis au point des méthodes destinés à la guérison de bon nombre de maux. Reprenant depuis l'Antiquité l'histoire des manipulations qui ont permis de soulager les patients les plus divers, Christian Trédaniel reconstitue en même temps l'itinéraire intellectuel qui a conduit à certaines impasses contemporaines. Un ouvrage clair et convaincant, préfacé par Jean Tulard, dont la lecture apparaît singulièrement roborative.

Éditions Guy Trédaniel, 65, rue Claude-Bernard, 75005 Paris. 236 pages, nombreuses illustrations, 160 F.

Ph. C.

La mythologie française
par Henri Dontenville

Il faut saluer la réédition de cet ouvrage précieux, introuvable et indispensable. *« A l'écart et parfois à l'opposé de la religion régnante, la mythologie française,* explique l'auteur, *c'est le bien commun d'un peuple qui, en ses fibres, ne peut se contenter du système métrique et de l'instruction civique. Les croyances servent à vivre et à mourir. »* Dontenville s'est donc attaché à retrouver la signification perdue des traditions populaires du peuple français. Entreprise qui conduit nécessairement l'auteur à des sources antérieures à la France politique. Et c'est bien ce qui fait son intérêt. Dontenville part de survivances légendaires (Gargantua, cheval Bayart, etc.) et remonte aux racines pré-chrétiennes du panthéon gaulois. Un seul regret : qu'un différend intellectuel lui ait interdit de se référer aux thèses duméziliennes auxquelles pourtant ses recherches se trouvent invinciblement confrontées.

Payot. 72 F.

Ch. V.

Versailles, rêve d'absolu
par Claire Constans

Les beaux livres consacrés au château de Versailles sont légions, mais, suivant la personnalité de leur auteur, le regard porté sur le modèle accompli du classicisme français varie. Ce *Versailles, rêve d'absolu* revêt indéniablement la marque de Claire Constans, aujourd'hui conservateur en chef du château, et responsable du département des peintures dont elle a d'ailleurs publié en 1995 le catalogue illustré, répertoriant pas moins de 6 000 œuvres. Pour présenter Versailles, Claire Constans a largement fait appel à ses compétences d'historienne de la peinture française. Mais elle n'a pas négligé les jardins, partie intégrante du projet « Louis-quatorzien ». Et elle n'oublie pas d'évoquer le sort du domaine de Versailles au lendemain de la Révolution. Un ouvrage splendide d'une qualité exceptionnelle, servi par les très belles photographies de Jean Mounicq. Préface de Jean-Pierre Babelon.

Éditions de l'Imprimerie nationale. Grand format, 280 pages, 360 F.

M. M.

Les origines mythologiques des contes de Grimm Des mystères du Nord aux forêts de l'enfance
par Jérémie Benoît

Les *Marchen* des frères Grimm ne sont pas que de belles histoires pour les enfants. Collectés et publiés entre 1812 et 1857, ils rassemblent les trésors de l'imaginaire populaire. Ils portent les « murmures de la forêt » et la réminiscence de mondes étonnamment familiers. Pourtant, on ne cesse de s'interroger sur leur origine, leur fonction et leur sens. Se défiant de l'erreur classique qui consiste à chercher la clé dans l'examen typologique du cadre (forêt, montagne, lac, rivière, etc.), l'auteur s'est attaché à dégager la spécificité des acteurs des contes dans leur forme et leur essence à la lumière de la méthode dumézilienne. Un méticuleux décryptage, le premier en France. Au terme de cette démonstration magistrale, le dogme de l'unicité originelle des contes s'effondre et surgissent les secrets de notre plus ancienne mémoire. Derrière Blanche-Neige, les rois, les princes, les fileuses, les ondines, les sorcières, les géants et les nains se dissimulent les figures de l'ancienne mythologie nordique. Récits initiatiques, les contes enseignent la relation entre les hommes et le cosmos, entre les dieux et les héros, et ce qui différencie ceux-là des

hommes du commun. Bref, ils donnent accès à la connaissance du sacré et préparent aux épreuves du destin.

Conservateur au musée de Malmaison, l'auteur a publié de nombreux articles sur le romantisme allemand et les traditions populaires.
Éditions du Porte-Glaive. 256 pages, 170 F.

J.-J. M.

Pensées de Louis de Bonald

Voici un petit volume de citations choisies par Michel Toda qui se révèle passionnant. A sa lecture, on découvre une pensée ferme, roborative et qui a peu souffert du temps. Homme de Dieu et de la France monarchique, Louis de Bonald (1754-1840) a une vision intemporelle qui le relie à tous les phénomènes temporels. La première citation qui ouvre l'ouvrage est révélatrice : *« On peut être modéré avec des opinions extrêmes. C'est ce qu'affectent de ne pas croire ceux qui sont violents avec des opinions faibles et mitoyennes ».* Retenons également celle-ci : *« Si l'homme pouvait comprendre tout ce que Dieu peut faire, l'homme serait autant que Dieu, ou Dieu ne serait pas plus que l'homme ».* Les *Trois études sur Bossuet, Voltaire et Condorcet* (Clovis, 187 pages, 98 F.) du même Bonald dont la présentation et les notes émanent toujours de Michel Toda complètent bien ses aphorismes. Dans une optique historique, philosophique et métaphysique, Bonald explique son admiration et sa dette intellectuelle envers Bossuet et son hostilité absolue vis-à-vis de Voltaire et de Condorcet qui lui paraissent refléter un matérialisme destructeur pour l'homme enraciné dans la cité céleste comme dans la cité terrestre.
Perrin & Perrin. 64 pages, 49 F.

A. G.-J.

La Croatie par Georges Castellan et Gabrijela Vidan

La collection Que sais-je ? proposait jusqu'à présent un ouvrage consacré à la *Yougoslavie* (n° 1 813) où l'histoire des peuples serbe, croate et slovène était étudiée conjointement. Éclatement de la fédération yougoslave oblige, l'histoire de la Croatie fait désormais à elle seule l'objet d'un volume. Coécrit par Georges Castellan, qui a longtemps enseigné l'histoire de l'Empire austro-hongrois à l'école des Langues Orientales, et par un professeur de l'université de Zagreb, il revisite malheureusement l'histoire de la Croatie à l'aune des événements récents. La vérité historique est souvent malmenée dans le but trop évident de démarquer les populations croates de leurs voisins serbes, par exemple dans le chapitre réservé à la langue croate. La guerre de 1990-1995 est évoquée avec une partialité antiserbe qui n'a pas sa place dans un ouvrage historique.
PUF, Que sais-je ?, n° 3400. 126 pages, 42 F.

M. M.

Servir et protéger : la noblesse d'autrefois

Un grand sujet, la *Naissance de la noblesse*, sous-titré *L'essor des élites politiques en Europe*, autrement dit l'évolution d'un phénomène qui a dominé pendant plus d'un millénaire l'histoire sociale et politique de notre continent. Un très grand livre. De ceux qui s'imposent dès leur parution, marquent les esprits et écrasent la production historique du moment par l'ampleur de leur érudition, la rigueur de leur méthode et l'importance de leurs conclusions. De ceux aussi qui ne craignent pas la polémique pour mieux asseoir une thèse qui modifie notre perspective sur la longue durée, du IVe siècle au XVIIIe siècle. De ceux enfin qui reflètent la réalité dans sa complexité et dans sa vérité, celle des hommes, de leurs idées et de leurs actions.

Car l'ouvrage de Karl-Ferdinand Werner est appelé à faire date. Né en 1924 en Sarre, ce spécialiste du monde franc et carolingien, ancien directeur de l'Institut historique allemand de Paris (1968-1989), membre de l'académie des Inscriptions et Belles Lettres se pose une question simple. Si simple que personne n'osait l'aborder tant le problème est obscur et soulève les passions : y a-t-il une origine commune à la noblesse européenne et laquelle ? Sa réponse est limpide : la noblesse vient de la *nobilitas* de l'Antiquité tardive.

Et sa démonstration, nourrie d'un faisceau de preuves solidement étayées par la recherche la plus récente est irréfutable. Dans une première partie, l'historien balaie avec énergie devant sa porte et se livre à un véritable jeu de massacres des idées reçues. Tout vole en éclats, les distinctions entre Antiquité, Moyen Age et temps modernes, le concept de « renaissance carolingienne », les origines franques germaniques, carolingiennes de la noblesse, l'émergence de celle-ci au sein de « l'anarchie féodale », sa création par les rois, son assimilation à la chevalerie ou à l'aristocratie, son apparition aux XIe et XIIe siècles, les démarches des généalogistes, etc.

Peut-être certains points mériteraient-ils d'être encore plus explorés, tels ceux de la fusion, car elle exista, entre les descendants des sénateurs romains et des chefs germaniques, de l'adoption par les deux groupes de valeurs communes dominées par l'héritage romain, de la survie de cet héritage malgré la dislocation de cet empire, au moins dans sa partie occidentale et de la création sous l'effet d'une double acculturation d'une nouvelle civilisation qui se distingue malgré tout de l'Antiquité tardive.

Restent une évidence – la noblesse, c'est l'État, la *Res publica*, dans ses formes féodales – et des notions qui en définissent l'idéal – la *dignitas*, l'*officium* (le service public), l'*honor*, la *fides*. Elles traversent les siècles, dépassent les individus et remontent aux institutions romaines. De manière très technique, Werner en suit l'existence dans l'Europe post-romaine. Avec cependant deux modifications de taille, dues à l'empereur Constantin. D'une part cette noblesse de hauts fonctionnaires devient chrétienne. D'autre part, elle s'organise selon le modèle de l'armée, d'où le port du ceinturon, symbole du serment prêté lors de sa remise. Cette *militia* deviendra la clé de la structure politico-militaire de l'État romano-chrétien aussi bien dans le monde byzantin que dans l'Occident.

Sa fonction est double : servir et protéger. Servir Dieu et l'empereur ; gouverner et protéger les hommes. Dans les deux cas par des actes plus que par des paroles, ce qui suppose une éducation spécifique qui forge le caractère, le corps et l'esprit. Cela, sans qu'il y ait lieu de séparer pouvoir de l'État et autorité de l'Église, les deux étant mêlées de façon inextricable, tantôt harmonieuse, tantôt conflictuelle.

Suivant la thèse de Werner, et bien entendu elle peut être discutée, la noblesse ne se comprend que dans un cadre de monocratie chrétienne. Lorsque la religion sera déclarée affaire privée, l'État se muera en un État postchrétien où la noblesse n'aura plus sa place.

Y a-t-il des points communs entre cette noblesse chrétienne et les élites d'aujourd'hui ? Werner en doute : *« personne,* écrit-il, *n'ose plus invoquer la notion de service »* (mais en Europe, cela date tout au plus d'une quarantaine d'années). Il ajoute : *« Si l'élite actuelle est riche, elle n'est plus composée de maîtres, mais simplement de "managers" qui sont au fond des exécutants, car ils ne sont plus responsables de ceux auxquels ils commandent ».* Et il précise : *« Ce qui leur manque ostensiblement, ce sont des valeurs ».*

Frédéric Valloire

Naissance de la noblesse, par Karl-Ferdinand Werner.
Fayard, 550 pages, 180 F.
La noblesse en Occident (V^{e}-XVe siècle) de Martin Aurell.
Armand Colin, coll. Cursus, 194 pages, 73 F.



Paul Ier, le tsar bâtard par Marina Grey

La vie de ce tsar (1754-1801) est comme verrouillée entre deux meurtres et deux complots. Meurtre de son père présumé, Pierre III, chassé du trône par son épouse (la future Catherine II) en 1762 et assassiné la semaine suivante. Lui-même périra étranglé dans la nuit du 23 mars 1801 avec la complicité tacite de son fils Alexandre Ier. Entre ces deux drames, une enfance, une jeunesse puis un règne dominés par un constant déséquilibre mental et nerveux. Marina Grey excelle à

Regard allemand sur la Révolution française

Un regard allemand sur la Révolution française. Ce jeune homme qui observe Paris et la France est le beau-frère de Schiller. Plus tard, le baron von Wolzogen (1762-1809) sera, un temps, chargé d'affaires du duc de Wurtemberg. Il finira par siéger – comme Goethe – au conseil privé de Charles-Auguste, duc de Weimar. Il a été l'un des tout premiers lecteurs des *Brigands*. On le sait heureux d'avoir pu échapper au « *despotisme oriental* » de son prince, le duc Carl-Eugen von Württemberg. Ses fréquentations ne se limitent pas à son cercle social. Sa façon de tout prendre en compte, va dans le sens de l'absence de préjugés propre à l'*Aufklärung*. Bref, il n'a rien d'un esprit fermé.

Mars 1789. Auprès du baron Trenk, il peut recueillir ce jugement sur le roi : « *C'est un honnête homme qui n'a pas l'intention de faire du mal à quiconque.* » En avril, il s'approche de la Bastille et s'émeut : « *S'il est au monde une chose propre à éveiller des idées de force, de dureté, de despotisme et d'ignorance, c'est bien cette bâtisse ; qui est d'autant plus choquante qu'elle s'élève dans une ville au sein de laquelle règnent des mœurs si douces, molles, raffinées, et où les autres monuments situés aux environs sont si fragiles, jolis, délicats.* »

Mai. Alors que vont se réunir les États Généraux, il écrit : « *Aujourd'hui presque tout le monde est à Versailles, et la diminution des gens bien habillés dans les rues et les promenades est visible.* » Le 25 juin, il se rend au Palais-Royal : « *Toute la racaille possible s'y précipite, savoyards, journaliers, cordonniers, tailleurs, etc., tous gens qui n'attendent que l'occasion, à la faveur d'un désordre, de voler et de piller. Ils se mêlent impunément aux attroupements qui se forment çà et là, et l'on ne doit même pas avoir la mine de ne pas être d'accord. Ils s'appuient sur les droits du Tiers État. La Garde française qui refusait de faire le service et a quitté ses casernes est partout applaudie. Quelques gardes qui traversaient le palais furent menés dans des cafés et régalés en public. Les militaires se rangent désormais eux aussi de ce parti, il n'y a plus aucune sûreté pour le particulier...* »

Survient la prise de la Bastille. Les excès du peuple parisien stupéfient le jeune noble libéral : « *Je vois combien il est nécessaire qu'il soit toujours soumis à un sceptre de fer ; il ne saurait être libre car il est cruel et injuste, sans fermeté, sans principes, accoutumé à être dirigé et tenu en lisière. Il prend la licence pour la liberté, pour du patriotisme. Il s'écrie :* "Vive la nation, le Tiers État !", *et c'est tout ce qu'il fait pour la patrie ; et si quelqu'un ne hurle pas avec lui, il lui fracasse la tête. Et c'est cette nation qui se veut rendre libre, qui se sent libre au moment où elle exerce la pire des tyrannies, où seule une opinion a le droit de régner tandis que toute autre est atrocement punie ! Non, assurément, le Français n'est pas apte, en ce moment, à la liberté dont jouissent l'Anglais, le Suisse, l'Américain. Avant qu'il ait chassé de son esprit l'idée selon laquelle l'obéissance aux lois, c'est la servitude, – avant qu'il n'ait un caractère, des principes fermes, il faudra peut-être des siècles.* »

Wolzogen note bientôt : « *On ne peut plus avoir confiance en personne.* » Dès juin, il informe Schiller « *sur tous ces désordres* ». Un an plus tard, il lui adresse une relation sur l'événement et, sur sa demande, fournit divers articles à la presse allemande.

Un témoignage exceptionnel, en partie inédit, puisque le *Journal* n'a fait l'objet que d'une publication partielle en Allemagne (1989) et que la présente traduction offre en sus le *Journal politique* et la *Correspondance diplomatique*, laquelle montre les démêlés du duché de Wurtemberg avec Paris, notamment à propos de sa neutralité et du sort de Montbéliard. A prendre en compte pour relativiser les appréciations portées par Michelet sur l'accueil des Allemands à la Révolution française.

Jean-Jacques Mourreau

Journal de voyage à Paris (1788-1791) suivi du *Journal politique* (1793) et de la *Correspondance diplomatique* (1793) par Wilhelm von Wolzogen traduit de l'allemand par Michel Trémousa. Presses universitaires du Septentrion. 320 pages, 150 F.

peindre cette tragédie inséparable des grandes énigmes russes.
Perrin. 280 pages, 119 F.

Ch. V.

La femme du Premier ministre
par Laurence Cossé

Laurence Cossé propose un portrait biaisé du ministre Choiseul à travers les Mémoires apocryphes de son épouse, effacée, mais fidèle. La romancière, profondément imprégnée des Mémoires du temps évite l'écueil du roman historique « peigné et poudré à l'authentique ».
Gallimard. 257 pages, 98 F.

M. M.

Stratégie
par Basil Liddell Hart

La Librairie académique Perrin a pris l'excellente initiative de rééditer l'ouvrage fameux de Sir Basil Liddell Hart consacré à l'histoire de la stratégie. Ce grand classique de la réflexion militaire, qu'il convient de placer dans la lignée des ouvrages de Fuller, retrace l'histoire des conflits depuis l'Antiquité jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, en s'efforçant de dégager, pour chaque époque considérée, les caractéristiques principales de l'art de la guerre, de la Légion romaine aux affrontements des chevaleries médiévales, de Gustave-Adolphe à Frédéric II, des guerres napoléoniennes aux deux grands conflits de notre siècle. Paru initialement en 1954, l'ouvrage n'a pas pris une ride et se trouve valorisé par la remarquable introduction rédigée en vue de cette réédition par le général Poirier, l'un des pères de la stratégie de dissuasion nucléaire imaginée par la France au cours des années soixante.
Perrin. 550 pages, 170 F.

Ph. C.

Au Caucase Russes et Tchétchènes, récits d'une guerre sans fin
présentés par Mateï Cazacu

L'actualité récente a rappelé au public la persistance des luttes qui embrasent depuis plusieurs années les diverses régions du Caucase. L'initiative prise par les éditions Georg apparaît donc spécialement heureuse. Elle permet en effet de découvrir des textes oubliés et inconnus qui ramènent au siècle dernier, au moment où débutait l'affrontement entre un Empire russe poussant son expansion vers les mers chaudes et les populations musulmanes, Avars, Lesghiens ou Tchetchènes, qui allaient lui offrir une résistance durable. De cet ensemble de témoignages, remarquablement présentés, en une cinquantaine de pages, par Mateï Cazacu, on retiendra surtout le récit de voyage du capitaine Spencer – espion et agent d'influence britannique – publié en 1854, à la veille de la guerre de Crimée, alors que Russes et Anglais s'affrontent – de la mer Noire aux frontières du Nord-Ouest indien – dans le fameux « Grand Jeu » qui va structurer pour longtemps la grande politique asiatique. Le personnage central du récit n'est autre que Shamyl, le célèbre chef de la résistance des musulmans du Caucase à la pénétration russe. On le retrouve dans le récit d'Anne Drancey, une gouvernante française enlevée en 1854 avec diverses princesses russes qu'elle accompagnait en Géorgie et détenue avec elles pendant huit mois, avant d'être échangée contre le fils de Shamyl pris en otage par les Russes. Son témoignage donne une image très complète de ce qu'était à l'époque la vie d'un *aoul* tchétchène, ces villages de montagne perchés dans des régions d'accès très difficile d'où il était toujours possible de poursuivre ou de reprendre la lutte contre les Russes, maîtres des vallées et des plaines de piedmont.
Éditions Georg, collection L'Orient proche. 304 pages, 149 F.

Ph. C.

Guillaume II
par Marc Blancpain

Étrange destin que celui de Guillaume II (Wilhelm), mort en exil en juillet 1941, dans un château à la façade rongée de lierre, à proximité d'une bourgade hollandaise dénommée Doorn. Les caricatures et les lazzis des vainqueurs de la Grande Guerre ont fait oublier que les Allemands adulèrent le Kaiser qui leur avait promis un avenir radieux. Outre l'essor industriel et la prospérité économique, il leur apporta un indéniable rayonnement international. A l'exception des Français obsédés par la Revanche, les étrangers l'envièrent aux

Allemands. La guerre ruina l'image du prince charmant des temps modernes qui ne manquait ni d'intelligence ni de cœur. On le rendit responsable du grand carnage, alors même que, selon ses dires, il avait toujours souhaité la paix. Chargé à l'excès, on voulut le juger et même le pendre.

Marc Blancpain a vu *le Seigneur suprême de la guerre* dans son enfance. Son portrait montre les multiples facettes d'un personnage à l'âme d'artiste, soucieux de paraître et d'être aimé, prolixe en formules, précurseur du prince médiatique. Sans taire la générosité du Kaiser, il souligne ses élans fantasques, ses maladresses et sa naïveté. En dépit de pages émouvantes et d'un louable souci de dédiabolisation, lui échappent la pertinence de ses intuitions, notamment en matière de géopolitique, la logique de sa *Weltpolitik* et le drame intime d'un timide se faisant violence pour se montrer digne de l'héritage guerrier des Hohenzollern. Ce n'est plus le ton hargneux d'Emil Ludwig (1926), mais assez éloigné de la démarche initiée par Alan Palmer (1978).

Perrin. 250 pages, 129 F.

J.-J. M.

Naissance de la gauche
par Marc Crapez

Ce livre scrupuleusement documenté en dit beaucoup plus que ne le suggère son titre. Si la naissance de la gauche y tient grande place, celle de la droite est loin d'être oubliée. A l'occasion de son précédent essai sur *La Gauche réactionnaire*, Marc Crapez avait prouvé que la science politique et l'histoire des idées devaient désormais compter avec lui. Impression confirmée par ce nouveau travail d'érudition historique et idéologique. Bousculant des habitudes que la thèse de René Rémond avait confortées, Crapez démontre d'abord que la dichotomie quasi religieuse entre droite et gauche, telle que nous la connaissons, n'est pas née en 1789 ni même au cours des conflits politiques du XIXe siècle, mais seulement à l'orée du XXe. Les conséquences pratiques de cette découverte ne sont pas académiques. Elles conduisent en effet à revoir complètement la généalogie d'un « peuple de gauche » élevé à la dignité d'unique héritier de la nation révolutionnaire, et celle d'un « peuple de droite » écrasé par la honte d'un héritage inavouable. C'est la légitimité de la gauche et l'indignité de la droite qui se voient l'une et l'autre contestées. De façon subtile et avec une ironie qui est le signe d'une alacrité intellectuelle de bon aloi, l'auteur démonte l'enchaînement qui, en France, a conduit à transformer les conflits d'intérêts ou de perspectives inhérents au jeu démocratique, en une opposition morale et absolue entre une gauche nécessairement vertueuse et une droite nécessairement coupable. On lira sur ce point avec un plaisir intellectuel évident le chapitre de conclusion, *« précis d'une droite dominée »*, qui décrit de façon lumineuse les embarras d'une droite libérale engluée dans le piège savamment mis en place par une gauche maîtrisant à la perfection le chantage au « racisme » et au « droitisme » extrême ou populiste.

Michalon. 308 pages, 120 F.

D. V.

L'armée française vue par les peintres 1870-1914
par François Robichon

Ayant un compte à régler avec certains généraux, Baudelaire a décrit la peinture militaire comme l'art de compter les boutons sur les uniformes, ce qui n'était pas l'opinion de Salvador Dali, grand admirateur de Meissonnier. Il reste que la peinture militaire a connu son heure de gloire au XIXe siècle, notamment au lendemain de la guerre de 1870, où, contrairement à une idée reçue, elle n'a été éclipsée ni par l'impressionnisme ni par le symbolisme. En reproduisant les œuvres de Meissonnier, Detaille, Neuville, Scott, Chaperon... François Robichon parvient sans difficulté à les réhabiliter. Le texte érudit qu'il a signé et qui accompagne de très nombreuses illustrations (souvent inédites) est d'ailleurs le fruit d'un long travail couronné en 1997 par un doctorat d'État. L'amateur d'histoire se délectera autant que l'amateur de « militaria ». Et aucun d'eux ne pourra dénier l'incroyable charge émotionnelle que contiennent ces scènes de la vie militaire d'un autre temps.

Herscher/Ministère de la Défense. 152 pages, 290 F.

M. M.

L'Église sous Vichy

Écrit par une excellente spécialiste de Vichy, professeur à l'université de Tours, ce livre arrive à point. Rédigé sur un ton mesuré, sans manichéisme, servi par une documentation abondante et parfaitement maîtrisée, il fait découvrir une réalité très différente de ce que tente d'accréditer la légende noire de l'Occupation. Michèle Cointet prend soin de replacer ces années sombres dans la longue durée des graves querelles religieuses qui avaient ébranlé la France catholique depuis les lois anticléricales du début du siècle et l'expulsion traumatisante des congrégations. Après 1918 et dans les années trente, un rapprochement s'était fait entre la République et l'Église. Néanmoins, les massacres de religieux et religieuses pendant la guerre d'Espagne (1936-1939), la profanation de sépultures et de lieux de cultes, avaient fortement contribué à éloigner d'une République de gauche une partie de l'opinion catholique longtemps influencée par l'Action française, au moins jusqu'à sa mise à l'index en 1926. Le choc de la défaite de 1940 ne pouvait pas ne pas provoquer un examen de conscience et rencontrer sur ce point l'un des thèmes dominants de Vichy. Cependant, si les prélats apportent leur soutien au nouveau pouvoir légal qui manifeste d'abord les dispositions les plus favorables, les relations se dégraderont quelque peu par la suite. Jérôme Carcopino, qui remplace en 1941 le très clérical Jacques Chevalier à l'Enseignement public, abroge plusieurs dispositions de son prédécesseur en matière d'enseignement religieux, ce qui suscite de vives réactions épiscopales et un certain refroidissement qui ira s'accentuant à la suite des persécutions antijuives, contre lesquelles l'Église dans son ensemble se montre beaucoup plus active que ne le laisse supposer l'anachronique déclaration de « repentance » de 1998.

Michèle Cointet montre une nette différence entre un épiscopat toujours attaché à la personne du maréchal Pétain et un clergé plus en retrait. C'est une vraie révélation que fait l'auteur en signalant que, proportionnellement au corps social, prêtres et religieux ont été sur-représentés dans les camps de concentration. Elle souligne cependant que jusqu'en 1944 vont cohabiter chez les mêmes individus, pétainisme, esprit de résistance et culture du sacrifice. Sentiments qui pouvaient, au hasard des circonstances, conduire au soutien de la Révolution nationale comme à l'engagement dans la Résistance, et parfois même aux deux. Tel fut le cas d'un prélat considéré comme vichyssois, Mgr Piguet, évêque de Clermont-Ferrand, arrêté et déporté à Dachau pour avoir favorisé la protection des Juifs dans son diocèse.

Le chapitre consacré à l'épuration du clergé intéressera particulièrement. Quelques ecclésiastiques n'ont pas échappé à l'épuration sauvage, bien que dans des proportion très inférieures à d'autres catégories. Quant à l'épuration légale, exigée par Georges Bidault et les démocrates chrétiens, elle s'est trouvée ramenée à peu de choses (le remplacement de trois évêques au lieu de vingt) en raison de la fermeté de Pie XII et de la volonté d'apaisement manifestée par le général de Gaulle.

Dominique Venner

Michèle Cointet, *L'Église sous Vichy*, Perrin. 500 pages, 149 F.

La grande guerre chimique, 1914-1918
par Olivier Lepick

C'est à l'un de aspects les plus effrayants de la guerre industrielle engagée en 1914 qu'Olivier Lepick consacre cet ouvrage novateur. Il reconstitue en effet très précisément l'histoire des arsenaux chimiques des adversaires en présence et montre que, malgré la convention conclue à La Haye en 1899 – qui condamnait l'usage des gaz – Français, Allemands et Anglais ont envisagé et préparé leur emploi avant le déclenchement du conflit. Les cartouches suffocantes françaises n'avaient cependant pas d'effet mortel ; elles visaient surtout à contraindre l'ennemi à évacuer une position devant laquelle le feu se révélait impuissant. A partir de l'attaque aux gaz lancée par les

Communisme et nazisme

Parmi les retombées du *Livre noir du communisme*, deux ouvrages fort différents sont à prendre en considération. Celui de Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis (*Un Pavé dans l'histoire*) s'attache à montrer et à décrypter ce que furent les réactions de l'intelligentsia, citations et références à l'appui. Ce qui frappe dans ce travail c'est à quel point la connivence pour le communisme continue d'imprégner les médias et l'université mobilisés pour un renouveau de l'antifascisme, dont les auteurs soulignent le caractère fantasmatique, mais aussi l'imposture. *« Pour le parti communiste,* rappellent-ils, *de Gaulle était fasciste en 1948 après qu'il eût créé le RPF, et bien des communistes s'indignèrent qu'il pût faire un discours à Compiègne d'où étaient partis tant de convois de déportés vers les camps de la mort... »* Dialectique contre laquelle les arguments de bonne foi sont évidemment inopérants. Le cynisme et l'idéologie ont bien entendu réponse à tout. Ainsi les auteurs mettent en lumière l'argument le plus souvent opposé au *Livre noir* par les communistes et leurs sympathisants : *« Vous condamnez l'URSS ? »,* disent les idéologues. *« Nous aussi ! Mais le vrai communisme n'est pas concerné par cette condamnation... »*

On comprend donc le tollé provoqué par la comparaison entre communisme et nazisme, introduite par la préface de Stéphane Courtois dans *Le Livre noir*. C'est le sujet de l'ouvrage écrit par Alain de Benoist, non que le précédent n'aborde lui aussi la question. L'idée que le communisme puisse être considéré comme criminogène à l'égal du nazisme a fait scandale pour la bonne raison que le communisme se voyait ainsi confondu avec le mal absolu, ce qu'il ne peut être. Bien qu'il ait tué beaucoup plus massivement que le nazisme, l'opinion prévaut en effet que ce dernier était bien pire que le communisme. L'argument couramment invoqué est que le nazisme aurait été une doctrine de haine alors que le communisme aurait été porté par l'amour de l'humanité. En réalité, le nazisme ne proposait pas moins que le communisme de faire le bonheur de ceux auxquels il s'adressait. Ces bonnes intentions n'ont pas empêché les deux systèmes de massacrer des populations considérées comme des obstacles irréductibles à leur plan de bonheur et de progrès. Telles sont les questions qu'examine Alain de Benoist avec une logique impeccable. Mais il ne se limite pas à un examen pénétrant et comparatif des deux systèmes (dont il exclut à juste titre le fascisme italien). Après avoir défini le totalitarisme à la façon d'Annah Arendt comme constitutif de la modernité, et en avoir souligné les effets les plus désastreux, il montre que la démocratie libérale n'est pas à l'abri d'un totalitarisme sournois. Il observe aussi que la critique du totalitarisme est instrumentalisée par le libéralisme pour faire accepter les conséquences humainement désastreuses des critères de l'utilité marchande. Suivant la formule de J.-M. Vincent : *« Il y a certes un saut qualitatif entre la mise au rebut de forces de travail dévalorisées et l'anéantissement systématique de millions d'hommes, mais dans un cas comme dans l'autre la vie humaine sert d'aliment à des machineries sociales. »*

Charles Vaugeois

Un Pavé dans l'histoire, par Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis. Robert Laffont, 225 pages, 119 F.
Communisme et nazisme, par Alain de Benoist. Éditions du Labyrinthe, 41, rue Barrault 75013 Paris. 152 pages, 120 F.

Allemands à Langemarck, sur le front des Flandres en avril 1915, le recours à l'arme chimique va se généraliser et se perfectionner avec l'apparition de la redoutable ypérite. Les défenses contre cette arme nouvelle vont également être imaginées et, si les gaz vont entraîner des pertes sensibles et des blessures durables (combien de gazés connaîtront pendant de longues années après la guerre un calvaire insupportable ?), l'auteur constate que l'arme chimique n'a pas eu l'effet massivement destructeur et le rôle décisif que pensaient lui voir jouer ceux qui avaient décidé de la mettre en œuvre. Les réflexions relatives aux différentes retombées stratégiques ou tactiques de l'emploi des gaz, les conséquences sur l'opinion publique et dans l'imaginaire collectif, tout cela est remarquablement analysé dans ce travail de référence qui fera autorité.

Presses Universitaires de France. 376 pages, 198 F.

Ph. C.

La Première Guerre mondiale vue par les peintres
par Frédéric Lacaille

En marge de l'exposition qui se tient au musée de l'Armée à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de l'armistice de 1918, cet album présente un choix de dessins, aquarelles, huiles sur bois ou sur toile inspirés directement par la Grande Guerre. Tous sont l'œuvre de peintres qui ont participé au conflit, dès 1914, comme « peintres officiels » du ministère de la Guerre, ou bien à partir de 1916, comme membres des missions artistiques aux armées, nouvellement créées. Une partie de ces peintres avaient été formés dans la grande tradition de la peinture militaire ; d'autres appartenaient à des courants plus avant-gardistes. La presse de l'époque, en particulier *L'Illustration* a largement reproduit leurs œuvres. Les noms de Scott, Flammeng ou Jonas sont ainsi passés à la postérité. D'autres sont tombés dans l'oubli. L'ouvrage de Frédéric Lacaille, conservateur du musée de l'Armée et maître d'œuvre de l'exposition *Les peintres et la Grande Guerre* a le mérite de rendre hommage à l'ensemble des artistes, dont la fonction s'apparentait plus souvent à la propagande qu'au témoignage documentaire.

Citédis. 122 pages, 190 F.

M. M.

Gaspard
par René Benjamin

René Benjamin (1885-1948) était de la génération de « ceux de 14 », qui donna Genevoix, Drieu, Bernanos, Dorgelès et tant d'autres à jamais marqués par la Grande Guerre. Une blessure reçue sur le champ de bataille lui donna le temps d'écrire *Gaspard*, à partir de notes prises sur le front. Publié en 1915, le livre, premier roman paru sur ce conflit, reçut bon accueil et même le prix Goncourt, ce qui valut plus tard à son auteur d'appartenir, avant d'en être « épuré », à la célèbre académie. Il avait eu le malheur d'écrire deux livres à la gloire du maréchal Pétain. De quoi être arrêté à la Libération, tandis que l'un de ses fils, lieutenant à la Ire armée, se faisait tuer en Alsace. Gaspard n'atteint jamais l'intensité dramatique des *Croix de Bois*. La réédition n'en reste pas moins bien venue, et l'auteur à redécouvrir.

L'Archipel. 264 pages, 120 F.

A. Br.

La Bataille des Dardanelles, 1914-1916 ou la tragédie annoncée
par Michel Hérubel

Historien militaire réputé, Michel Hérubel restitue avec vigueur la bataille livrée en 1915 pour le contrôle des détroits turcs. Le gel du front à l'ouest, des Flandres aux Vosges, condamnait l'Entente à chercher ailleurs un point faible de l'alliance centrale. Le souci de rétablir la liaison avec l'allié russe – et de le devancer éventuellement à Constantinople – conduisit le jeune lord de l'Amirauté, Winston Churchill, à proposer une action de diversion bien dans la tradition anglaise, contre les Dardanelles. Elle devait permettre en principe la prise de la capitale ottomane et porter ainsi un coup significatif à l'adversaire. Les perspectives de démembrement de l'Empire turc et les prétentions britanniques au Moyen-Orient justifiaient également ce choix. Mais les Anglais sous-estimèrent dangereusement les capacités de résistance ottomanes et les conséquences de cette erreur d'évaluation se révélèrent bien coûteuses au bout de quelques mois. La simple opération navale initialement prévue se conclut sur un échec et le débarquement des troupes dans la presqu'île de Gallipoli ne rencontra pas plus de succès. Contraint à une guerre de positions épuisante, face à des Turcs très déterminés, conseillés par des officiers allemands et commandés par un certain Mustapha Kemal, Français, Anglais, Australiens et Néo-Zélandais devront finalement renoncer. Le seul résultat positif de cette opération, parfaitement décrite et commentée par Hérubel, résidera dans l'installation du camp retranché

de Salonique d'où partira, en septembre 1918, l'offensive victorieuse de l'armée d'Orient.
Presses de la Cité. 320 pages, 130 F.

Ph. C.

Louise de Bettignies
par René Deruyk

Journaliste à *La Voix du Nord*, René Deruyk avait toute qualité pour restituer la figure attachante et assez mystérieuse de Louise de Bettignies (1880-1918), héroïne d'une première « guerre de l'ombre » dans la région du Nord occupée pendant la Première Guerre mondiale. Volontaire et aventureuse, elle se mit au service du renseignement britannique. Capturée sur dénonciation, elle mourut de maladie en détention, saluée par ses adversaires comme par ceux de son camp. L'honneur n'avait pas encore déserté la vieille Europe.
La Voix du Nord. 248 pages, 120 F.

D. V.

Julius Evola, métaphysicien et penseur politique
par Jean-Paul Lippi

Il ne s'agit pas d'une biographie du philosophe, mais d'une étude de l'œuvre articulée en trois parties. La première partie intitulée : *La formulation évolienne de la doctrine traditionnelle*, renvoie à la dimension métaphysique de l'œuvre d'Evola. La deuxième partie (*Morphogenèse du monde moderne*), passe au crible de la critique évolienne les fondements de la modernité sur un mode similaire à l'une des deux parties de l'ouvrage capital d'Evola : *Révolte contre le monde moderne*. La troisième partie, complémentaire des deux premières (*Une politique de la tradition*), envisage les refus et les orientations évoliennes et traditionnelles à donner à tout homme qui, refusant de vivre au milieu des ruines, a choisi de « chevaucher le tigre ». La conclusion : Julius Evola et le destin de l'Occident, détermine l'axe traditionnel en fonction duquel la pensée évolienne peut s'apprécier dorénavant. Une riche bibliographie complète cet ensemble d'une exceptionnelle richesse. Jean-Paul Lippi s'y révèle un homme de tradition à l'évolianisme mesuré.
L'Age d'homme, les dossiers H. 311 pages, 220 F.

A. G.-J.

Louise de Vilmorin « Si vous me connaissiez... »
par Albertine Gentou

Louise de Vilmorin, à l'inverse de sa contemporaine Simone de Beauvoir, s'est voulue libre, sans pour autant jamais se croire « libérée ». Amie tout aussi bien de Saint-Exupéry, de Cocteau, d'Orson Welles que de Roger Nimier, elle a légué à la postérité une dizaine de livres dont le plus fameux reste *Madame de.* Mais le penchant qu'elle a manifesté tout au long de sa vie pour le paraître a sans aucun doute éclipsé ses qualités d'écrivain. Une légende qui fait la part belle aux mondanités continue d'entourer son personnage. Albertine Gentou, à la suite de Jean Bothorel, tente de rééquilibrer le portrait.
Perrin. 196 pages, 109 F.

M. M.

L'étrange Monsieur Joseph
par Alphonse Boudard

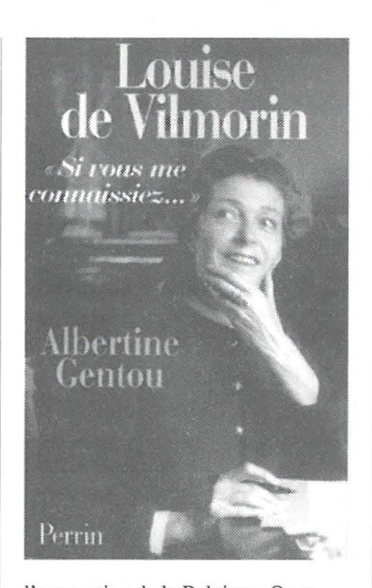
A travers le personnage hors série du Joanovici de 1940-1944, Alphonse Boudard décrit avec son non-conformisme habituel une époque qui n'a pas fini de passer. Passionné par le « mystère Joanovici » (qui fut aussi peut-être agent du Komintern), il oscille envers lui entre curiosité et sympathie.

Dans l'ensemble, c'est un beau travail de reconstitution, et qui s'insère dans une œuvre dont le picaresque cache une connaissance approfondie de la France contemporaine. Comme en témoigne le livre d'entretiens entre Alphonse Boudard et Lucien d'Azay *Contre-Enquête* (1). Un nécessaire complément à *Monsieur Joseph.*
Robert Laffont. 295 pages, 139 F.
(1) Robert Laffont. 255 pages, 119 F.

J.-P. A.

Belgique 1940-1945 Album de guerre et d'occupation
par Charles Turquin

Dans cette même collection, avait paru en 1997 un *Paris occupé* qui réunissait un choix de photos tout à fait originales et souvent inédites. On ne retrouve pas ici la même qualité iconographique. Le lecteur français apprendra cependant beaucoup de choses sur le sujet peu connu de la guerre de 1940 du côté belge et de



l'occupation de la Belgique. On se demande cependant pourquoi, plus de 50 ans après les événements, l'auteur s'est cru obligé de manifester une germanophobie et une « flamanphobie » qui n'ont pas grand-chose de commun avec l'histoire.
Jacques Grancher. 160 pages, 400 photos, 195 F.

G. C.

Pétain et de Gaulle
par Jacques Le Croignec

En 1991, avec la publication d'un premier ouvrage très remarqué (*Pétain, gloire et sacrifice*), le général Le Croignec entamait une réhabilitation historique du maréchal Pétain. Le rôle de ce dernier en 1940-1944 ayant été largement travesti, les occasions ne manquaient pas de rétablir des réalités occultées ou déformées. Après *Le Maréchal et la France* (1994), *Pétain et les Américains* (1995), *Pétain et les Allemands* (1997), voici maintenant *Pétain et de Gaulle.* Le lecteur peut se fier à la documentation scrupuleuse et à la grande rigueur historique du général Le Croignec pour découvrir dans ce nouveau livre ce qu'il n'a encore jamais lu ailleurs sous une forme aussi charpentée.
Nouvelles Éditions Latines. 400 pages, index, 150 F.

Ch. V.

La guerre en Provence, 1944-1945
par le colonel Gaujac

C'est une synthèse tout à fait novatrice que nous présente le colonel Gaujac, ancien chef du Service historique de l'armée de terre, à propos du débarquement de Provence et des événements qui l'ont suivi. Auteur d'une remarquable *Libération de Toulon* parue voici une quinzaine d'années, il s'efforce ici de replacer les combats livrés dans le Sud-Est de la France dans le contexte plus général du conflit. Exploitant des archives disponibles depuis peu, il met en lumière les divergences qui ont opposé Français et Américains lors de la préparation de l'opération Anvil-Dragoon. Il analyse très finement le rôle joué par la Résistance locale et n'occulte pas, au-delà du succès remporté par le débarquement du 15 août, bientôt suivi par les libérations de Toulon et de Marseille, la « guerre oubliée » qui sera livrée pendant plusieurs mois encore sur le front des Alpes. Il expose clairement les conditions de la reprise en main « politique » de la région, où la « pétaudière » marseillaise est quelque temps le théâtre d'une véritable anarchie. Sous prétexte d'épuration, on y recense environ huit cents exécutions sommaires dues aux « justiciers » de l'été et de l'automne 1944. L'auteur ne dissimule pas non plus les tensions apparues entre les troupes issues de l'armée de Lattre et certaines unités FFI dont des cadres *« déambulent, bardés de galons et de brassards, verbe d'autant plus haut que leur action a été faible... »* Aux antipodes d'une histoire militaire trop souvent aseptisée, l'auteur réalise un vrai travail d'historien, qui ne dissimule rien des problèmes, des difficultés et des contradictions inhérents à l'époque considérée.
Presses Universitaires de Lyon, collection Conflits contemporains. 192 pages, 95 F.

Ph. C.

Werwolf, the history of the national-socialist guerilla movement 1944-1946
par Perry Biddiscombe

L'histoire de la résistance allemande à l'occupation alliée au cours des derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, avec ses prolongements jusqu'en 1946, demeurait jusqu'à maintenant à peu près inconnue. C'est dire l'intérêt de l'ouvrage que l'universitaire britannique Perry Biddiscombe vient de consacrer au Werwolf, ce mouvement clandestin des « loups-garous », qui avait pour mission de retarder l'avance ennemie et se transforma, une fois acquise la victoire anglo-américaine et soviétique, en une organisation de

Théorie de la nouvelle classe dirigeante
La dislocation programmée des nations européennes

Voici un bref essai qui devrait faire date. Son titre évoque la guerre civile qui menace les sociétés européennes « post-démocratiques ». Chacun ressent cette menace tout en la refusant. Le rejet des perspectives sombres n'est pas seul en cause. L'histoire qui se fait échappe à ceux qui la vivent. Le recul fait défaut et les instruments conceptuels, hérités des périodes précédentes, ne peuvent rendre compte des nouvelles réalités. Il faut rendre grâce à Éric Werner d'offrir des outils intellectuels capable d'éclairer le sens d'une histoire en devenir.

Chargé de cours à l'université de Genève, esprit philosophique, attentif aux leçons de l'histoire, l'auteur décrypte en termes neufs le mystère de la dislocation des sociétés européennes à l'aube du XXI[e] siècle. Après un ample détour sur la fonction politique de la guerre depuis l'Antiquité, Il rejoint certaines de nos observations sur la nouvelle classe dirigeante issues de Mai 68 et sur l'évolution morbide qui fait de l'État un ennemi du peuple et de la nation. Mais Werner innove en développant le concept d'une stratégie délibérée par laquelle la nouvelle classe dirigeante européenne, structurée autour du triptyque : libéralisation, américanisation, mondialisation, a établi son pouvoir en favorisant la dislocation des anciens cadres sociaux et en suscitant des antagonismes internes à la limite de la guerre civile. Antagonisme d'âge, de sexe, de statut social, de culture, de religion, d'ethnie, etc. On retrouve ainsi le schéma hobbien de la guerre de tous contre tous. A cette différence près que la multiplication même des antagonismes interdit pour le moment qu'ils dégénèrent en guerre civile.

Parmi les antagonismes mis en œuvre, l'immigration de masse extra-européenne joue un rôle décisif. Werner l'examine non en termes ethno-culturels, mais politiques. La question qui se pose en effet est de savoir pourquoi les gouvernements européens ont encouragé de mille manières une immigration islamique, historiquement et culturellement hostile à l'Europe, se montrant ainsi favorables et même extrêmement favorables à l'introduction d'un facteur de conflit violent au sein des sociétés européennes. Pour Werner, la réponse est implicite. S'ils favorisent à ce point cette immigration c'est qu'elle leur profite. Elle est un atout entre leurs mains. N'est-ce pas une vieille recette de gouvernement que d'attiser les antagonismes et la défiance mutuelle au sein d'une population pour paralyser ses réactions et ses défenses ?

Au-delà de justifications idéologiques (droits de l'homme, etc.), le mobile profond de la nouvelle classe dirigeante (appareil d'États, médias, université) est la défense de ses « intérêts de classe » liés à une pratique sans précédent de la corruption. Elle a compris que la destruction d'une nation par une immigration massive simplifierait considérablement sa tâche. Un État multiculturel balkanisé est plus facilement contrôlable qu'un État culturellement homogène, capable de faire front contre des dirigeants indignes. L'insécurité née de l'immigration devient elle-même une arme formidable de gouvernement. Quand les citoyens ont peur, ils s'isolent, chacun se replie sur la sphère privée, l'espace public se délite. *« En laissant les délinquants agir à sa place, le pouvoir fait d'une pierre deux coups. L'ordre se défait (tout est d'ailleurs mis en œuvre pour qu'il se défasse), mais le désarroi même qui en résulte débouche paradoxalement dans une relégitimation du pouvoir, car le pouvoir apparaît comme l'ultime rempart contre le désordre triomphant ».* Le pouvoir tire ainsi argument de l'insécurité pour que les citoyens se résignent à l'abandon de certains de leurs droits, comme la possession des armes et la légitime défense.

Werner estime donc que la dislocation de la société (famille, éducation), l'insécurité, la drogue, le chômage, le mondialisme, ont été programmés pour maintenir le pouvoir de la nouvelle classe dirigeante. Mais la « paix » ainsi obtenue est une fausse paix, plus proche de la guerre que de la paix, le dernier stade avant la guerre civile. Ce faisant, le pouvoir joue avec le feu. Les moyens qu'il met en œuvre pour assurer la passivité des gouvernés peuvent déclencher l'incendie. *« La moindre erreur de sa part et l'embrasement serait immédiat, chacun le sait... »* Les dirigeants européens sont donc pris en tenaille entre deux exigences antinomiques : entretenir les tensions au sein du groupe social, mais veiller simultanément à ce qu'elle ne dégénèrent pas en guerre civile. Jusqu'à quand ?

Dominique Venner

Éric Werner, *L'Avant-guerre civile.* L'Age d'Homme, 120 pages. 100 F.

guérilla responsable d'attentats et de sabotages contre les forces d'occupation ainsi que de la liquidation d'éléments défaitistes et « collaborateurs ». Dans un premier temps, ce sont, dans une large mesure, les jeunes garçons issus de la Hitlerjugend qui fournissent le recrutement. Après la défaite, ils sont renforcés par des éléments issus de la Waffen SS qui, condamnés à la clandestinité, vont poursuivre la lutte pendant plusieurs mois. Toutes les régions d'Allemagne sont concernées mais principalement les zones rurales où il est plus aisé d'établir des caches d'armes et d'abriter les dissidents. L'auteur s'attache principalement à la région de Lünebourg, en zone d'occupation britannique. Comme elle apparaît dépourvue d'importance stratégique, les vainqueurs préfèrent concentrer leurs efforts sur les centres industriels ou portuaires importants, comme Hambourg, que de maintenir des forces significatives dans une zone où l'action de la guérilla leur apparaît fatalement résiduelle. L'Allemagne épuisée de 1945 n'avait évidemment pas les moyens de gêner durablement les vainqueurs. De plus, le déclenchement très rapide de la guerre froide allait mobiliser dans la lutte anticommuniste bon nombre des combattants dans un pays pressé de tourner la page hitlérienne de son histoire. L'ampleur de la recherche effectuée, l'appareil de notes et l'index font de cet ouvrage un outil des plus précieux.

Publié par University of Wales Press, 6 Gwennyth Street Cardiff. 460 pages.

Ph. C.

Le crépuscule du fascisme
par Laurent Berrafato

Voici, en langue française, la première étude historique d'ensemble consacrée à la République sociale italienne (RSI) fondée le 15 septembre 1943 par Mussolini que le coup d'État royal du 25 juillet 1943 avait renversé. Les 600 jours de ce « second fascisme », un fascisme qui entend retrouver l'inspiration républicaine et socialiste de ses origines, se confondent avec la guerre civile qui l'oppose aux « partisans » communistes de plus en plus actifs dans le nord de l'Italie. Le poids de la guerre entre forces allemandes et forces anglo-américaines ne laisse qu'une marge d'initiatives très étroite en faveur des réformes politiques et sociales entreprises par Mussolini et le carré le plus déterminé de ses fidèles. Ces réformes, ajoutées au romantisme des combats désespérés livrés par des « chemises noires » beaucoup plus nombreuses qu'on ne le croit (c'est l'une des révélations de ce livre) seront cependant suffisamment marquantes pour inspirer pendant quarante ans l'action du MSI (voir notre numéro 27). Un important cahier de photos inédites contribue à l'intérêt de ce livre.

Godefroy de Bouillon. 192 pages, 180 F.

G. C.

Tsahal
par Martin van Creveld

Le sous-titre de cette étude due à l'un des meilleurs historiens militaires contemporains, universitaire israélien, annonce qu'il s'agit d'une *« histoire critique ».* De fait, l'auteur, s'appuyant sur une documentation de première main, n'hésite pas à prendre un recul critique par rapport à son sujet. Depuis sa création en 1948, à partir des forces clandestines de la Hagana sioniste, Tsahal est intimement liée à l'histoire d'Israël et à la stratégie des puissances au Moyen-Orient. L'auteur ne néglige aucun aspect de cette histoire, où tout compte, les hommes (les chefs), les moyens (y compris nucléaires), le support économique, la stratégie de l'État sioniste, la tactique d'une force qui, après des succès spectaculaires, connaît, selon l'auteur, un déclin dont l'analyse est certainement le point fort d'un livre qui révise beaucoup d'idées reçues.

Le Rocher, collection L'Art de la guerre. 550 pages, 145 F.

G. C.

C'était la IVᵉ République

par Arthur Conte

C'est en quittant la tête du gouvernement provisoire, en 1946, pour laisser la place à Félix Gouin, premier président de la IVᵉ République, que de Gaulle, déçu par l'indifférence des Français à son départ, les aurait traités de *« veaux »*. Douze ans plus tard, la France fugueuse se jetterait à nouveau dans les bras du dompteur de veaux, préférant, aux incertitudes de la République des partis, la trompeuse sécurité d'un régime présidentiel trop autoritaire pour ce qu'il a de mou et trop mou pour ce qu'il a d'autoritaire.

Entre cet aller-retour gaullien, Arthur Conte nous offre une balade au cœur de la IVᵉ, période au cours de laquelle se met en place la France moderne, et fertile en événements de tous ordres, alors que les communistes rêvent encore de prise du pouvoir ; que Mitterrand, ministre de l'Intérieur de Mendès, s'occupe à colmater les fuites ; que la France se passionne pour l'affaire Dominici ; que la chute de Diên Biên Phu annonce la guerre d'Algérie ; qu'à Suez les États-Unis et l'URSS proclament leur domination sur le monde ; qu'Aragon est toujours communiste, Malraux déjà trop gaulliste, Sartre germanopratin et B.B. tropézienne. Un seul regret à ce tableau vivant et riche : l'absence d'un index des noms propres.

Plon. 468 pages, 169 F.

A. Br.

Géopolitique et philosophies

par M. Imbeault et G. A. Montifroy

Universitaires canadiens spécialistes de géopolitique et d'histoire des idées, les deux auteurs présentent ici le quatrième volet d'une étude commencée en 1995 à raison d'un volume annuel. Ce travail est dominé par l'idée de décadence à la veille du XXIᵉ siècle et par le souci d'explorer les causes des pathologies sociales afin d'offrir des réponses. Leur exploration foisonnante les conduit à s'appuyer sur l'histoire la plus ancienne ainsi que sur de nombreux auteurs contemporains. Parmi les philosophes, Aristote, Burke, Nietzsche, Heidegger et Monnerot sont les plus cités. On retire de cette lecture deux idées prospectives majeures. D'abord, la certitude qu'aux États-Unis comme en Europe, les sociétés multiraciales sont vouées à connaître des conflits internes porteurs des pires violences. Par ailleurs, comme Samuel Huntington, les auteurs répudient la vision mondialiste à la mode, soulignant la persistance et même le renforcement de grands blocs culturels antagonistes et inassimilables. Le fait d'observer le monde depuis le continent américain, contribue à l'intérêt de leur travail.

Frison-Roche. 166 pages, 155 F.

Ch. V.

Chien fou

par Alain Sanders

Dans *Mes maquis anticommunistes*, Alain Sanders avait rendu compte de ses reportages en Thaïlande, au Cambodge, au Liban, au Nicaragua et en Nouvelle-Calédonie. *Chien fou* relate des aventures antérieures, au Maroc en 1954, dans l'ex-Congo belge et au Sud-Vietnam à l'aube des années soixante-dix.

Godefroy de Bouillon. 120 pages, 120 F.

M. M.

Que lire ?

par Jean Mabire

Avec un cinquième volume, Jean Mabire complète sa galerie de portraits d'écrivains – un sixième volume est déjà en préparation. Au sommaire de ce tome V de *Que lire ?*, Raymond Abellio, Léon Bloy, Léon Daudet, Édouard Drumont, Julius Evola, René Guénon... voisinent avec Kléber Haedens, Jean-Edern Hallier, Louis Pauwels, Dominique de Roux... Sans oublier quelques figures que l'on rencontre plus fréquemment dans les histoires littéraires : Marcel Brion, Francis Carco, Léon-Paul Fargue, Charles de Foucauld, Pierre Louÿs, Jean Paulhan... L'on trouve aussi quelques auteurs étrangers : Gilbert K. Chersterton, Maxime Gorki, Hermann Keyserling, F.T. Marinetti, John Steinbeck, Erich von Stroheim... On le vérifie une fois de plus, le choix des écrivains demeure très libre. Jean Mabire ne s'encombre d'aucun préjugé. Son ambition est de livrer, volume après volume, un tableau complet de la littérature mondiale. Avec presque un demi-millier d'écrivains portraiturés, il est en passe d'y parvenir. Cela ne signifie pas que cette étonnante galerie d'œuvres et de portraits sombre dans la platitude ou la fausse neutralité. De chaque écrivain, aussi éloigné soit-il de ses positions, Mabire s'efforce de tirer ce qui concourt à sa propre vision esthétique. Enracinement, courage, audace, talent, voilà ce qu'il met en lumière. C'est pourquoi sans doute on peut difficilement trouver une lecture plus tonique que ce *Que lire ?*

Éditions SANH, 6, rue Vauguyon, 92210 Saint-Cloud. 320 pages, 150 F.

M. M.

Jean-Paul II

par Bruno Larebière

Une telle biographie avait naturellement sa place dans une collection consacrée aux figures de proue du XXᵉ siècle. La richesse des photographies est époustouflante. La minutie du travail biographique est remarquable. Un ensemble qui plaira aux admirateurs du pape polonais.

Éditions Chronique. 128 pages, 265 photos, 169 F.

G. C.

Tolkien, les univers d'un magicien

par Nicolas Bonnal

Auteur du *Silmarillion*, du *Seigneur des Anneaux*, et de *Bilbo le Hobbit*, John Ronald Reuel fascine depuis longtemps et fait encore rêver la planète. A la biographie d'Humphrey Carpenter succède aujourd'hui un ouvrage bio-bibliographique à dimension métaphysique de Nicolas Bonnal. Pour celui-ci, Tolkien, messager de la tradition, est aussi un anarchiste réactionnaire qui attire aussi bien une certaine gauche libertaire qu'une certaine droite radicale. L'univers à la fois païen et chrétien des ouvrages de Tolkien fourmille d'elfes et de nains, de la multiplicité des éléments de la nature et de l'unité de la surnature qui les fédère dans une ambiance hautement spirituelle. Outre un monde fantastique et merveilleux à l'atmosphère médiévale très bien décrit, les ouvrages de Tolkien sont analysés à la lumière d'auteurs aussi différents que Georges Bernanos, René Guénon et Guy Debord.

Les Belles Lettres. 283 pages, 110 F.

A. G.-J.

LIVRES NOUVEAUX

Dioclétien et la tétrarchie, par Bernard Rémy, aux PUF, Que Sais-je ? n° 3418.

Les Maladies dans l'art antique, par Mirko Grmek et Danielle Gourévitch, chez Fayard.

Le Livre d'or des troubadours, Anthologie bilingue XIIᵉ-XIVᵉ siècles, par Gérard Zuchetto et Jörn Gruber, aux éditions de Paris/Marc Chaleil.

Chronologie de la France médiévale (481-1515), par Thérèse Charmasson, aux PUF, Que Sais-je ? n° 3368.

Autour de la Méditerranée, par Fernand Braudel, au Livre de Poche, Histoire.

Les Danses macabres, par André Corvisier, aux PUF, Que Sais-je ? n° 3416.

Les Femmes et leur histoire, par Geneviève Fraisse, chez Folio-Histoire.

Symbolique Ecossaise 1880-1911, ou les avant-gardes maçonniques, par François Jupeau-Réquillard, au Rocher.

L'Affaire Dreyfus. Une affaire d'honneur, par Yves Amiot, aux éditions Ulysse (Bordeaux)

Leçon d'histoire sur le syndicalisme en France, 1895-1998, par Pierre Karila-Cohen et Blaise Wilfertaux, aux PUF, collection Major.

Introduction à l'histoire du XXᵉ siècle, par Frédéric Besset, chez Armand Colin.

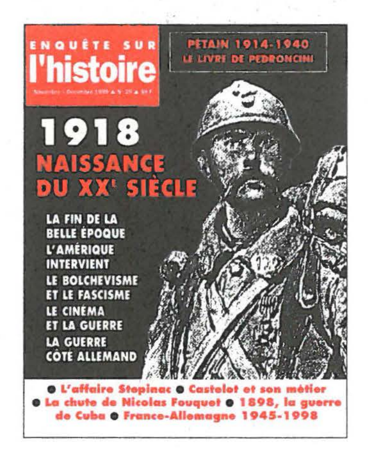
Pour une renaissance de l'Académie platonicienne. Suivi de *Empédocle ou le sacrement de la mort volontaire*, par Hans Blüher, aux éditions Meigniez de Cacqueray (MBE 180, 69, bd Saint-Marcel, 75013 Paris).

La division Brandeburg, par Éric Lefèvre, Histoire et Collections.

Témoin d'une génération trompée – 1934-1945, par Charles Barrière, chez Albatros.

Leclerc, le soldat et le politique, par André Martel, chez Albin Michel.

Pages réalisées par
Jean-Paul Angelelli, Adrien Brocard, Guy Chambarlac, Philippe Conrad, Arnaud Guyot-Jeannin, Macha Manski, Jean-Jacques Mourreau, Frédéric Valloire, Charles Vaugeois, Dominique Venner.



Vos réactions aux précédents numéros

La paix torpillée en 1916

Le Petit Mourre *précise en page 390, 2ᵉ colonne, au sujet de la Grande Guerre :* « L'ampleur des pertes humaines et l'absence de résultats décisifs amenèrent les Empires centraux à faire des ouvertures aux Alliés (décembre 1916), tandis que le président des États-Unis, Wilson, proposait aux belligérants une "paix sans victoire". Les offres ennemies furent repoussées par les Alliés qui n'y virent qu'un signe d'affaiblissement de l'adversaire. »

Comment se fait-il que l'on fasse le silence ou presque sur ces « ouvertures » dont je ne connaissais pas l'existence jusqu'à la lecture du Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie *de François Fejtö de 1988 ? Ce maître livre a été une passionnante découverte pour le profane que je suis, formé au moule de l'enseignement républicain des Mallet et Isaac jusqu'au baccalauréat.*

Pourquoi votre revue n'a-t-elle pas repris cet événement afin de nous éclairer sur son contexte et les raisons plus ou moins avouables qui ont incité les « Alliés » à refuser ces négociations dont l'issue positive aurait évité des millions de morts et de blessés sans compter une évolution différente de la situation qui nous a conduits à la défaite de 1940 ?

Henri Conegero

C'est en effet un épisode important de la Première Guerre mondiale qui met en cause Georges Clemenceau, ennemi acharné de l'Empire austro-hongrois. Nous l'avons évoqué dans notre n° 11 (été 1994), à la fois dans l'entretien que nous a accordé le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme et dans l'article de Jean-Jacques Mourreau sur l'impératrice Zita de Habsbourg, née princesse de Bourbon-Parme. C'est à la demande de son époux, le jeune empereur Charles de Habsbourg (successeur de François-Joseph à la mort de celui-ci, le 21 novembre 1916) que des négociations furent nouées par Sixte de Bourbon-Parme (oncle du prince actuel) afin de dégager l'Autriche de l'alliance allemande. Le président Poincaré et Aristide Briand en France, ainsi que Lloyd George en Angleterre, étaient favorables à une paix de compromis. Mais Clemenceau, accédant au pouvoir à ce moment, anéantit cette tentative de paix avec la complicité de l'Italie qui espérait tirer parti d'une défaite totale de l'Autriche-Hongrie. Si la paix avait été conclue en 1917, des centaines de milliers d'hommes auraient été épargnés et l'Europe aurait échappé aux conséquences mortelles des traités de Versailles, Saint-Germain et Trianon. (Voir à ce sujet, notre n° 28 sur Munich).

La réhabilitation des mutins

Interrogé sur TF1 au sujet des mutins du Chemin des Dames, Daniel Cohn-Bendit a alors évoqué le thème de la réhabilitation des déserteurs de la guerre d'Algérie. Précisant son idée, il a indiqué que l'acte de désertion pouvait même parfois être lié à la notion d'une défense de l'honneur. De quelle défense de l'honneur et de quels déserteurs nous parle Cohn-Bendit ? De celui qui déserte pour s'associer à la lutte pour la liberté des hommes ou de celui qui déserte pour le respect d'honneur à la parole donnée ? Je m'étonne de ce manque de précisions quant à l'identification des gens ainsi concernés et je doute que l'on accorde la même valeur de réhabilitation aux défenseurs de l'Algérie indépendante et aux partisans de l'Algérie française qui avaient des motifs totalement différents.

Lucien Poinsignon

L'affaire Stepinac

Je me permets de revenir sur l'entretien avec Bernard Lory, paru dans le n° 29 de votre revue. Dès la proclamation des lois raciales et antiserbes, Mgr Stepinac s'est dressé contre les exactions et les crimes de Pavelic, dès le début de mai 1941, comme le 14 mai contre les assassinats des Serbes à Glina le 12 mai. Mgr Stepinac a agi par tous les moyens disponibles. Ce qu'on reproche en définitive à Mgr Stepinac, c'est qu'il n'ait pas pris les armes et qu'il n'ait pas été assassiné comme son frère...

Il est inexact d'affirmer que Mgr Stepinac a soutenu le régime de Pavelic, quand on sait qu'il souhaitait le remplacer par le démocrate Vladko Macek. Mais il est vrai qu'il était pour l'existence d'un État croate, selon les lois naturelles et les lois des hommes, quand la Yougoslavie n'existait plus ou ne pouvait pas exister sans une dictature despotique ou communiste de Belgrade.

Concernant les « compromissions » du clergé avec les Oustachis, en particulier dans l'ordre franciscain, selon l'évêque orthodoxe serbe Jovan, il n'y eut qu'un franciscain et deux prêtres sur environ 2 000 membres du clergé croate. Ils avaient été exclus de la prêtrise par Mgr Stepinac, qui avait interdit à tous les membres du clergé de faire de la politique.

Grégory Péroche
auteur de *Croates, Serbes et Musulmans, 1941-1945.* François-Xavier de Guibert, Paris, 1996.

Politique

Je viens de relire les articles sur le Front national dans votre n° 28. On voyait s'y dessiner en filigrane (évocation du livre de Roland Gaucher) la crise actuelle. Peut-on imaginer que votre revue revienne sur le sujet ?

Paul Jaubert

Notre rôle n'est pas de commenter l'actualité, changeante par définition, mais d'offrir des éléments de réflexions accordés par l'histoire. Dans le numéro 28 que vous évoquez, nous avions tracé un portrait de Maurice Bardèche où l'on peut lire ces lignes toujours actuelles : *« L'une des grandes équivoques de la décennie tragique 1934-1944, fut de laisser entendre que l'engagement politique commandait le retour des vertus, dont Montaigne disait qu'elles étaient les preuves de la noblesse. Sans doute la finalité supérieure de la politique est-elle de mettre l'ordre à la place du chaos. Mais son essence est la lutte et le pouvoir. Elle a pour maître Machiavel et non Corneille. Ses caractères nécessaires ne sont pas l'honneur ou la loyauté, mais l'agressivité, l'ambition et la fourberie, bien que les combattants politiques s'engagent souvent par idéalisme pur... »*